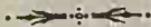


LA

4683/7

# Macédoine et les Roumains



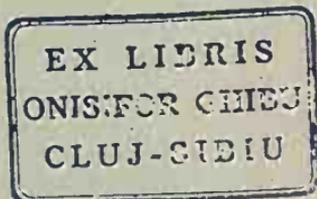
EXPOSÉ HISTORIQUE

PAR

NEOCLÈS KASASIS

Professeur à l'Université d'Athènes

Président de la Société « Hellénismos »



B322616

PARIS. — 1<sup>er</sup>  
P.-V. STOCK, ÉDITEUR  
(Ancienne Librairie TRESSE et STOCK)  
155, RUE SAINT-HONORÉ (près la Civette)  
Devant le Théâtre Français

1907

Tous droits réservés.

~~Instituto de Estudios Sociales  
Geografía Económica  
BIBLIOTECA DE INVESTIGACIÓN~~

~~Inventar no. 73528/80~~

## INTRODUCTION

---

Ces quatre dernières années ont vu se produire une fâcheuse aggravation des luttes sanglantes qui mettent aux prises les diverses races de la Macédoine, notamment les Grecs et les Bulgares. L'intervention de la diplomatie européenne, dont on aurait pu espérer une influence pacificatrice, ne semblerait au contraire avoir d'autre résultat que d'attiser ces conflits meurtriers. On sait que les comités de Sofia, désespérant de conquérir les populations macédoniennes à l'idée bulgare par des moyens pacifiques, s'efforcent de les y soumettre par la violence et la terreur : les crimes que les hordes soudoyées par eux ne cessent de commettre sur les malheureux habitants sont présents à tous les esprits ; ce qu'on s'avoue moins, c'est que le gouvernement de Sofia est loin de rester indifférent ou d'être étranger à ces menées.

Les premiers moyens dont se fût servie la propagande bulgare en Macédoine ont été l'église et l'école, organisées dans ce but par les agents soi-disant commerciaux de la principauté et de l'Exarchat bulgare de Constantinople ; de nombreux prêtres et instituteurs étaient envoyés par celui-ci comme pionniers de l'idée bulgare dans les pays convoités par les patriotes de Sofia. Ces moyens n'ayant donné que des résultats médiocres, les instigateurs du mouvement se décidèrent à recourir à d'autres, moins légitimes mais qu'ils jugeaient plus efficaces. C'est aux instigations de Rizof, ancien agent commercial de la principauté à Salonique et du trop fameux chef Sarafof qu'est due cette nouvelle orientation des menées bulgares ; ces hommes ont pensé que la bulgarisation de la Macédoine était impossible par les voies pacifiques ; sur leurs conseils, l'instituteur et le prêtre fit place au bandit, à l'incen-

diaire; le livre et l'évangile furent remplacés par le poignard et la dynamite. Ce fut là la base de la nouvelle politique en Macédoine et dans le vilayet d'Andrinople. La destruction par les bombes bulgares du navire français *Guadaquivir* qui eut lieu en juillet 1903 dans le port de Salonique, l'explosion qui détruisit l'hôtel de la Banque ottomane en cette même ville, les attentats répétés contre les trains de voyageurs et les voies ferrées, la destruction de la ville grecque de Croussovo, dans laquelle la part des bandes bulgares fut si glorieuse, mille autres méfaits odieux sont là pour témoigner de l'ardeur que mettent les agents des comités bulgares à appliquer le programme que les organisateurs du mouvement leur ont tracé.

Ces agissements rendirent la situation intenable aux populations helléniques de la Macédoine; d'autre part les réformes promises par l'Europe restèrent à l'état de lettre morte et ceux qui ont été chargés de leur application semblent s'être rendus en cette malheureuse région non pour travailler à l'apaisement des populations et au rétablissement de l'ordre, mais pour servir les intérêts de l'une ou l'autre des puissances auxquelles profite l'état actuel de trouble; dans ces circonstances, c'était un devoir impérieux pour les Grecs macédoniens de protester contre l'anéantissement systématique dont ils étaient menacés; ils ne manquèrent pas de le faire par la presse, par la parole, par des démarches réitérées auprès des puissances. Leurs plaintes, au lieu d'éveiller les sympathies, ne firent que leur attirer le reproche d'être des dégénérés, des lâches; ils furent traités avec une méprisante indifférence à Londres, à Paris, à Rome, à Genève, dans tous les centres du continent où l'idée bulgare comptait d'ardents adeptes. Quelques-uns de ceux-ci, à vrai dire peu nombreux, sont allés jusqu'à exprimer leur admiration pour les héros des attentats de Salonique, qu'ils n'ont pas hésité à comparer à Canaris, à Colocotronis et à d'autres héros de l'indépendance hellénique.

Que restait-il à faire, dans ces conditions, aux populations helléniques de la Macédoine? Elles devaient chercher à se défendre contre leurs bourreaux, elles devaient revendiquer leurs droits aux yeux de tous et montrer à ceux qui en doutent encore que la Macédoine est grecque, qu'elles sont en état de la revendiquer et de prouver leur supériorité, non seulement celle du nombre mais aussi celle que crée la richesse et la civilisation. C'est là la tâche que les Grecs macédoniens se sont donnée depuis deux ans. Ils ont commencé à se défendre mais aussi à poursuivre avec énergie les éléments de désordre auprès desquels trouvaient refuge et protection les malfaiteurs déchainés sur le pays par le gouvernement bulgare lui-même. Qu'on ne s'étonne pas de ce que nous venons d'avancer. Le

général Zoncheff, les Guertchikoff, les Sarafof, ce coryphées des comitadjis de Sotia ne sont pas des personnages mythiques ni inconnus ; ils ne vivent ni n'agissent dans l'ombre.

Ils appartiennent au monde officiel bulgare. Connus de tous les étrangers, ils sont en communication avec ceux-ci, ils discutent avec eux sur la politique bulgare dans la péninsule des Balkans, et ils en reçoivent quelquefois des enseignements et des conseils. Puisque la politique des grandes puissances, obéissant aux exigences de leurs intérêts, impose une telle indulgence, pour ne pas dire une telle partialité, qui fait que les malheurs des populations grecques sont accueillis avec une cruelle indifférence, ces dernières, je le répète, avaient le devoir élémentaire, dicté par l'instinct même de la conservation, de répondre par les balles aux balles bulgares. L'œuvre de défense s'est ainsi d'abord manifestée par la formation, au sein des populations grecques, de bandes d'armatoles appelées à protéger leurs congénères contre les incursions des hordes pillardes qui s'élancent des frontières bulgares sur leur contrée.



L'attitude de la Roumanie en ce qui concerne les événements de Macédoine était empreinte d'une impartiale neutralité depuis l'entrevue qui avait eu lieu à Abbazia entre les souverains de la Grèce et de la Roumanie.

Cette politique de modération était encore suivie il y a quatre ans et, pendant cette période, l'action de la propagande roumaine en Epire et en Macédoine s'est vue réduite au strict minimum. La plupart des écoles entretenues par elle avaient été fermées. Dans la Chambre roumaine, M. Haret, ministre de l'Instruction publique, n'avait pas hésité à déclarer du haut de la tribune, que les sommes qui, pendant les dernières trente années, avaient été dépensées pour l'œuvre de la propagande roumaine en Macédoine, l'avaient été en pure perte, sans l'ombre d'un résultat ; bien avant cela, le professeur Urekia, sénateur et président du comité « macédo-roumain », au moment d'abandonner la tâche ingrate à laquelle il s'était voué pendant de longues années, celle de la roumanisation des Koutzovalaques de Macédoine et d'Epire, avait déjà déclaré avec une sincérité digne d'éloge que les agissements des comités de propagande n'avaient donné aucun résultat. Maintes fois cette politique d'ambitieuses utopies avait été dénoncée dans le parlement roumain où il avait été démontré que le plus clair résultat en avait été de faire affluer l'or dans les poches d'Apostolos Margaritis, l'apôtre du mouvement macédo-roumain. Enfin, l'ancien directeur

du gymnase que le gouvernement roumain entretient à ses frais à Jannina, M. Lecanta, celui-là même que sa courageuse franchise a fait assassiner il y a trois ans dans un café de Bucarest, a condamné cette politique vaine et inutile. Dans un rapport circonstancié, que nous allons mettre sous les yeux du lecteur, il montrait que cette politique n'avait porté d'autre fruit que la dilapidation des sommes considérables distribuées aux quelques Koutzovalaques qui n'ont d'autres moyens de subsistance que les largesses du gouvernement roumain.

Tous ces faits, qu'aucun des hommes éclairés en Roumanie n'a jamais contestés, n'ont pas empêché une nouvelle orientation de se produire tout à coup, il y a trois ans, dans la politique roumaine. Les subsides de l'Etat, destinés à répandre l'instruction roumaine en Macédoine et en Epire, ont été triplés, de nouvelles écoles fondées et, ce qui est beaucoup plus significatif, des privilèges très étendus ont été réclamés du Patriarcat œcuménique en faveur des Koutzovalaques de Macédoine; parmi ces privilèges, le plus surprenant, en tant qu'absolument contraire à la réalité des faits, est sans contredit celui qui consiste en la reconnaissance par le patriarcat de communautés roumaines ou plutôt koutzovalaques indépendantes.

En effet, les Koutzovalaques ne constituent nulle part des groupes compacts dans ces régions, sans compter que là même où ils se trouvent disséminés, ils se sont de tout temps montrés fermement attachés à l'idée hellénique; ils repoussent toute relation avec le roumanisme, à l'exception de ceux qui, en petit nombre, se laissent gagner par les subsides du gouvernement de Bucarest, résidant d'ailleurs pour la plupart en cette dernière ville et en d'autres localités de la Roumanie.

Telle est, en ces derniers temps, la transformation de la politique roumaine dans la péninsule des Balkans. Le comité macédo roumain de Bucarest, ne pouvant agir directement, par ses propres forces, en Macédoine, s'est entendu avec les bandes bulgares pour arriver à anéantir les populations gréco-valaques qui n'entendent pas renier l'hellénisme, et le gouvernement roumain n'a pas marchandé son concours à cette œuvre.

L'échec auquel elle devait pourtant fatalement aboutir a déterminé ce régime de vexations et de persécutions qu'un gouvernement qui se prétend civilisé a inauguré, depuis plus de deux ans contre les Grecs de Roumanie: les écoles grecques fermées, tant privées que communales; l'Eglise grecque outragée par la populace roumaine dans la personne de ses prêtres; le chef de cette Eglise, le patriarche lui-même grossièrement insulté; des sujets hellènes assassinés en plein jour, le journal grec *Patris*

nterdit, son directeur et tout le personnel de la rédaction obligés de quitter le territoire roumain, pour n'avoir pas reconnu l'existence des Roumains en Macédoine, enfin des centaines de notables Hellènes, établis depuis de longues années dans le pays, expulsés sans autre forme de procès, par simple mesure administrative. La justification de ces expulsions consisterait, de l'aveu du cabinet roumain, dans le fait que les victimes de ces mesures sont membres de l'association « Hellenismos » qui, ayant son siège à Athènes, aurait pour but, d'après les déclarations du gouvernement roumain, « de former des héros pour le mouvement panhellénique en Macédoine ».

En face de ces méfaits, perpétrés en pleine Europe par le gouvernement de Bucarest, je me crois tenu, en qualité d'Hellène en même temps que de président de l'Association l'« Hellenismos », accusée et calomniée avec tant d'injustice et de mauvaise foi, de présenter en ces quelques pages un exposé de cette question dans lequel je ne me départirai pas de la plus stricte impartialité, et c'est à ce sentiment que je fais également appel chez ceux qui voudront bien jeter un regard et porter un jugement sur ces lignes.

---

## LES GRECS EN ROUMANIE

L'antique Dacie, une fois soumise par les légions romaines, sous Trajan, des colonies militaires y furent établies par cet empereur, destinées à garantir la sécurité des frontières dans cette partie reculée de l'Empire universel.

Du croisement des races aborigènes avec les colons établis par Trajan sont issus les Roumains actuels et ce peuple, à la formation duquel ont certainement concouru de nombreux éléments helléniques, a entretenu de tout temps des relations suivies avec les Grecs; ces relations sont devenues plus étroites encore dans le cours de ces derniers siècles, depuis la conquête de la péninsule des Balkans par les Turcs. Dans les régions du Bas-Danube, bien que dépendantes de l'empire ottoman, et malgré l'anarchie sanguinaire de ces époques sombres, malgré les guerres, les incursions et les fréquents bouleversements politiques, on pouvait rencontrer un certain respect des droits de l'homme, totalement inconnu dans les autres provinces de l'empire. Les princes étaient choisis dans les maisons les plus puissantes du pays. Le gouvernement exercé par eux, bien qu'essentiellement despotique, était cependant un gouvernement chrétien, à tous égards supérieur à l'administration ottomane; celle-ci, alors plus encore que de nos jours, méritait d'être appelée la négation de toute administration et de toute justice.

Dès le commencement du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'administration des principautés de Valachie et de Moldavie fut confiée à des Grecs issus des familles les plus illustres du Phanar. Il est de mode chez certains des historiens roumains de s'attaquer au régime phanariote; ce qui est hors de doute, c'est que ces hommes d'élite ont rendu de signalés services à la civilisation des régions danubiennes. Ils ont fondé des écoles, rédigé des codes de législation; l'agriculture de ces pays leur est redevable de ses premiers progrès, ils ont encouragé le commerce et donné une impulsion considérable à la production locale. Les provinces danubiennes

en ce temps-là étaient occupées par une population de serfs exploités par une caste peu nombreuse de nobles, les fameux boyars. Les princes phanariotes amenèrent à leur suite de nombreux Hellènes qui se sont adonnés à la culture de la terre, au commerce et à l'industrie; sous l'influence de l'administration phanariote, les provinces moldo-valaques acquirent les éléments d'une certaine civilisation dont étaient dénuées les provinces limitrophes de la Serbie et de la Bulgarie, gouvernées directement par des pachas, et leur situation n'avait rien à envier à celle de la Russie ou de la Hongrie : ce résultat était dû à l'administration des hospodars grecs.

La culture hellénique régnait sans conteste dans les hautes classes aussi bien que dans les classes moyennes de la société. L'ambition de tous les Roumains était de passer pour des Grecs : ils adoptaient les usages et les coutumes helléniques et se plaisaient à donner une forme grecque jusqu'à leurs noms. Cette influence de l'hellénisme continua à s'exercer jusqu'au soulèvement de la nation grecque en 1821. Le descendant d'une illustre famille du Phanar, Alexandre Ypsilantis, fils de cet hospodar de Moldavie, Constantin Ypsilantis, qui, le premier, rêva l'union politique des deux principautés danubiennes et leva en 1821 l'étendard de l'insurrection dans la principauté de Moldavie; le soulèvement devait dans la pensée de son auteur réunir tous les chrétiens, sans distinction de races, contre la tyrannie ottomane; pour mener à bien cette œuvre de délivrance, il s'était assuré le concours des Grecs, des Serbes et des Bulgares habitant la Moldo-valachie. Par malheur le mouvement organisé par cet homme au cœur noble et élevé ne put aboutir; les causes de cet insuccès doivent être cherchées, d'une part, dans l'abandon de la cause grecque par le tsar Alexandre dont Ypsilantis avait été l'aide-de-camp, et en second lieu dans la trahison de quelques Moldo-valaques, notamment du fameux Théodore Vladimirescu. Lorsque le soulèvement fut noyé dans le sang, la Sublime Porte retira aux Grecs l'administration des principautés.



Une administration étrangère, quelque éclairée et humaine qu'elle soit, ne peut manquer de soulever les critiques et l'opposition des populations indigènes, principalement des classes influentes qui ont l'ambition bien naturelle de prendre la place des étrangers. Pour diverses raisons, une fois que les principautés furent retirées à l'administration phanariote, celle-ci fut plus d'une fois décriée et calomniée. Je m'abstiens de rappeler en ce moment les mobiles qui, de nos jours, provoquent chez

quelques Roumains un mouvement de systématique hostilité à l'égard du régime des hospodars grecs; la plupart de ses détracteurs ont servi ou continuent à servir une politique inspirée bien plus des intérêts de certaines puissances étrangères que de ceux de leur pays. J'aime mieux invoquer l'opinion exprimée par quelques savants roumains sur l'action exercée dans les provinces danubiennes par la civilisation grecque et l'administration phanariote.

En 1887 pendant les fêtes célébrées à l'université de Jassy, le professeur Erbitcheano, devant un auditoire composé de toutes les autorités de l'élite de la société roumaine prononçait les paroles mémorables que voici : *« Conservons un souvenir impérissable de ceux qui ont été les auteurs du développement de l'instruction dans le sein du peuple roumain (Eterna amintire celor ce au li crat la desvoltarea instruitiei in neamut nostra Romanesc!)*

*« Les écoles grecques, poursuivait le savant aussi érudit que consciencieux qu'est M. Erbitcheano, bien qu'indirectement, ont été d'une grande utilité pour les Roumains; elles les ont éduqués, les ont initiés à la culture générale de l'humanité, leur ont enseigné de penser avec ferveur à leur patrie et à la culture de leur langue nationale.*

*« Les Grecs étaient privés en Turquie de la faculté d'exprimer librement l'amour qu'ils portaient à leur patrie; la culture hellénique et les idées patriotiques leur étaient interdites par la force du yatagan turc; trouvant dans notre patrie un pays muni de quelques privilèges (placé sous l'administration des princes grecs), ils y ont dans leur enthousiasme pour la délivrance de leur patrie asservie, fondé des écoles appelées à former une nouvelle génération, imbue d'idées libérales. A l'abri de cette terre, sous l'égide des privilèges dont jouissaient nos princes, les Grecs ont entonné leurs hymnes à la liberté et à la patrie et ont répandu le culte parmi nous. Était-il possible que les Roumains ne fussent pas enflammés à leur tour par les sentiments de patriotisme et de liberté qui exaltaient les Hellènes? » (1).*

Un autre patriote roumain, M. Cogolniceanu, dans un discours universitaire, parlait également en termes vibrants de l'influence déterminante qu'ont exercée les Hellènes sur le réveil du sentiment national chez les Roumains. *« C'est aux événements de 1821, dit-il, que nous sommes redevables de tous les progrès accomplis depuis..., ce sont ces événements qui ont réveillé parmi nous le sentiment national, jusqu'alors complètement endormi. (Intimplârirol da la 1821 sintem d'atori cî ori ce*

(1) *Const. Erbitceanu, Discurs rostit in aula Universitei din Iasi asupra scolei grece ni Romane en occasiunea serbarei jubileului, page 35.*

*propasire ce amfacut de atunci, caci ele ne au desteplat  
duhul national ceera: adormit cutotul* (1).

Plus consciencieusement et avec plus d'éloquence encore ont été défendues la mémoire de l'hellénisme en Moldovalachie et l'œuvre historique qu'il accomplit dans cette contrée par l'éminent historien roumain M. Yorga, professeur d'histoire à l'université de Bucarest. dans un discours prononcé à l'Athénée de cette ville sur « l'éducation roumaine du temps des Phanariotes ».

Nous croyons devoir glaner quelques passages de ce discours remarquable. La lumière de la science fait brillamment ressortir les services que les Grecs ont rendus aux principautés danubiennes; ce discours est plus qu'une apologie, c'est un véritable panégyrique de l'influence civilisatrice de l'hellénisme dans ces contrées :

« Un des services les plus nobles, dit M. Yorga, qui incombent à l'historien, c'est la destruction des mythes. C'est une œuvre belle et utile que de démasquer les mensonges des panégyristes, puisqu'il s'agit de toute façon de mensonges. Mais en dénonçant, en réduisant à néant une légende calomniatrice, en plus du devoir qui s'impose à tout esprit consciencieux en face de la vérité, on a le sentiment d'accomplir un devoir plus sacré encore; c'est celui de faire entendre la voix d'humanité et de justice en faveur de ceux qui ne peuvent répondre et se justifier, en faveur des morts.

« Ai-je donc l'intention de relever les Phanariotes et de montrer dans les personnages stigmatisés dans nos traités d'histoire des hommes honnêtes?

« Oui! je le dis sans ambages. J'ai pour mission, dans l'accomplissement de mes fonctions, de rétablir la vérité, et je puis accomplir cette mission...

« Je vous déclare d'ores et déjà que l'œuvre de réparation est une œuvre patriotique.

« Les princes en question avaient aussi des partisans parmi la noblesse de ce pays, leur cour était composée d'éléments indigènes aussi bien que de protégés venus de Constantinople. Ces boyars étaient rayonnants lorsqu'ils étaient avisés de la nomination de leur protecteur (phanariote) qu'ils servaient loyalement. Le boyar Niculcea traite Constantin Maurocordato de Majesté, et ne trouve pas de paroles dignes de célébrer ses louanges. Tournez quelques pages et vous lirez les nombreuses munificences et bonnes œuvres de Constantin Voda par lesquelles il a embelli la terre de Moldavie.

« Nous ne trouvons nulle part la condamnation du régime phanariote, aucune opposition systématique à ce

---

(1) *Michail Cogolniceanu, Letopisetete etc., vol. 1, Câvent introducit la cursul de Istoria Nationala, page 13.*

regime. D'où vient ce silence? Ou bien les Phanariotes n'ont pas été tels qu'ils nous sont dépeints, ou bien la noblesse du pays à cette époque était la plus avilie des noblesses connues. Permettez-moi d'admettre la première de ces suppositions comme plus flatteuse pour notre patriotisme.

« Mais pourquoi le monde paysan, lui qui n'est pas attiré par l'appât des places gouvernementales, ne remuait-il pas? Ne pouvait-il donc pas lutter? N'avait-il pas le cœur de se soulever?

« Non, les paysans roumains étaient ceux-là mêmes qui plus d'une fois avaient remporté des victoires sous l'étendard russe.

« Le prince phanariote portait la responsabilité d'une situation qu'il n'avait pas créée, et d'un régime que les leurs eux-mêmes avaient trouvé lors de la conquête.

« Nicolas Mavrocordatos s'est montré un prince émérite en Moldavie : il fut simple, juste, travailleur, et les plus humbles parmi le peuple, les moujiks, trouvaient toujours audience auprès de lui, pour le grand désappointement des boyars. Il rachetait des hommes emmenés en esclavage par les Tartares, il trompait les Turcs pour obtenir le relâchement de ses administrés, lorsque ceux-ci étaient condamnés. Il fondait des villages et instituait des foires et des marchés. Il rendait des comptes tandis qu'il n'y était pas tenu. Et, ainsi que le rapportent les chroniqueurs du temps, tous les gens du pays étaient joyeux et remerciaient Dieu de ce qu'il leur avait envoyé un prince bon et miséricordieux, de ce que l'ordre et l'abondance en céréales et autres denrées régnaient partout. Personne ne voyait son bœuf ou son chariot réquisitionnés de force... Les prévaricateurs seuls étaient mécontents, parce qu'ils ne pouvaient voler.

« Constantin Mavrocordatos était un homme éclairé dont les lumières jouissaient d'une réputation européenne. Il introduisit de l'ordre dans l'administration des deux principautés et de nouvelles méthodes de gouvernement qui ont précédé la loi organique introduite par lui.

« C'est grâce à lui que le serf parvint peu à peu à la liberté; par des mesures graduelles et conçues avec sagesse, il a préparé l'œuvre d'affranchissement, qui doit sans conteste être considéré comme l'aurore d'une nouvelle période dans l'histoire de notre race.

« Grégoire Ghika dément par sa simplicité les accusations d'un luxe frisant la dépravation, qu'on portait contre les Phanariotes (le prince paraissait au divan revêtu d'un costume en vulgaire étoffe de laine pour faire la leçon à ses courtisans prodigues). Il mérite une place d'honneur parmi nos princes de toute époque par la sollicitude qu'il montrait pour la diffusion de l'instruction, pour l'ordre

dans le gouvernement et pour le progrès vers l'autonomie du pays. Ghika fonda des écoles, des usines, éleva des monuments ; il se désista d'une partie de sa liste civile pour subvenir au traitement des instituteurs publics. Son œuvre gouvernementale démontre une nature foncièrement bonne, mais aussi un esprit civilisateur.

« Alexandre Ypsilanti arrêta l'émigration et attira des colons étrangers dans le pays par la réduction des impôts ; il releva l'instruction supérieure, réunit autour de lui des érudits de tous pays, dota la Valachie d'un code et transforma Bucarest saccagé en une ville habitable. »

---

VUES ROUMAINES SUR LA MACÉDOINE ET L'ÉPIRE;  
 APOSTOLOS MARGARITIS

Vers 1840, tout de suite après la restauration politique de la Grèce ou plutôt de cette petite fraction de l'Hellade à laquelle furent reconnus les bienfaits de l'indépendance, une opposition de plus en plus marquée commença à se manifester de la part des grandes puissances contre toute perspective d'union avec le nouveau royaume des territoires grecs restés sous le joug.

L'histoire, l'ethnographie, la propagande religieuse ou phylétique, tous ces moyens et bien d'autres encore ont été dès lors mis en œuvre pour contester les droits des Hellènes sur la péninsule hellénique. Je n'ai pas l'intention en ce moment de m'étendre sur les intrigues ourdies contre l'expansion hellène par certains cercles politiques. Je suis plus directement intéressé aux affaires d'Orient; je ne me propose pas de raconter toutes les attaques insidieuses auxquelles a été en butte l'hellénisme dans les Balkans de la part de telle ou telle propagande religieuse soutenue par l'une ou l'autre des grandes puissances; je me bornerai à traiter des prétentions historiques élevées sur quelques-unes de nos provinces de l'Empire ottoman qui sont le plus grecques par la population et par le caractère, de la part des Roumains ou des Moldovalaques, nom sous lequel ils étaient exclusivement connus il y a cinquante ans à peine.

Dans l'introduction de cette étude, j'ai touché quelques mots de l'origine des Roumains: au temps de Trajan, des légions romaines, de composition ethnique fort mélangée, ont été installées à demeure dans la Dacie istrienne en vue de contenir les incursions qui menaçaient l'empire; barbares eux-mêmes pour la plupart, les légionnaires devaient combattre les Barbares, ennemis du nom romain. Ces légions, mélangées aux éléments locaux, formèrent avec le temps une population mixte où le latin populaire, qui était la langue universellement répandue dans l'empire, s'allia de bonne heure au parler dace et reçut plus tard de

nombreux apports de tous les peuples qui passèrent sur ces régions, tels que Slaves, Hongrois, Turcs, Grecs, pour n'en mentionner que les principaux. Tels sont, en peu de mots, les origines de la population et de la langue actuelle de la Roumanie.

Jusqu'à la seconde moitié du siècle dernier, la conscience nationale des Moldovalaques n'avait même pas rêvé qu'il pût exister un lien ethnique quelconque entre eux et les anciens Romains. Ces idées de grandeur nationale et d'un rôle historique à remplir ne leur furent *suggérées* que vers cette époque. Ceux qui ont inauguré la nouvelle politique roumaine ont exploité le fait qu'il existe depuis des siècles, en Macédoine et en Epire, des populations parlant un idiome composite mêlé de grec et de latin, s'imaginant que ce fait pouvait justifier les prétentions fantaisistes qu'ils formulaient à leur égard. Ne pouvant donner libre cours à leurs rêves patriotiques, à leur *Grande Idée*, en ce qui concerne les populations de même sang, les provinces de Transylvanie, de Bucovine et Bessarabie qui sont en la possession des puissantes voisines de la Roumanie, les hommes d'Etat de Bucarest pensèrent à exercer leur propagande en Macédoine.

Le Transylvain Eliadis Radulescu fut le précurseur de ce mouvement factice qui vise à attirer vers la nationalité roumaine les populations dites koutzovalaques qui vivent disséminées en Epire et en Macédoine. Radulescu publiait en 1853 un opuscule en français sous le titre de « Rêves d'un proscrit », contenant un salut poétique à la Grèce (*Chaire Hellas*); dans cet écrit il donne le nom de Roumains à tous ceux des héros de la guerre de l'Indépendance hellénique qui étaient originaires d'Epire ou d'Acarnanie, sans en excepter les Marcos Botzaris, les Tzavella, les Griva; il les apostrophe tous en ces termes: « Botzaris, Griva, Tzavella, enfants du Pinde! sang d'Italie, Roumains de la Macédoine (il est à remarquer qu'aucun de ces guerriers n'était originaire du Pinde et qu'ils appartenaient à des familles établies de tout temps en Epire), frères de mes frères, salut! vous avez délivré la Grèce dégréée. »

C'est sous l'empire de ces suggestions que fut fondé en 1860, à Bucarest, le comité macédo-roumain qui publia une proclamation prédisant pour l'avenir la formation d'un grand Etat roumain dont feraient partie la Macédoine, l'Epire et la Thessalie!

La proclamation était rédigée en ces termes :

« Frères roumains d'Epire, de Macédoine, de Thessalie et d'Albanie!

« Les membres d'une nation ne peuvent arriver à une pleine conscience nationale qu'en étudiant l'histoire de

leurs ancêtres et en s'efforçant de se rapprocher de leurs origines.

« La nation roumaine (valaque) n'est qu'une branche de la grande famille des peuples romains ; elle doit donc connaître ce qu'étaient les Romains, tourner les yeux vers sa situation présente et penser à ses futures destinées. Toutes ses sœurs aînées, la France, l'Italie, l'Espagne, le Portugal, l'ont devancée dans l'élaboration d'une conscience nationale ainsi que dans la floraison des lettres, des arts et de la civilisation. Les Roumains (Valaques) de la Dacie trajane, s'étant appliqués à recouvrer la conscience de leur nationalité opprimée jusqu'à présent par des nations étrangères, progressent à grands pas et se rapprochent des nations sœurs et de leur mère l'Italie et les progrès accomplis, grâce à Dieu, ont été remarquables dans la partie libre de la Roumanie.

« Mais votre position à vous, ô nos frères ! est restée très critique, menacés que vous êtes tous les jours par des nations étrangères, opprimés par leur influence, arrivés au point de ne plus avoir conscience de vous-mêmes et de faire un reproche à vos mères et à vos sœurs de ce qu'elles ont entretenu le foyer roumain et appris à leurs enfants à exprimer dans leur langue maternelle toutes les premières impulsions de leur cœur. Oui, frères, vos femmes ont conservé l'idée roumaine parmi vous. Il est temps que la langue roumaine sorte de vos foyers pour se répandre dans les écoles, l'église et les affaires.

« Jusqu'à quand souffrirez-vous qu'un étranger prie Dieu dans une langue étrangère, que la plupart de vous ne comprennent pas ? Il n'est pas croyable qu'une nation qui a donné le jour à tant de héros, tant de littérateurs, tant d'hommes politiques qui ont lutté pour l'indépendance d'autres peuples, ne puisse produire tout autant de patriotes pour la tirer de la domination étrangère qui menace de l'anéantir. Pensez qu'il est doux de prier Dieu en votre parler maternel, qu'il est triste au contraire de le prier dans une langue étrangère sans savoir ce qu'on dit, sans savoir ce qu'on lui demande. Oui, vous serez heureux d'entendre raconter à vos enfants qu'à l'école ils apprennent dans l'idiome maternel à aimer Dieu, leurs parents et leur patrie. Tels sont les motifs qui nous ont encouragés à fonder à Bucarest un comité appelé macédo-roumain. Celui-ci n'a d'autre but que de voir les deux millions de Roumains (Valaques) compris entre le Danube, l'Adriatique et la mer Egée recevoir l'enseignement religieux dans leur propre langue, adopter nos écoles roumaines et une instruction en langue roumaine.

« Il demande cependant le concours et fait appel aux ressources de tous et de chacun de vous.

« Il vous invite à former des comités secondaires, par-

tout où les Roumains (Valaques) se trouvent concentrés en plus grand nombre; ces comités, étroitement liés au comité central de Bucarest, sont appelés à travailler en commun à la réalisation des vœux de la nation.

« Réfléchissez, ô nos frères! que l'heure est propice à cette grande entreprise des Roumains (Valaques), dites-vous que Dieu protège ceux qui travaillent en son nom, et que ceux qui n'iront pas de l'avant porteront une responsabilité écrasante.

« Signé : C. Bolliac, C. Rossetti. L. Bratiano, général Till, J. Bratiano, P. Tchernatisco, G. Goga, G. Cotadi, Z. Sidéridès, A. Giéopoulos, D. Zezacovitch. »

Les premières années d'activité de ce comité ne présentent rien de remarquable, ce qui était peut-être dû au peu d'habileté de ceux qui en avaient la direction; cependant cette activité a eu un contre-coup sensible sur les sentiments des Roumains envers les Grecs établis dans leur propre pays et a provoqué cet esprit d'hostilité envers ces derniers qui, sous l'influence de diverses intrigues politiques et religieuses, n'a fait que s'aggraver; une des premières manifestations de ces tendances est la confiscation ordonnée par le prince Couza de tous les biens-fonds de l'Eglise grecque en Roumanie, confiscation qui se trouve en opposition avec la loi morale non moins qu'avec les règles les plus expresses du droit international. Après quelques années d'obscur existence, le comité, en 1865, trouve l'homme nécessaire, celui qui est devenu l'apôtre du roumanisme; cet homme fut Apostolos Margaritis. Né dans une ville de Macédoine, complètement grecque de tradition et d'opinion, la ville de Klissoura, Apostolos Margaritis possédait toutes les qualités et tous les défauts du grand aventurier; son caractère, aussi souple que son esprit était délié, lui permettait d'embrasser et de soutenir toutes les causes avec une égale ardeur. Se disant d'abord Grec et se piquant d'être professeur, il se laisse bientôt séduire par le comité macédonien de Bucarest. Dans la capitale de la Roumanie, où il ne tarde pas à se rendre, il y avait réellement à ce moment peu d'hommes qui fussent capables de se mesurer avec lui. Il se donna pour l'apôtre du roumanisme, fut comblé d'honneurs et de distinctions et, ce qui plus est, la caisse de l'Etat aussi bien que les bourses privées lui furent ouvertes. L'audace avec laquelle il inventa la fable roumaine concernant la Macédoine et les régions avoisinantes est faite pour étonner, mais ce qui est vraiment admirable c'est la crédulité et la générosité de ses bailleurs de fonds tant officiels que privés. Il prétendait que les Albanais et les Valaques étaient des peuples frères, seuls descendants légitimes des antiques Pélasges et par conséquent les possesseurs légaux des terres helléniques

= C 2006 1821 =

577/80  
BIBLIOTECA UNIVERSITARIA  
CENTRAL UNIVERSITARIA

où les Grecs ne seraient que des intrus, colons venus de Phénicie et d'Égypte.

En ce qui concerne l'œuvre de propagande menée par Apostolos Margaritis et pour bien faire connaître le caractère de cet ambitieux, qu'il nous soit permis de citer quelques passages de l'ouvrage que M. V. Bérard a publié sur la question macédonienne sous le titre : *La Turquie et l'hellénisme contemporain*. M. Bérard nous montre l'apôtre du roumanisme travaillant dans le couvent des Lazaristes à Monastir en compagnie du supérieur de ce couvent, Mgr Faveyrial. « C'est nous, disait Margaritis, qui avons fait la Grèce. Ce sont les nôtres : Grivas, Coletis, Marcos Botzaris, Tzavellas, Hadji Petros, Androutzos, Boucouvallas. Diacos, Zervas, qui ont assuré le triomphe; et même les Colocotronis, les grands moraites, descendent d'une famille valaque émigrée en Morée. »

C'est par une telle falsification de l'histoire que cet homme, avec l'appui de l'or roumain, inaugura son œuvre de propagande en Macédoine et en Épire. Le supérieur du couvent des Lazaristes ne cessait de manifester sa sympathie pour l'œuvre et pour son auteur; ainsi, lit-on dans le livre de M. Bérard : « Apostolos, dit le supérieur des Lazaristes, Apostolos pourrait s'approprier les paroles de l'apôtre : « Frères, j'ai souffert pour vous par le fer et le feu, sur la terre et sur l'eau, mais la parole survit en moi. » Avec Apostolos Margaritis, le supérieur des Lazaristes fut le véritable fondateur de la propagande roumaine en Macédoine.

Guidé et conseillé par le supérieur des Lazaristes, l'organisateur de la propagande roumaine poursuit son œuvre, ne s'embarrassant d'aucun scrupule dans le choix des moyens. Il savait bien qu'en Turquie, au milieu de la dépravation qui atteint jusqu'à la moelle toute la machine gouvernementale, depuis ses plus grands jusqu'à ses plus infimes rouages, tout est possible avec de l'argent. Aussi, ne se gênait-il pas d'user de ce moyen auprès des autorités ottomanes et, poussant l'infamie jusqu'au bout, ajoutant la délation à la corruption, il ne manquait de leur rendre suspect tout Grec, tant soit peu en vue dans le pays, qui s'opposait à ses menées. De combien de Macédoniens ne causa-t-il pas ainsi la perte, en les accusant de comploter contre l'état de choses existant! Ne nous étonnons pas que quelques-unes des grandes puissances, mues par des mobiles et des intérêts politiques, aient cru devoir prêter l'appui de leurs conseils aux intrigues néfastes de Margaritis; la politique autrichienne visant depuis longtemps à l'anéantissement de l'élément grec dans les Balkans, s'est surtout distinguée par l'aide efficace qu'elle lui a prêtée.

Dans la fièvre de son ambition, l'apôtre du roumanisme

ne rêva rien moins que de fonder en plein Constantinople, à côté du Patriarcat œcuménique, un exarchat roumain à l'instar de l'exarchat bulgare. L'évêque grec de la ville de Messemvrie, dans la Roumélie Orientale, fut entraîné par l'habile intrigant à se déclarer contre le Patriarcat et à poser sa candidature comme exarque roumain à Constantinople, comme représentant religieux de ses frères de race supposés en Macédoine. Ce digne prélat n'avait pourtant rien de commun avec le roumanisme. Originaire de Bérat en Albanie, il s'était dit Grec de tout temps, et avait pendant de longues années administré divers diocèses relevant du trône œcuménique, mais il ne sut résister à l'appât d'un exarchat roumain à Constantinople que Margaritis faisait miroiter à ses yeux. La Roumanie officielle ne manqua pas d'appuyer ces projets auprès de la Sublime Porte. Même vit-on en 1896, le président du Conseil, Dimitri Stourdzza, tellement enflammé par l'espoir du succès, qu'il n'hésita pas à prononcer en plein parlement roumain, un vrai panégyrique en l'honneur d'Abdul-Hamid ! Et l'on connaît la conduite indigne qui, l'année suivante, pendant la guerre gréco-turque, fut celle de la Roumanie, lorsqu'elle traita franchement les Grecs en ennemis ; tout cela pour être agréable au Sultan et pour en obtenir quelques faveurs dont la plus notoire devait être la reconnaissance de celui qui se faisait appeler exarque roumain de Constantinople. Malheureusement pour l'homme d'Etat roumain, la Sublime Porte ne voulut jamais accéder à cette demande ; l'amertume de cet insuccès fut bien atténuée pour Margaritis et le futur exarque Anthimos, puisqu'à cette occasion ils avaient touché plus de 500.000 francs du Trésor roumain ; Anthimos, resté à Constantinople et désespérant de voir son rêve se réaliser, fit amende honorable et offrit sa soumission au patriarche ; telle fut la fin de ce rêve grandiose de Margaritis.

---

## PREMIÈRES DÉMILLUSIONS

L'action du comité roumain et celle de son représentant Margaritis manquaient, ainsi que nous venons de le dire, de bases sérieuses et ne pouvaient donner des résultats pratiques. Tous reconnaissent l'insuccès de l'entreprise consistant à trouver où plutôt à créer des Roumains en Macédoine. Plus d'une fois, lors du vote des crédits pour ces écoles de la propagande en Macédoine et en Epire, des voix autorisées se sont élevées dans le parlement roumain condamnant les vains efforts tentés par le gouvernement pour créer dans ces régions une question roumaine, sans que les largesses consenties aux agents du roumanisme et pesant d'une charge de plus en plus lourde sur le Trésor, fussent capables d'y créer un seul Roumain. Ceux qu'on appelle de ce nom en Macédoine, sont en réalité des Grecs et sont restés tels malgré les intrigues et les sacrifices des comités de propagande et en dépit des assertions historiques et ethnologiques les plus arbitraires.

Cette vérité a, depuis quelques années, commencé à percer en Roumanie même. Il y a sept ans le professeur et sénateur Urechia, ci-devant président du comité macédonien, bien connu pour l'ardeur de ses ambitions patriotiques, répudia ses opinions antérieures et la politique qu'il avait préconisée jusqu'à ce jour pour se déclarer partisan d'une commune entente entre les Roumains, les Albains, les Serbes et les Grecs, au moment où les Bulgares revendiquaient la domination en Macédoine.

Sa campagne fut une véritable révélation en Roumanie. La presse abandonnant son programme chauviniste, se mit à étudier avec plus de lucidité les affaires balkaniques, notamment les conséquences de la politique roumaine en Macédoine. On commença à se rendre compte que la première vague du flot panslaviste couvrirait les plaines roumaines. Lorsque la Bulgarie serait devenue une province de la grande Slavie ou bien, s'annexant la Macédoine, serait elle-même devenue un Etat puissant, la Roumanie serait la première à subir les conséquences de son imprudence et

de la lutte insensée que depuis des années, au grand préjudice de ses propres intérêts, elle poursuivait contre l'hellénisme macédonien, entraînée par des suggestions insidieuses venues du dehors.

Une polémique s'engagea à cette occasion entre la presse bulgare et la presse roumaine et devint plus violente de jour en jour. Le lecteur n'a pas sans doute oublié où cette polémique a abouti : le professeur Michaïléano, Macédonien roumanisant, fut assassiné en pleine rue, à Bucarest, pour les articles sévères qu'il avait publiés sur le comité de Sofia ; de même Charles Fitofski, un Macédonien également, était tué à coups de hache, soupçonné d'espionner les agissements de ce comité. La police roumaine certifiait même l'existence d'un complot organisé par cette ligue et menaçant la vie du roi de Roumanie.

Les débats du procès qui se déroula devant la cour d'assises d'Ilfov ont montré qu'à Sofia, sous le couvert d'une association patriotique, fonctionnait un comité que le procureur du Roi appelait dans son discours « une bande de voleurs, de maîtres-chanteurs et d'assassins ». En ce qui concerne l'action de ce comité en Roumanie on trouve entre autres dans les procès-verbaux du procès, l'accusation suivante :

« Sarafof crut nécessaire de fonder un comité révolutionnaire secret à Bucarest, placé sous les ordres du comité central de Sofia. Il écrivait à des membres de cette association en ces termes :

« Comme nous avons l'intention d'organiser l'insurrection en Macédoine pour le printemps prochain (1901) il faudra provoquer des troubles en Roumanie et en Serbie ; dans ce but, il est nécessaire de faire périr les rois de Roumanie et de Serbie. »

Des différents accusés, les uns, dont Sarafof, furent condamnés à la peine de mort, les autres à vingt ans de travaux forcés. Dans le discours du procureur on trouve ce passage : « Le verdict des jurés doit flétrir devant le monde civilisé les actes inhumains du comité secret et mettre un terme à ses agissements ténébreux et criminels en plein territoire roumain. »

Le procureur général, de son côté, en soutenant l'accusation du chef de complot contre la vie du roi Charles, terminait son discours par ces mots : « Qu'il me soit permis d'avouer que je me sens très affligé en pensant que de ce procès une froideur résultera entre nous et la nation voisine. Je souhaite de tout cœur que le peuple bulgare, qui habite l'autre rive de notre beau fleuve, ne le change pas en glace éternelle. »

Peu s'en est fallu qu'à cette date, par suite de cette polémique, entre Bulgares et Roumains, la guerre n'éclatât entre les deux pays. Les Roumains à cette occasion ont fait

montre de sagesse. Malgré leur armement que tous reconnaissent comme parfait, malgré la discipline et l'organisation militaire introduites par le roi Carol, tous ceux qui se connaissent en choses militaires (notamment les attachés militaires à Bucarest, et je tiens cela de source sûre) assureraient que la victoire pencherait pour les Bulgares. Il serait oiseux d'insister sur le fait que dans les guerres la victoire ne dépend pas seulement de la supériorité numérique, de la perfection de l'armement ou de l'intendance ; qu'il faut aussi pour l'assurer la force d'âme, le patriotisme et la vertu militaire, qualités que les Bulgares ne sont pas sans posséder.

Peu de temps après ces épisodes que firent naître entre Bulgares et Roumains les affaires de Macédoine, la politique d'aventures qui avait été celle de la Roumanie, politique absurde, préjudiciable aux vrais intérêts ethniques et économiques du pays, était condamnée par les cercles officiels de Bucarest eux-mêmes. Nous trouvons un témoignage des plus probants de ce revirement dans le discours prononcé à ce moment-là par M. Haret, ministre de l'Instruction publique et l'un des hommes les plus marquants de la Roumanie ; nous en extrayons quelques passages caractéristiques :

« La question macédonienne est une création du parti conservateur. A l'origine le budget des écoles en Macédoine était minime. Mais depuis que les conservateurs sont entrés au pouvoir, les dépenses ont dépassé un demi-million de francs par an. Quels en sont les résultats ? Presque nuls. Le nombre des écoles a été seulement augmenté. Au moment où M. Taki Jonescu a quitté le portefeuille de l'instruction publique, il n'y avait pas un professeur au gymnase de Monastir, pas un instituteur dans les classes de l'école primaire. Lorsque ce ministre est revenu au pouvoir, les dépenses se sont élevées à 700.000 francs, sans rime ni raison. Le même ministre nous assurait l'année dernière qu'à Metzovo, où se trouvaient deux instituteurs et pas un élève, un troisième instituteur a été ajouté. On fonda ensuite une école commerciale à Salonique et on versa aux instituteurs un traitement mensuel de 350 francs pour un enseignement de trois heures par semaine, tandis qu'un enseignement de douze heures est exigé des instituteurs en Roumanie pour un traitement mensuel de 360 francs. »

Plus tard, disait le ministre, une librairie a été ouverte à Monastir, et un libraire y fut envoyé pour la tenir avec un traitement de 300 francs par mois. On paya son loyer, on lui paya son domestique, 18.000 francs lui furent versés pour le matériel de son établissement. Mais on ignore ce qu'il est advenu de cette librairie, on n'a pas trouvé trace de tous ces livres. Des plans et des cartes ont été achetés.

pour les écoles, des bicyclettes pour les lycées... Et puis rien d'aussi étrange que la manière dont se recrutait le personnel enseignant ; c'est ainsi qu'un cabaretier de Bucarest a été nommé instituteur en Macédoine.

A Janina, puisqu'on voulait également créer une question roumaine en Epire, tout l'effectif scolaire du gymnase, y compris les boursiers, ne dépassa jamais le chiffre de cinquante élèves. Ceux de Bérat étaient de trente à quarante. En ces derniers temps il n'en restait plus que vingt-trois, tous boursiers, avec dix professeurs.

Dans chacune des écoles de Verria et de Kroussovo, de trois à cinq instituteurs ont été nommés : aucun d'eux n'a mis le pied dans son école. Certains d'entre eux étaient de jeunes licenciés de la Faculté de philosophie ou des sciences, d'autres avaient à peine quitté les bancs du collège, mais aucun d'eux n'avait la moindre notion des sciences commerciales. D'ailleurs les Macédoniens n'ont jamais pris ces écoles au sérieux et, deux ans après leur fondation, le nombre des élèves atteignait à peine quatre pour chacune d'elles.

Une école élémentaire de jeunes filles a été ouverte à Salonique sans qu'il existât d'école élémentaire pour garçons ; pourtant, étant donné qu'une école commerciale y fonctionnait, une école élémentaire de garçons était tout indiquée pour y préparer des élèves. Au lieu de cela une école de jeunes filles fut fondée avec deux institutrices recevant chacune un traitement mensuel de 250 fr.

En septembre 1899 on pouvait voir une sorte d'agent qui parcourait les cafés de Bucarest pour recruter des titulaires aux postes d'instituteur en Macédoine. C'est ainsi qu'en certains endroits les traitements ont été augmentés, en d'autres le nombre des instituteurs s'est accru ; mais l'unique résultat de ces mesures fut de faire baisser le chiffre des élèves. C'est ce qui est arrivé pour les écoles de Livez, Gopez, d'Achris, de Perlépé, Velessa et Avdela dont le nombre d'élèves diminuait pendant que celui des instituteurs augmentait.

Emporté par le courant de la parole, le ministre révéla des faits dignes d'attirer l'attention comme témoignant de la sincérité et du désintéressement qui distinguent les agents de certaines propagandes dont la Macédoine est la proie.

« J'ai reçu, dit-il, tout dernièrement une pétition dont je dois citer un passage. Elle porte dix signatures appartenant à des personnes qui s'intitulent, les uns éphores, les autres conseillers. La pétition se termine par ces mots :  
« Nous vous déclarons que nous tous, aussi bien que toute  
« la communauté roumaine au nom de laquelle nous por-  
« tons la parole, nous abandonnerons la cause roumaine  
« que nous avons servie *gratis*, avec beaucoup de zèle et

« d'abnégation, pendant trente années entières. » Il s'agit dans cette pétition de l'école commerciale qui avait été supprimée. « On me menace d'abandonner le roumanisme si je ne rouvre pas cette école ! et cependant, tant qu'elle existait, ils n'en avaient nul souci, puisqu'elle ne comptait que quatre élèves, ce qui signifie que les signataires de cette pétition eux-mêmes n'y envoyaient pas leurs enfants. Il est probable qu'ils les confiaient aux écoles grecques, ainsi qu'il arrive à plusieurs des éphores en Macédoine. La pétition est pourtant facile à expliquer si l'on considère que le président de la commission scolaire à Croussovo est le propre beau-père d'un professeur de l'école qui venait d'être supprimée. »

Parlant du mouvement scolaire roumain à Monastir, le ministre dit entre autres : « J'ai des notes statistiques concernant la circonscription de Monastir. Je trouve donc qu'il y fonctionne 24 écoles roumaines, 366 grecques, 45 serbes et 245 écoles bulgares. Le nombre des instituteurs et des élèves y est le suivant : à chacune des écoles grecques reviennent 1  $\frac{1}{4}$ , aux écoles serbes 1  $\frac{3}{4}$ , aux bulgares 1  $\frac{1}{2}$ ; enfin à chacune des écoles roumaines 3 professeurs. D'autre part, les écoles grecques comptent en moyenne 37 élèves chacune, les écoles serbes 25 et celles des Bulgares 38 élèves chacune; tandis qu'à chaque école roumaine correspondent 17 élèves, la moitié à peine de ceux qui fréquentent chaque école grecque ou bulgare.

« Au lycée roumain de Monastir, il y a 20 professeurs, à celui des Grecs 10, à celui des Serbes 7, à celui des Bulgares 8. Pour cette raison, chaque professeur travaille en moyenne 19 h.  $\frac{1}{2}$  par semaine, ce chiffre étant de 16, 22 et 10 heures respectivement pour les lycées serbe, bulgare et roumain. »

En terminant, le ministre roumain exprimait ses regrets de voir que les conservateurs avaient réussi à convertir en un abîme de mensonge et d'imposture, en mine inépuisable destinée à satisfaire à leurs besoins électoraux cette question macédonienne que trente-six ans durant le parti libéral s'était efforcé de maintenir au-dessus des bassesses de la politique ainsi que le mérite une question noble, élevée et vraiment nationale. Je ne me hasarde pas à pénétrer dans les questions et les querelles des partis en Roumanie. Il ressort toutefois clairement des paroles du ministre que les partisans de la grande Roumanie, celle qui s'étendait des bords du Danube et du Pruth jusqu'au Pinde et aux rives de la Mer Egée, qu'ils fussent des conservateurs ou des libéraux, n'ont fait que s'efforcer par des moyens artificiels à créer une race et une idée roumaines en Macédoine, obéissant aux suggestions d'un aventurier habile à exploiter leurs rêves patriotiques à son profit.

Voici enfin un autre témoignage, émanant également de M. Haret et consigné dans un rapport au roi Carol en date du 15 novembre 1901 :

*« Nous avons beaucoup d'écoles et beaucoup d'instituteurs, mais pas d'élèves ; et tandis que le nombre de ceux-ci diminuait, nous augmentions celui des instituteurs. L'œuvre de la propagande s'est bornée exclusivement à quelques localités et seulement parmi les classes pauvres n'exerçant aucune influence sur les classes riches. C'est pour cela que nos lycées, nos gymnases, nos écoles commerciales ne comptent que des boursiers, sans lesquels elles resteraient vides. Nos écoles en Macédoine manquent de base solide, soutenues artificiellement par des bourses ».*

---

## EXISTE-T-IL DES ROUMAINS EN MACÉDOINE ET EN ÉPIRE ?

Un homme d'Etat roumain, M. Cogolniceanu, un des promoteurs de la politique d'expansion roumaine, dévoilait il y a quelque temps le mobile secret de cette politique par ces mots :

« Chaque peuple a besoin d'élever ses pensées et ses aspirations vers un idéal quelconque. Si nous avions laissé de côté l'agitation macédonienne, nos compatriotes se seraient passionnés pour l'agitation de la Transylvanie. Mais nos relations avec l'Autriche-Hongrie en seraient naturellement troublées, ce que nous devons éviter à tout prix dans les circonstances actuelles. C'est pourquoi il est nécessaire que nous dirigions pour le moment l'attention de nos compatriotes sur la Macédoine. »

Je ne saurais dire si une politique tellement peu basée sur la réalité des faits est rationnelle et conforme aux intérêts roumains. Ce qu'on peut affirmer, c'est que par suite de l'action roumaine dont nous venons de voir les résultats négatifs, les intérêts grecs ont été gravement lésés en Macédoine sans que les Roumains en tirassent le moindre profit. En fait, ils ont travaillé et travaillent encore exclusivement pour les Bulgares. C'est ce qui avait lieu pendant la période d'activité qui fut si solennellement désapprouvée en Roumanie même il y a six ans. En ce moment la même politique, aussi absurde qu'imprudente, a été reprise : les Roumains fraternisent avec des comitadjis bulgares dans une lutte commune contre l'hellénisme. Avant que l'orage éclate sur leurs têtes, les Roumains feraient bien de se dire que l'injustice triomphe rarement jusqu'au bout et qu'il arrive souvent à celui qui creuse la fosse pour son rival d'y tomber et de s'y ensevelir lui-même.

Les faits ont toujours montré, et ils continuent de le faire, que les tentatives faites pour découvrir en Macédoine, en Epire et en Thessalie des populations sœurs par le sang des Roumains du Danube, ont été une entreprise vaine.

Ceux qu'on veut bien appeler des Roumains, autrement dit les Koutzovalaques ou Grécovalaques, non seulement restent attachés à la cause hellénique, mais ils sont complètement Hellènes, par leurs mœurs, par leurs coutumes, par leurs traditions, et l'argument dont on fait usage à Bucarest en réclamant comme Roumains la plupart des héros de la guerre de l'indépendance grecque en leur qualité de Koutzovalaques, pourrait aisément se retourner contre eux, puisqu'il prouve jusqu'à quel point sont grecques dans l'âme les populations qui n'ont pas hésité à verser le meilleur de leur sang pour la cause hellénique et ne cessent encore de nos jours de donner à la patrie grecque ses plus généreux bienfaiteurs.

A côté de ces preuves irréfragables du caractère grec des Koutzovalaques, que valent les quelques mots latins qu'on rencontre dans leur idiome ? Et sont-ils vraiment suffisants pour en faire un peuple latin, et ce qui est plus, roumain comme le prétendent les adeptes de M. Xénopol, l'historien qui assigne une origine purement latine aux Roumains et à leurs « frères » les Koutzovalaques ? (1).

Je n'ai pas l'intention de disserter longuement sur l'origine des Roumains actuels et de soutenir ou de combattre leurs prétentions à une origine plus ou moins directement romaine. Qu'ils se fassent appeler des Latins, nous ne leur envierons pas ce titre. Cette question est de la compétence des ethnologues. Ils sont probablement aussi Latins que les Français, les Espagnols, les Portugais, les peuples nés latins en général, sur la vie et l'histoire desquels la civilisation romaine a agi par la langue, la religion et les institutions politiques. Comme chez ces derniers, chez les habitants des Carpathes et du Bas-Danube également, le sang, la race ne sont latins ou romains que dans des proportions infimes. Même chez les Roumains, le souvenir de cette antique origine ne s'est fait jour que tout dernièrement, *suggéré* du dehors et nullement surgi des profondeurs de l'âme nationale. Ce n'est qu'à partir de 1856 que la Moldavie et la Valachie réunies en une seule principauté, prirent le nom de Roumanie ; depuis lors, la création d'une langue où les éléments latins devaient prédominer a été l'objet de louables efforts ; les mots provenant des langues autres que le latin qui avaient concouru à la formation de l'idiome furent rigoureusement proscrits. Il n'en reste pas moins vrai que les éléments ethniques dont se compose la population du territoire roumain sont des plus variés : ils ont été fournis par les Daces, habitants primitifs de la contrée, par les contingents des légions de Trajan for-

---

(1) Voici ce qu'écrivait à ce propos à l'*Indépendance Belge* (10 octobre 1905), son correspondant de Salonique :

« Dans mes voyages en Macédoine, j'ai souvent eu l'occasion de causer

mées d'hommes venus de tous les points du monde romain ou barbare, parlant aussi le latin, mais nullement imbus de la conscience et de l'idée romaines, enfin des Grecs, des Turcs, des Slaves, des Juifs, des Tziganes ont concouru, dans des proportions diverses, à former la population de la Roumanie actuelle. Ces circonstances ne sont nullement faites pour diminuer le mérite du peuple roumain qui, notamment, depuis l'époque des princes Phanariotes, n'a cessé de marcher avec constance et fermeté dans la voie de la régénération politique, et qui, sous la direction habile du prince éminent qu'est le roi Carol, a fait des progrès remarquables.

Les historiens de la jeune Roumanie, marchant sur les traces de M. Xénopol, se sont efforcés d'assigner à leur nation une origine purement latine. Il est vrai que les Daces une fois vaincus par Trajan, celui-ci, afin d'éviter des soulèvements ultérieurs, établit de nombreuses colonies sur les territoires conquis : « *Ex toto orbe romano infinitas copias hominum transtulerit ad agros et urbes colendos* » comme dit l'historien Eutropius. Il est clair que tous ces colons n'étaient pas de sang latin; de plus il ressort de nombreuses inscriptions que d'autres peuples, provenant des régions orientales de l'Empire, se mêlèrent aux colons romains pour former un mélange composite qui s'est fondu à son tour avec les Daces autochtones. Telle est en peu de mots l'origine que tracent aux Roumains les données de l'histoire.

« avec des Koutzo-Valaques. Ils m'ont donné de leur attitude les explications suivantes :

« Tout d'abord, le fait qu'une origine commune les unirait avec les Roumains leur paraît des plus problématiques. En admettant, m'a dit l'un d'eux, que nous descendions, comme les Roumains, de légionnaires romains, il faut admettre que nous sommes un mélange de Roumains et de Macédoniens, alors que les Moldo-Valaques sont un mélange de Roumains et de Scythes. Dans ces conditions, les gens de Bucarest n'ont pas plus de droits sur nous que les Portugais, qui descendent, eux aussi, de colons romains, unis non plus avec des Scythes, mais avec des Ibères. »

« Prétendra-t-on, m'a dit un autre Koutzo-Valaque, que nous parlons la même langue que les Roumains? Mais alors, pourquoi M. Lahovary a-t-il en janvier dernier, avoué à M. G. Villiers, du *Temps*, qu'il y a entre le roumain et le koutzo-valaque autant de différence qu'entre le français et le provençal? Pourquoi aussi, M. Bruce, dans un roman de propagande (*le Vieillard du Pinde*), a-t-il déclaré que les Koutzo-Valaques doivent fréquenter les écoles roumaines, comme les jeunes Bretons fréquentent les écoles françaises? »

« Ces arguments partent de lettrés; la masse des Koutzo-Valaques en donne d'autres : La propagande roumaine, disent-ils, nous demande d'abandonner l'hellénisme, qui nous a toujours soutenus, sans jamais chercher ni à nous assimiler, ni à proscrire nos traditions locales. Que nous offre-t-elle en échange? La liberté? Non pas, mais la perspective de rester éternellement sous le joug turc, dont Margariti et ses successeurs n'ont jamais cessé de chanter les louanges. La propagande nous engage aussi à abandonner les écoles et les églises où règne une langue que nous entendons tous : le grec; mais, dans les églises et les écoles qu'elle bâtit, elle enseigne non pas le patois koutzo-valaque, mais le roumain, langage étranger que nous n'entendons pas. »

Aussi ne voit-on pas quels liens peuvent exister entre eux et les populations *sui generis* qui habitent les montagnes du Pinde et certaines autres parties de Macédoine, d'Épire et de Thessalie, celles qu'on appelle communément des Koutzovalaques; les liens d'une langue commune ne les unissent pas: un Koutzovalaque ne peut se faire entendre par un Roumain autrement que par signes. C'est un Roumain, M. Yorgas, professeur à l'Université de Jassi, qui, dans son *Histoire du peuple roumain*, s'exprime en ces termes sur la question de langue :

« L'idiome koutzovalaque dont les Roumains se servent  
« dans leurs foyers n'est guère compréhensible pour les  
« Aroumains. Les deux dialectes, le daço-roumain et le  
« macédo-roumain se présentent comme deux langues  
« entièrement différentes. Le Roumain de Bucarest ne  
« peut s'entendre avec son frère de Macédoine... »

En effet qu'il s'agisse du paysan au parlé rude et sursaturé de mots slaves, ou de l'habitant instruit des grandes villes qui, épurant tous les jours son langage, remplace, de plus en plus, ces mots par d'autres d'origine latine, le Roumain ne parvient ni à comprendre le Koutzovalaque ni à se rendre intelligible à celui-ci, qui emploie un patois gréco-latin, pauvre en lui-même et impropre à tout usage littéraire.

Voici, à ce propos, un fait qui ne manque pas de piquant. Il y a deux ans, on accueillait solennellement à Bucharest un prêtre de Monastir, le fameux père Théodore qui, s'étant séparé du patriarcat grec, se déclara roumain. A Bucharest une réception officielle fut tenue en son honneur au ministère de l'instruction publique. Mis en présence du ministre qui lui adressa à plusieurs reprises la parole en roumain, l'ecclésiastique répondit en koutzovalaque sans que l'un des interlocuteurs réussît à deviner ce que l'autre voulait dire. Notons qu'ils parlaient tous les deux couramment le grec; mais recourir à cette langue abhorrée, eût été, pour de fervents Roumains, la pire des humiliations. Les choses allaient s'embrouiller sérieusement, lorsqu'une heureuse découverte vint tirer d'embarras les acteurs principaux de cette scène patriotique: le père Théodore parlait le turc. Cela sauva la situation. On fit chercher immédiatement un interprète qui traduisit pour le ministre en roumain ce que le prêtre disait en turc et c'est dans ces conditions, plutôt bizarres, que l'entretien se poursuivit. On dit que quelques Roumains qui étaient là eurent le mauvais goût de trouver que le gouvernement poussait la plaisanterie un peu loin.

Koutzovalaques et Roumains, la langue, les tendances (1),

---

(1) Au sujet de l'idiome koutzovalaque, voici ce qu'écrivait entre autres

les mœurs et les coutumes les séparent complètement, tandis que la différence qui existe dans leur conscience nationale et dans leurs vœux patriotiques creuse un abîme entre eux. Dans ces conditions, quelle que soit d'ailleurs l'origine des Koutzovaques, les prétentions et les droits à une sympathie protectrice et exclusive qu'affichent sur eux les Roumains ne sont pas plus justifiés que ceux de tout autre peuple latin, en admettant que les habitants de la Moldovalachie aient droit à ce titre.

Quant aux véritables ancêtres des Koutzovaques actuels, plusieurs ethnologues pensent les retrouver dans les transfuges qui, au témoignage de plusieurs historiens, dans les temps troublés de l'âge médiéval, quittant les rivages orientaux de l'Italie et traversant l'Adriatique, s'établirent sur les côtes de l'Epire, puis, refoulés vers l'intérieur, occupèrent les districts montagneux du Pinde et de là pénétrèrent en Thessalie et en Macédoine. Doués d'une civilisation supérieure à celle des Barbares qui avaient couvert de leur flot ces régions de l'Empire, ils purent conserver en grande partie leur entité ethnique; ils furent appelés par les peuples parmi lesquels ils s'établirent du nom de Valaques qui est le même que celui de Welches et de Vlokhs, par lesquels les peuples d'origine germanique ou slave dénomment les peuples de sang latin.

Si en délaissant les questions d'origine, aussi complexes que douteuses, on s'applique à comparer les Koutzovaques du Pinde ou de toute autre région hellénique où se conservent encore les vestiges de cette colonisation italienne des Valaques, avec les populations agricoles de la Valachie, de la Moldavie et même de la Transylvanie (nous ne parlons pas des populations urbaines issues, ainsi qu'il apparaît au premier regard, d'un mélange de races fort diverses) nous nous rendons immédiatement compte de l'absence de tout lien ethnique entre ces deux groupes de populations. Les Valaques de Macédoine

au *Courrier Européen* (16 mars 1905) un Koutzovaque, le professeur Papageorghis:

« Pour ce qui est de la langue, M. Lahovary lui-même n'a pas osé dire qu'elle était la même; il s'est borné à déclarer à un correspondant du *Temps* que le patois koutzovaque se rapprochait du roumain autant que le provençal du français. En fait, même le rapprochement est exagéré; les deux langues découlent, il est vrai, du latin, mais l'un a été tellement influencé par le grec et l'autre par le slave qu'actuellement, j'en parle par propre expérience, il est impossible à un Koutzovaque et à un Roumain de s'entendre.

« Les Roumains et leurs agents ont habilement crié un malentendu sur ce point et quand ils s'arrogent le droit de réclamer au nom des Koutzovaques des églises et des écoles distinctes, ils oublient d'apprendre aux Occidentaux qu'ils entendent parler d'églises et d'écoles roumaines. Faut-il s'étonner après cela si la création, sous l'égide turque, d'établissements roumains a de tout temps provoqué chez les Koutzovaques une irritation qui, plus d'une fois et dernièrement à Monastir, a dégénéré en révolte? »

et d'Épire, habitant surtout des districts montagneux, s'adonnent exclusivement à l'élevage et ne descendent vers les plaines qu'en hiver à la recherche de pâturages. Mais une fois civilisés, ils deviennent des facteurs extrêmement actifs de civilisation et de progrès.

Si maintenant nous nous tournons vers le Valaque de Moldavie et de Valachie, vers le Tcharano, nous le voyons, à l'inverse du Koutzovalaque qui ne connaît que l'élevage, s'occupant exclusivement d'agriculture ; de caractère indolent, ne manquant pas de constance, mais routinier, bien différent en cela du Koutzovalaque, il n'évolue que lentement et, bien qu'il ait vécu depuis des siècles au milieu de sociétés civilisées, nous voyons son sentiment et sa conscience nationale ne se réveiller que lentement. Les Koutzovalaques ont les sentiments de la famille et du foyer excessivement développés, à quelque condition, à quelque rang social qu'ils appartiennent ; il serait difficile d'en dire autant des Roumains.

L'esprit d'entreprise, l'attachement aux idées morales, cet enthousiasme qu'on rencontre chez les peuples d'essence supérieure, caractérisent les Koutzovalaques. L'hellénisme moderne compte parmi eux quelques-uns des auteurs principaux de son indépendance et plusieurs de ceux qui, dans le monde hellénique, se sont distingués dans les lettres, les sciences, la politique, l'activité économique ou se sont illustrés par leur fervent attachement à l'idée grecque, sont sortis de ces populations. Mais ces hommes, lorsqu'ils se trouvaient encore au foyer paternel, étaient-ils réellement étrangers à l'idée nationale de l'hellénisme, n'auraient-ils embrassé que plus tard cette cause qu'ils ont depuis servie avec un zèle et un dévouement admirables ? Leur origine ? Je n'en tiens pas compte pour le moment. Je ne sais qu'une chose, c'est que leur sentiment et leur vie tout entière furent de tout temps et resteront toujours purement helléniques ; ce fait, aussi bien que leur résistance à toute tentative pour les arracher à l'idéal national dans lequel ils sont nés et pour lequel ils existent, tout cela nous prouve que du sang purement hellénique doit couler dans leurs veines ; aux agents de la propagande qui s'efforcent de les attirer par des largesses, ils répondent en déclarant hautement leur nationalité hellène, en repoussant les présents destinés à récompenser leur trahison, et il n'y a que quelques gens sans aveu qui succombent à la tentation, vont chercher fortune à Bucarest et sont appelés pompeusement du nom de Roumains.

En dehors des mœurs et des coutumes qui donnent à chaque peuple son caractère particulier, et qui sont purement grecques chez les Koutzovalaques, la poésie populaire, cette manifestation intime de l'âme d'un peuple, est chez eux complètement hellénique. La *Prise de la Ville* (de

Constantinople), la *Mort du dernier Basileus*, les *Exploits des vieux Klephtes de la Thessalie et de la Macédoine*, sortis en partie du sein de ces populations, ont été composés par les Koutzovalaques et sont chantés par eux en grec, langue dont ces Latins ressentent tout le charme et toute la beauté, au point de s'en servir pour manifester les sentiments les plus intimes de leur âme, pour chanter la famille, l'amour, les passions, et les plus nobles des sentiments humains, l'amour de la patrie et de la liberté.

Puisqu'il est démontré que ni l'histoire ni la psychologie des peuples ne prouvent que les Koutzovalaques descendent des Tcharanos de Moldovalachie et qu'elles ne nous montrent même pas l'existence de liens de parenté entre elles, tous les efforts de prosélytisme tentés par la Roumanie officielle ou par les patriotes de Bucarest n'ont d'autre but que de combattre l'hellénisme en Macédoine; cette lutte doit en apparence servir les intérêts roumains; en réalité, elle ne fait que seconder les plans des Bulgares, des Slaves et des Autrichiens. C'est ainsi que la Roumanie inaugure sa mission civilisatrice dans les Balkans, la Roumanie, qui, dans les temps passés, reçut tant de bienfaits de l'hellénisme, qui, encore à l'heure actuelle, compte parmi ses hommes les plus marquants et aussi, malheureusement, parmi les persécuteurs les plus acharnés du nom grec, des descendants de familles helléniques. Il y a quatre ans, la Roumanie cherchait à tirer parti du meurtre commis par un agent du comité bulgare sur la personne du Koutzovalaque Michailidès, qui, pour des motifs dont l'intérêt n'était pas exclu, avait embrassé la cause roumaine et s'était établi à Bucarest sous le nom de Michailleanu; à cette occasion, la diplomatie roumaine revendiquait une grande partie de la Macédoine et clamait ses prétentions dans le monde entier d'une manière officielle ou officieuse; un homme d'État de ce pays, M. Takis Ionesco, si je ne m'abuse, de passage à Vienne, dans une interview qu'il avait eue avec un journaliste, faisant valoir les forces des Roumains en Macédoine, comprenait parmi les représentants les plus illustres de cette race, une personnalité grecque bien connue à Vienne, M. Doumbas, président de la communauté grecque de cette ville, dont les sentiments helléniques se sont manifestés en de nombreuses occasions et tout dernièrement encore, par la donation artistique qu'il a faite à l'Université d'Athènes.

— « Mais M. Doumbas est connu dans notre société comme Hellène, et tient beaucoup à son origine grecque », ne put s'empêcher d'observer, avec quelque gêne, le journaliste viennois surpris de l'audace de ces assertions. Combien d'autres Hellènes, qui tiennent une place honorée dans le panthéon de l'hellénisme moderne, les Sinas, les Colettis, les Avérof, les Stournaras, les Zalo-

costas, qui ont rendu de précieux services à la cause grecque, ne descendent pas de ces Valaques, de ceux que les ethnologues roumains ou roumanisants, adeptes de M. Xénopol, appellent des Latins ! Malheureusement pour ces prétentions, les faits sont plus forts que les paroles et que les intérêts, et on ne compose pas l'histoire en exposant des théories abstraites et arbitraires, mais en racontant, en utilisant les données réelles.

Ce que l'on sait aujourd'hui pertinemment, ce qui est indéniable et de toute évidence, c'est que les Koutzo-valaques sont *ab antiquo* animés de sentiments grecs : ardens patriotes et soutiens de l'hellénisme, ils se réclament obstinément de la nationalité hellénique ; fermement attachés à l'église grecque, à l'école grecque, à la cause de l'hellénisme depuis des siècles, ils sont appelés par les Roumains eux-mêmes « Grécomanès ». Cela ne prouve-t-il pas assez que la Roumanie est pleinement consciente de l'attachement immuable des Koutzovalaques à la Grèce ? Qui a pu les voir de près et s'entretenir avec eux sans s'être convaincu que ces Grecs koutzo-valaques ont la fierté de leur nationalité au point de se considérer même « offensés » si par hasard on s'avisait de les appeler « Roumains » ?

Tout récemment encore, au mois de février dernier les Koutzo-Valaques de Monastir, dans une lettre au *Corriere d'Italia*, disaient :

« Nous demeurons attachés à la nation grecque, de  
« toute antiquité, par une histoire, des souffrances, des  
« traditions et des aspirations communes, par des luttes  
« communes pour une commune libération... » Et plus  
loin ils ajoutaient : « Ceux qui écrivent ces lignes sont  
« des Koutzo Valaques, mais nous ne différons pas pour  
« cela de nos autres frères hellènes, sauf en ce que nous  
« nourrissons peut-être une haine plus violente contre ces  
« Roumains qui, au nom de prétendues luttes nationales  
« et dans un but à la fois intéressé et impossible (1), s'effor-

---

(1) « L'irrédentisme en question, dit M. Max Nordau, est-il logique ? Il n'est besoin que de quelques mots pour répondre. Il existe en Russie 1.200.000, en Autriche-Hongrie, 3.200.000 de Roumains authentiques, se sentant Roumains dans l'âme, fiers de leur langue et nationalité, parlant et écrivant le roumain le plus pur, contribuant largement à la culture romane dans toutes ses manifestations. Ces 4.400.000 Roumains, formant presque à eux seuls un peuple considérable, souffrent dans l'intimité de leur conscience d'être séparés de leurs frères du royaume, nourrissent le secret espoir d'être un jour réunis avec eux, ont en partie — comme ceux de la Bessarabie russe et de la Bucovine autrichienne — été violemment arrachés à l'ancienne Moldo-Valachie et partout n'en sont séparés que par une ligne fictive, établie par des traités diplomatiques qu'une main forte déchire d'un seul mouvement. Eh bien ! Les Roumains ne semblent pas s'apercevoir de l'existence de ces 4.400.000 de conationaux qui tendent la main vers eux, qui gravitent vers leurs pays, qui considèrent Bucarest comme leur véritable capitale, ils ne les réclament pas, ils ne demandent pour eux

« cent de semer la discorde parmi les populations paci-  
« fiques, qui désirent seulement être laissées libres dans  
« l'accomplissement de leurs devoirs scolaires et reli-  
« gieux... »

Voici encore et entre mille autres, un témoignage inté-  
ressant, émanant d'un témoin oculaire, M. Paillares. Ce  
publiciste français, qui a parcouru la Macédoine en tout  
sens étudiant et approfondissant la question, disait  
dans une récente conférence (24 février) organisée à  
Paris par la « Ligue pour la défense des droits de l'hellé-  
nisme » :

« Je n'ai pas trouvé de Grecs plus fanatiques, plus  
« farouches, plus intransigeants que les Koutzo-Valaques  
« de Monastir. Un dimanche j'étais en compagnie de  
« M. Gauthier, notre consul. Tout à coup, nous entendons  
« une grande rumeur, qui s'enfle de plus en plus et devient  
« une tempête. Puis, nous voyons une centaine d'hommes  
« en fureur qui poursuivent un prêtre, le rouent de coups  
« en pleine rue, et le traquent sous nos yeux jusqu'aux  
« portes du Consulat de France. Ces hommes, c'étaient  
« des Koutzo-Valaques, et le prêtre, un ex-patriarchiste —  
« c'était un roumanisant. Celui-ci avait provoqué, paraît-il,  
« des jeunes Grecs qui avaient riposté par des injures.  
« Le prêtre se croyant en danger avait tiré plusieurs  
« coups de revolver. Les chrétiens du voisinage, attirés  
« par le bruit de cette querelle, étaient sortis de leurs  
« maisons. A peine le prêtre a-t-il braqué son armé à feu,  
« qu'il est poursuivi. Il cherche un abri dans la pharmacie  
« qui est le rendez-vous des propagandistes roumains, mais  
« la foule hurlante lui barre la route. Tous les Koutzo-  
« Valaques du quartier sont accourus. L'archevêque passe  
« en voiture avec le consul de Grèce. Ils sont accla-  
« més.  
« Il a fallu l'intervention du consul de France pour mettre  
« fin à cet incident. Sans quoi, on ne sait trop ce qu'il

---

aucune autonomie politique, ils n'élèvent pas même la voix quand on  
cherche à les dénationaliser par l'école, l'administration et la justice, et ils  
n'ont des yeux et des protestations que pour les 120.000 Koutzo-Valaques  
qui ne veulent pas d'eux, qui ne parlent pas leur langue, qui sont séparés  
d'eux par des centaines de kilomètres de territoires étrangers. Et ils ven-  
lent qu'on croie à la sincérité d'un irrédentisme qui ne voit pas les irré-  
dentés assiégeant les portes de la Roumanie et découvre par une vision  
merveilleusement aiguë ceux qui se cachent aux flancs du Pinde ? Et ils  
défendraient la logique d'un irrédentisme qui néglige 4.400.000 Roumains  
pur sang pour s'attacher à 120.000 Koutzo-Valaques d'origine controversée  
et dont la langue cultivée est le grec ? Allons donc ! A force de jouer  
cette comédie d'un irrédentisme paradoxal, les Roumains s'exposent à  
s'entendre dire par leurs ennemis — dont je ne suis pas, je tiens à le  
constater — qu'ils ont les revendications nationalistes singulièrement pru-  
dentes, puisqu'elles sont muettes en face de la Russie et de l'Autriche-  
Hongrie, et ne vocifèrent qu'en présence d'une puissance qui n'est pas  
encore assez formidable pour faire peur à des chercheurs de mauvaises que-  
relles. » *L'Hellénisme*, 1<sup>er</sup> nov. 1905.

« serait advenu du pauvre diable, car il ne s'était pas  
« trouvé un seul Roumain pour le défendre.  
« Aucun Monastiriote ne s'était précipité à son secours.  
« Pis encore, le pharmacien de la propagande roumaine  
« avait fermé ses portes au nez de la victime, de peur que  
« sa boutique ne fût envahie et saccagée. C'est qu'à  
« Monastir, centre de l'action roumaine, il n'y a pas de  
« Roumains, les Koutzo-Valaques sont Grecs de pensée,  
« de traditions, de tendances, d'aspirations. Ce sont eux  
« qui mènent la lutte la plus acharnée, la plus implacable  
« et contre la Roumanie et contre la Bulgarie. Ils ont  
« formé un comité secret qui est la terreur des consuls, du  
« vali et des comitadjis. Ni le métropolitain, ni le consul  
« de Grèce ne peuvent modérer leur patriotisme exalté.  
« Ils regardent comme ennemi tout Européen qui n'est  
« pas philhellène. La femme d'un médecin disait : « J'ai  
« cessé de fréquenter chez les consuls, parce qu'ils ont la  
« rage de découvrir des Roumains ou des Bulgares. » Un  
« notable me confiait ce projet : « Si jamais le patriarche  
« cède aux exigences de la Roumanie, nous assassinerons  
« tous les archevêques qu'il nous enverra. Nous sommes  
« Grecs, avant d'être des patriarchistes ! » Vraiment c'est  
« folie que de vouloir roumaniser ces gens-là. »

Combien y a-t-il de Koutzo-Valaques ?

Pouqueville les évaluait à 47.500. Des Roumains les portent à 1 ou 2 millions ! Bolinteanu, relativement modeste, les estime à 1.200.000. Mais ces dernières évaluations ne semblent-elles pas suspectes ?... Il n'est personne connaissant tant soit peu les conditions ethniques de la Turquie d'Europe qui ne fasse justice de ces statistiques fantaisistes où les zéros s'alignent complaisamment. En réalité, les Koutzo-Valaques ne dépassent pas 140.000 à 150.000 au maximum. Et nous le regrettons. Nous le regrettons parce qu'ils sont si fortement attachés à l'hellénisme que s'ils étaient aussi nombreux qu'on le prétend à Bucharest, nous n'aurions que plus de Grecs à opposer en Macédoine à ceux, quels qu'ils soient, qui en convoitent la possession.

Les Koutzo-Valaques ne se chiffrent donc pas par centaines de milliers. Selon des avis autorisés et impartiaux, ils atteignent 120 à 150.000. Sir I. Kennedy, ministre d'Angleterre à Bucharest, dans un rapport envoyé à son gouvernement (1), dit qu'ils ne dépassent pas 100.000. M. Max Choublier, dans sa *Question d'Orient*, les porte à 149.000. Mais voici une opinion d'autant moins suspecte

(1) *Blue-Book*, Turkey, 1903, n° 3, p. 24.

qu'elle émane d'un savant dont les sympathies roumaines sont notoires : M. Weigand. Dans un ouvrage qu'il a consacré à cette question (*Die Aromounen : Ethnographisch Historische Studien*, 2 volumes 1893-1895) M. Weigand donne comme définitif le chiffre de 149.520 Koutzo-Valaques, disséminés entre la Macédoine, l'Albanie, l'Épire, la Grèce et la Thessalie (grecque et turque). L'auteur a visité toutes les localités peuplées de Koutzo-Valaques. Partout il a constaté leur dévouement à l'hellénisme.

Cette conscience nationale grecque se retrouve identique aussi bien dans le royaume grec que dans le Pinde et en Épire. A Jannina, les Roumains sont obligés de faire venir du dehors les quelques élèves de leur lycée. « Tout le pays du Pinde, s'écrie tristement Weigand, est perdu à jamais pour le roumanisme au profit de l'hellénisme ». En Macédoine, même situation. A Corydja, à Chroupitza, à Castoria, les Koutzo-Valaques, grecs de sentiments, envoient leurs enfants aux écoles grecques ; pourtant dans les écoles roumaines, on nourrit, loge et habille les élèves gratuitement. « Dans les districts de Siatista, Cozani et Blatsi, la rapidité de l'hellénisation est surprenante. Dans le district de Verroia, les Koutzo-Valaques, sans être complètement hellénisés, sont Grecs de sentiment. Dans l'Est de la Macédoine, Djoumaya, Serrès, etc., l'hellénisation est complète. » A Poroya, le maire du village, un Koutzo-Valaque a refusé de recevoir M. Weigand en qui il voyait un agent roumain. Le parti grec est également puissant à Doïran et Gevghéli et l'ethnologue allemand remarque à cette occasion : « Dans toutes les villes et bourgades de Macédoine, vous trouverez des Koutzo-Valaques à la tête du parti grec. A Salonique, Djoumaya, Serrès, etc., les professeurs et instituteurs sont fort souvent d'origine koutzo-valaque : pourtant tous vous diront qu'ils sont de purs Grecs. » Et plus loin, il ajoute :

« Rares sont les Koutzo-Valaques animés de sentiments roumains, leur hellénisation est très rapide. » Il est à remarquer que, même dans les quelques endroits où M. Weigand a cru trouver des sympathies roumaines, des protestations en masse ont été signées par les habitants et envoyées à la presse européenne.

Un paysan de Laïsta lui disait : « *Nous sommes Grecs et entendons rester tels.* » En effet les traditions des Koutzo-Valaques, leurs goûts, leur tour d'esprit, leurs sympathies, tout les porte vers l'hellénisme. Ils sont d'ailleurs bilingues et, alors qu'ils ne comprennent pas le roumain, ils entendent et parlent le grec.

Voici encore ce qu'un Autrichien, M. de Glumecky, dit là-dessus dans un livre récent, *Autriche-Hongrie et Italie* :

« Pourquoi les Koutzo-Valaques n'auraient-ils pas em-  
« brassé la cause de l'hellénisme, d'autant plus qu'ils étaient  
« Grecs de cœur et qu'ils avaient largement profité de l'in-  
« fluence civilisatrice hellène ? N'étaient-ils pas devenus  
« Grecs eux-mêmes et les Sina, les Dumba, les Arsakys, etc...  
« continuaient-ils peut-être à se considérer encore comme  
« Koutzo-Valaques ? Seul le peuple sans culture parle  
« parfois un dialecte... qui toutefois était et reste absolu-  
« ment incompréhensible aux Roumains. Cependant tous  
« ceux qui pouvaient prétendre à une certaine culture, ne  
« connaissaient comme langue courante que le grec.  
« M. Bérard raconte qu'en 1889. M. Weigand qui faisait  
« une de ses tournées de propagande roumaine, fut arrêté  
« par les Valaques et livré aux Turcs : il venait, en effet,  
« de parler, devant une assemblée de Valaques, de la  
« Grande Roumanie, de frères latins, d'ennemis grecs, de  
« la persécution de la langue valaque et de tyrannie du  
« clergé grec. » (*La Turquie et l'Hellénisme contemp-  
rain.*)

A ces quelques citations, que l'on pourrait multiplier, ajoutons l'opinion d'une personnalité admirablement au fait de ces questions, le docteur Max Nordau ; voici ce qu'il écrivait dans l'*Hellénisme* du 1<sup>er</sup> novembre 1905 :

« Les Koutzo-Valaques sont-ils Roumains ? Les Rou-  
« mains disent : oui ! mais les Koutzo-Valaques disent :  
« non ! et il sera difficile à celui qui parle au nom du  
« principe des nationalités, de leur refuser voix au  
« chapitre. Je ne discute pas la question d'origine de ce  
« groupe ethnique. Le peuple roumain lui-même est un  
« mélange de beaucoup d'éléments connus et inconnus,  
« et il est bien possible que quelques-uns de ces élé-  
« ments se retrouvent en proportions plus ou moins  
« grandes chez les Koutzo-Valaques. Mais des obscures  
« origines ethnographiques sans influence sur la cons-  
« cience nationale actuelle, si elles ont de l'intérêt pour  
« la science, sont entièrement négligeables pour la poli-  
« tique. Quant à la langue, je veux être bon prince et  
« admettre que certains Koutzo-Valaques parlent entre  
« eux un dialecte, rabougri et déchu, de la langue roumaine.  
« Mais je défie un Roumain de Roumanie de s'entendre  
« avec un paysan Koutzo-Valaque autrement que par  
« des signes, à moins d'avoir pratiqué pendant un cer-  
« tain temps son parler. Les Koutzo-Valaques eux-mêmes  
« considèrent leur langage familial plutôt comme un patois,  
« presque un argot, bon tout au plus pour les usages les  
« plus vulgaires, mais incapable d'exprimer des idées quel-  
« que peu compliquées et élevées, et totalement insuf-  
« fisant comme instrument de culture intellectuelle.  
« Aussi, les Koutzo-Valaques désireux de s'instruire ont  
« recours au grec et ils ne tolèrent que cette langue dans

« toutes les relations supérieures de la vie, à l'église, à  
« l'école, dans l'administration et la justice.

« Sur 120.000 Koutzo-Valaques habitant les pentes et le  
« pied du Pinde, plus de 90.000 ont volontairement aban-  
« donné l'usage de leur patois obscur et les derniers  
« 30.000 qui sont encore roumanophones, tiennent au  
« moins à donner à leurs enfants une langue plus noble que  
« leur jargon négligé et créent partout à leur usage des  
« écoles helléniques. Saurait-on imaginer une manifestation  
« plus claire, plus nette, de leur sentiment réel? Et cette  
« tendance passionnée à l'hellénisation radicale est d'une  
« spontanéité impressionnante.

« Que n'a-t-on pas fait depuis 45 ans, du côté roumain,  
« pour détourner les Koutzo-Valaques de la ligne naturelle  
« de leur évolution! On leur a fondé partout des écoles  
« roumaines, on leur a expédié des professeurs, on a offert  
« toutes sortes d'avantages aux parents envoyant leurs  
« enfants dans ces institutions, — et à quoi tous ces efforts  
« ont-ils abouti? Les écoles roumaines sont vides, il ne  
« suffit même plus d'offrir des bourses aux élèves pour les  
« peupler, alors que les classes grecques sont insuffisantes  
« pour recevoir les écoliers qui s'y pressent. Et les écoles  
« helléniques, dans les districts koutzo-valaques, ne sont  
« pour la plupart ni établies, ni entretenues par des Hel-  
« lènes : ce sont les Koutzo-Valaques mêmes qui les ont  
« créées et qui assurent leur prospérité.

« Ainsi : les Koutzo-Valaques que les Roumains vou-  
« draient faire passer pour des « irrédentés », ont si peu  
« conscience de leur roumanisme, ont si peu le désir de  
« faire cause commune avec les Roumains qu'ils mettent  
« de la violence à se dire Hellènes et repoussent avec  
« colère les tentatives roumaines de leur octroyer la langue  
« romane. »



Fatiguée pourtant de la stérile propagande qu'elle avait  
menée pour s'attirer les groupes koutzo-valaques, obéissant  
aussi aux avertissements et aux conseils intéressés qui lui  
étaient venus, la diplomatie roumaine abandonnait, il y a  
une dizaine d'années, une partie perdue d'avance. On avait  
jugé à Bucharest qu'on avait trop dépensé de millions en  
quarante ans pour le résultat négatif auquel on était arrivé  
et qui, eût-il été meilleur, n'eût guère assuré au royaume  
danubien un champ d'action utile le long du Vardar et de  
la Strouma. Plutôt que de chercher à arracher les Koutzo-  
Valaques à l'hellénisme, la Roumanie préférait alors se  
rapprocher de la Grèce. De notre côté, nous commençons  
à voir dans les Roumains, non plus des adversaires, mais  
des alliés aussi pénétrés que nous-mêmes des dangers que  
courait l'Orient par suite des empiétements du slavisme.

C'est dans ces conditions que s'ébauchait entre les deux pays, cette politique amicale qui recevait sa consécration dans l'entrevue d'Abazia entre les souverains des deux pays.

Mais nous avons trop présumé du bon sens des hommes politiques de la Roumanie et de leur force de résistance de s'attribuer, dans le règlement de la question balkanique, un rôle dépassant les limites que la nature a fixées aux ambitions de leur pays.

Les propositions austro-russes concernant l'introduction de réformes en Macédoine n'avaient pas plutôt été formulées qu'oubliant des déceptions récentes, le gouvernement du roi Carol rentrait brusquement en scène et sollicitait la reconnaissance d'une « communauté » roumaine.

Mais il s'agissait bien moins de reconnaître une nationalité roumaine que d'en créer une. On n'y a pas plus réussi aujourd'hui qu'il y a dix, vingt ou trente ans.

Une nationalité peut se créer elle-même grâce à un long travail des siècles; mais rien ne saurait la créer artificiellement. Or, c'est une nationalité artificielle que la Roumanie a cherché à se forger. Cette conception biscornue est-elle réellement sortie, ainsi toute faite, de la conscience nationale des Roumains? Assurément non. Elle fut dictée de dehors. Ce n'est plus un secret pour personne que c'est Vienne qui a si mal inspiré Bucharest en cette question. Intéressée à détourner les visées des Roumains du royaume de leurs frères, authentiques ceux-là, de Transylvanie et de Bukovine, la politique austro-hongroise a voulu les pousser vers le Sud.

La Roumanie accepta d'autant mieux à jouer ce rôle de dupe qu'elle s'est vue, il y a beau temps, obligée de s'interdire tout effort pour la libération de la Transylvanie, de la Bucovine aussi bien que de la Bessarabie.

Pour avoir, en reprenant en mains sa politique d'antan, obéi à des suggestions étrangères, il n'en fallait pas moins que la Roumanie eût elle-même un objectif quelconque et s'assignât un but positif. En revendiquant comme siennes les populations koutzo-valaques, en cherchant à les ériger, malgré elles, en communauté roumaine, sans doute visait-elle à quelque avantage pratique. Officiellement, elle se défend de chercher autre chose que de conserver la « nationalité » roumaine. En réalité il en est autrement.

Lorsque le gouvernement roumain affirme que sa politique macédonienne est dénuée de toute tendance annexionniste, il faut la croire, car, en effet, elle ne saurait convoiter la Macédoine dont elle est séparée par une double barrière : la Serbie et la Bulgarie. Mais nous cessons de la croire aussitôt qu'elle prétend que son irrédentisme est purement ethnique et politiquement désintéressé.

En réalité, la Roumanie ne voit dans les Koutzo-Valaques qu'un élément à exploiter; elle ne les considère que

« comme un précieux élément d'échange contre le fameux  
« quadrilatère Silistrie-Rousschouk-Choumla-Varna, lors  
« d'un remaniement de la carte des Balkans (1) ».

Voici ce qu'on pouvait lire dans une revue (2) qui se  
publiait sous la direction d'un député roumain, le prince  
C. de Brancovan :

« ... Le gouvernement roumain prétend moins créer une  
« sorte de colonie éloignée que s'assurer un gage qu'il  
« pourra céder à la Bulgarie contre des avantages plus  
« sérieux, par exemple une rectification de frontières en  
« Dobroudja ».

Un écrivain anglais, M. Bourchier, correspondant balka-  
nique du *Times*, fort peu suspect de grecophilie, explique (3)  
que, nombre insignifiant, dispersion, fortes attaches avec  
l'hellénisme, voisinage du royaume grec, tout conspire  
pour empêcher les Koutzo-Valaques, non seulement d'être  
unis avec la Roumanie, dont la Serbie et la Bulgarie les  
séparent, mais aussi de former en Macédoine un groupe-  
ment indépendant ou compact.

« Le gouvernement roumain, ajoute M. Bourchier,  
« dépense cependant en Macédoine des sommes considé-  
« rables, dans la prévision qu'il aura droit à une compen-  
« sation autre part, si en Macédoine des populations pou-  
« vant être considérées comme roumaines étaient adjugées  
« à un autre pouvoir. »

« La situation actuelle, écrivait la *Frankfurt r Zeitung*  
« (22 octobre 1905), n'a été créée que par les agitateurs  
« roumains, soutenus par le Gouvernement de Bucharest,  
« afin que la Roumanie puisse, le cas échéant, jouer un  
« rôle dans le règlement de la question macédonienne... »

Et Max Nordau, traitant de cette question (4) avec la  
haute compétence qu'on lui connaît, dit :

« Non. Les Roumains ne sont pas sérieux lorsqu'ils  
« montent sur leurs grands chevaux à propos des Koutzo-  
« Valaques. Ils sont bien trop fins pour se complaire dans  
« des absurdités politiques ou dans un donquichottisme  
« dangereux. Avec une franchise frisant le cynisme, ils  
« avouent, d'ailleurs, qu'en créant une question koutzo-  
« valaque, en intervenant violemment en faveur de popu-  
« lations qui les ignorent ou les désavouent, en élevant  
« des prétentions monstrueuses à tous les points de vue :  
« historiquement, géographiquement, linguistiquement,  
« ethnographiquement, diplomatiquement, ils poursuivent  
« un objet très différent de celui qu'ils font semblant de  
« mettre en avant. Ils veulent se créer un titre de droit

(1) *Le Temps*, 12 mai 1904.

(2) *La Renaissance Latine*, 15 juillet 1904.

(3) *The Balkan Question*, Edited by L. Villari, p. 79-80.

(4) *L'Hellénisme*, 1<sup>er</sup> nov. 1905.

« en Macédoine qu'ils espèrent pouvoir plus tard tronquer  
 « contre une autre valeur. Ils convoitent les districts de la  
 « Bulgarie adjacents au Danube, le célèbre quadrilatère  
 « balkanique dont Varna est le point principal, et ils s'ima-  
 « ginent sérieusement qu'au jour du grand règlement des  
 « affaires de la presqu'île du Balkan, ils pourront dire aux  
 « Bulgares : « Nous vous cédonos nos Koutzo-Valaques du  
 « Pinde, cédez-nous Varna, Silistria et le reste. »

« On ne sait qu'admirer le plus : le manque de scrupules  
 « ou la naïveté que trahit un calcul pareil. C'est mal con-  
 « naître les Bulgares que de se figurer qu'ils sont faciles à  
 « duper. Ils sont clairvoyants et durs, peu gênés par le  
 « respect des droits d'autrui et habitués à jouer un jeu  
 « serré. Ils riront au nez des Roumains lorsqu'ils voudront  
 « leur offrir des hypothèques politiques sur les Koutzo-  
 « Valaques dont ils n'ignorent pas l'inanité, en prétendant  
 « recevoir en échange de cette monnaie de singe, de bons  
 « et palpables territoires, populations, forteresses et ports  
 « bulgares. »

Au nom de qui et de quel droit la Roumanie cherchait-elle à créer une communauté roumaine en Macédoine ? Il est intéressant de connaître l'opinion des intéressés sur la question et une lettre adressée par un Koutzovalaque de Monastir à la revue l'*Hellenismos* d'Athènes nous en donne une image exacte ; nous en extrayons le passage suivant : « ... Il est surprenant, pour ne pas dire plus, de  
 « demander pour les autres des choses dont ils ne veulent  
 « pas. Ne sommes-nous donc pas des Koutzovalaques,  
 « nous autres, et n'avons-nous pas la faculté de juger ce  
 « qu'il nous faut ; eh bien ! nous n'approuvons en aucune  
 « façon les demandes qu'on fait en notre nom. Pour  
 « sauvegarder soi-même la liberté de conscience, on nous  
 « demande de nous séparer de notre Eglise ; mais nous nous  
 « rendons bien compte que cela ne peut aboutir qu'à  
 « assurer la victoire des Bulgares et à nous soumettre à  
 « leur joug que nous avons tout lieu de craindre, comme  
 « je l'ai dit plus haut. Voilà pourquoi les habitants d'ici se  
 « sont fanatisés au point de considérer leurs frères  
 « koutzovalaques comme leurs pires ennemis. Prenons en  
 « exemple les faits qui se sont passés dans notre ville  
 « dernièrement. Les 3.330 familles koutzovalaques de  
 « Monastir ont protesté par tous les moyens contre  
 « l'ouverture d'une chapelle roumaine, et ont pris à cette  
 « occasion une attitude si menaçante, qu'il a fallu qu'un  
 « bataillon de chasseurs composé de 500 hommes se ran-  
 « geât devant la chapelle où s'étaient réunies 18 familles  
 « roumanisantes pour entendre la messe et cela à une  
 « heure du matin. Il est manifeste que si toute la popu-  
 « lation s'est ainsi soulevée, ce n'est pas parce qu'elle  
 « avait quelque objection contre l'emploi du dialecte

« koutzovalaque dans le service divin (bien au contraire ce dialecte est encore employé très volontiers dans le cercle familial), mais bien parce qu'elle voit dans cette tentative un effort pour assurer la prépondérance bulgare qui lui inspire une crainte bien justifiée. »

Ce n'est là qu'un exemple, choisi entre mille autres, de l'hostilité des populations à laquelle se heurta la reprise de la propagande. Si cet échec exaspéra les cercles gouvernementaux de Bucharest, il provoqua par contre une sage réaction parmi ceux des Roumains qui, examinant les choses de près, pouvaient se rendre compte de ce que cette politique avait d'absurde et de contraire aux vrais intérêts de leur pays.

Bien des voix autorisées se firent entendre à Bucharest, dénonçant les erreurs de cette politique. En're ces hommes clairvoyants, M. Lazaresco Lecanta, directeur du *Balkanul*, journal publié à Bucarest, s'est distingué par son courage et sa sincérité : ayant été, pendant dix ans, directeur du lycée roumain à Janina, il avait démissionné et abandonné un service qui ne répondait à aucun but réel. Il avait été aussi pendant quelque temps, inspecteur des écoles roumaines en Macédoine. Connaissant à fond la situation en cette région il s'efforça dans son journal de détourner son pays de la politique d'aventures que celui-ci semblait disposé à continuer ou plutôt à reprendre. « Il suffit, écrivait-il dans un de ses articles, de mettre les pieds en Macédoine pour se convaincre que les populations valaques, à l'exception de quelques individus qui se mettent au service du plus offrant, restent entièrement grecques par les idées et par les sentiments malgré la propagande exercée parmi eux depuis quarante ans. Les Valaques demeurent fermement attachés à leur nationalité et à leur langue qu'ils ont pu conserver grâce à l'église grecque. Toutes ces populations qui n'ont rien de commun avec un troupeau à vendre, qui ont pour idéal l'affermissement de leur entité ethnique, inclinent vers le royaume de Grèce qui a reconnu toutes les libertés désirables aux Valaques de Thessalie. »

Dans un autre de ses articles publié sous le titre : « La question nationale en Macédoine », M. Lecanta s'exprime ainsi : « La question roumaine dépend principalement des finances de la Roumanie et de l'appui de la Turquie. Toutes les fois que la situation financière retient la Roumanie, toute action s'arrête et il n'y a plus de question roumaine. Il n'en est pas de même pour la Grèce ; celle-ci a aussi traversé des crises et des guerres malheureuses, mais son influence reste toujours vivante par suite de l'existence de populations grecques qui, organisées en communautés, agissent librement, sans aucune arrière-pensée de lucre ou d'intérêts. »

C'est surtout dans un rapport de M. Lazaresco Lecanta au ministre de l'Instruction publique de Roumanie, en date du 26 novembre 1901 (1), que nous voyons exposée sans aucun détour ni réticence la situation du roumanisme en Turquie. L'auteur du rapport ne fait aucune difficulté pour reconnaître que cette situation est peu encourageante :

« Tout le monde sait, je pense, écrit M. Lecanta, que notre cause nationale dans la péninsule balkanique perd du terrain. Malgré les importants sacrifices qui ont été et sont encore consentis pour elle, nous nous trouvons encore tout au commencement. Bien que nous ayons lutté pendant trente ans, nous ne saurions nous vanter d'avoir fait un seul pas en avant. » En analysant les causes de cet insuccès, M. Lecanta ne les trouve pas dans le petit nombre des écoles ou des instituteurs. « Pour répandre une instruction nationale, dit-il, nous avons, comme je viens de le dire, suffisamment d'écoles, d'instituteurs, de professeurs, de prêtres, etc. Mais nous n'avons pas de population roumaine au vrai sens du mot, des gens qui pensent et sentent en véritables Roumains. Ceux qui embrassent la cause roumaine aujourd'hui, en supposant même qu'ils aient des sentiments roumains, ne les ont pas par conviction, du fond de leur cœur et de leur âme, mais tout simplement parce que ces sentiments leur sont dictés par leur intérêt matériel ; que celui-ci vienne à disparaître et les sentiments roumains qu'on manifestait à la surface s'évanouissent aussitôt. »

Plus loin, M. Lecanta s'écrie : « La masse de la population valaque nous a partout reniés et aujourd'hui plus que jamais elle soutient avec zèle la propagande grecque. »

L'auteur poursuit en soulignant le contraste entre cet état précaire de la propagande roumaine et la solidité de l'action grecque, il montre que les événements malheureux qui ont frappé la Grèce, le désastre financier et la guerre de 1897 n'ont pas réussi à l'enrayer : « aucun résultat fâcheux, dit-il, n'en est résulté pour les établissements scolaires helléniques, ils ont tous conservé la situation qu'ils occupaient et leur dignité n'a pas été atteinte, comme si rien n'était arrivé, et cela parce que la culture hellénique n'est pas soutenue par des éléments intéressés, mais par toute une population fidèle ». On ne pouvait mieux faire voir la différence qui existe entre le mouvement factice créé par les roumanisants et l'enthousiasme fervent que les Koutzovalaques professent pour la cause hellénique. M. Lecanta a dans ce passage mis le doigt sur le point faible de l'action roumaine. Il semble cependant faire preuve de moins de perspicacité lorsqu'il attribue ce manque de ferveur des Macédoniens pour l'idée roumaine unique-

(1) Ce rapport a été publié in extenso dans le *Bulletin d'Orient* et dans l'*Hellénisme* du 1<sup>er</sup> septembre 1905.

ment au fait que ceux qui avaient entrepris de la répandre parmi eux avaient agi avec une pleine ignorance des populations et des conditions de leur organisation communale : c'est au manque de tact des premiers organisateurs de la propagande qu'il attribue l'hostilité qu'elle soulève parmi les Koutzovalaques, hostilité qu'il décrit en ces termes : « En plusieurs circonstances, nos instituteurs ont été reçus avec beaucoup d'égards dans les villages valaques, tant que les villageois ignoraient leur mission, mais aussitôt qu'ils eurent fait connaître leur qualité d'instituteurs roumains, ils furent maltraités et chassés. » En expliquant l'insuccès des efforts roumains comme il le fait, M. Lecanta voyait donc, à tort, dans un changement de tactique la possibilité d'une modification de la situation, favorable aux intérêts roumains. Après avoir analysé le système communal des Koutzovalaques et leur organisation scolaire, il indique à son gouvernement que l'unique moyen d'attirer une population vers la culture roumaine serait de s'efforcer d'introduire par la persuasion l'enseignement du roumain dans les écoles que les communautés elles-mêmes entretiennent et qui sont purement grecques jusqu'à présent. Pour cela il serait nécessaire d'entretenir les rapports les plus cordiaux avec les éphories existantes des écoles grecques et pour en arriver là on devrait s'assurer le bon vouloir du patriarcat et de la Grèce. « Il faut que nous persuasions, conclut M. Lecanta, au gouvernement hellénique et au Patriarcat que l'union des Grecs et des Roumains fortifierait les écoles orthodoxes contre l'école bulgare qui doit être envisagée comme l'ennemi commun. »

On peut mettre en doute que ces efforts de faire entrer subrepticement l'enseignement du roumain dans les écoles grecques ait quelque chance de réussir devant l'intransigeance des Koutzovalaques franchement hostiles à toute tentative de roumanisation ; ce qu'on doit retenir de ce long rapport, et ce qui en ressort avec une clarté souveraine, c'est le complet échec des manœuvres roumaines au sein des populations macédoniennes.

Néanmoins, et malgré l'optimisme, basé on ne sait sur quels fondements, que M. Lecanta semblait professer à l'égard des résultats ultimes de l'action roumaine, beaucoup de ses compatriotes ne lui ont pas pardonné d'avoir dévoilé en Macédoine la nullité des résultats obtenus après quarante années d'efforts, et le défenseur de l'entente gréco-roumaine tomba victime du fanatisme national, assassiné en plein jour dans un café de Bucarest, le 25 juillet 1904. Non seulement ses meurtriers sont restés impunis, mais ils ont été glorifiés comme des héros, on dit même qu'une pension leur a été décernée.

Les opinions que M. Lecanta exprimait avec tant d'autorité sur l'inefficacité de la politique roumaine en Macé-

doine furent également partagées par des membres distingués de l'élite intellectuelle du royaume danubien. Elles ont été notamment soutenues avec éclat dans une conférence faite à Bucarest le 25 février 1905 par M. Barbulescu, professeur d'histoire à l'université de cette ville, conférence qui avait pour sujet « l'attitude des Roumains à l'égard des Serbes, des Bulgares et des Grecs ». Le conférencier avait très clairement établi que « le véritable objectif des Bulgares était d'arracher la Macédoine à la Turquie » ; il ne comprenait pas pourquoi la Roumanie s'allierait à la Bulgarie. Il ajoutait que les Grecs ne se sont point opposés à ce que les autres nationalités acquissent le droit de se servir de leur propre langue et de posséder une Eglise propre, ce qu'il a prouvé à l'aide d'arguments tirés de l'histoire. C'est juste : si le Patriarcat refuse de se prêter aux fantaisies de la Roumanie, c'est uniquement parce que les Koutzovalaques en faveur desquels cette diplomatie agit, et au nom de qui elle parle, ne demandent qu'une chose : c'est de rester fidèles à l'hellénisme et de voir cesser cette propagande roumaine qu'ils abhorrent et repoussent. La politique macédonienne de la Roumanie ne pouvait, ne peut servir que les Bulgares et M. Barbulescu sut bien le démontrer avec des arguments de poids.

Malgré ces sages avertissements, le cabinet Cantacuzène ne sut, en 1904, éviter l'écueil de la politique d'aventures. Il faut reconnaître qu'il avait subi une pression de la part d'un parti, le parti dit macédo-roumain, qui avait recruté nombre d'adhérents, même parmi des personnages politiques de marque. Si en Roumanie certains diplomates se préoccupaient de faire de cette politique à perte de vue que j'ai exposée plus haut, le vrai mobile qui faisait agir les membres militants du comité macédo-roumain, résidait dans le besoin d'une certaine clique de rétablir les sinécures d'antan : postes d'inspecteurs d'écoles en Macédoine, de maîtres d'écoles, d'émissaires secrets, supprimés ou du moins réduits depuis que, sur la foi des rapports décourageants, le crédit annuel de 600.000 francs avait été en 1901 suspendu.

On ne se fait pas faute à Bucarest de reconnaître que la politique macédonienne fut pour certaines gens une mine à exploiter et largement exploitée d'ailleurs. Après M. Haret, M. Lazaresco Lecanta l'affirmait sans ambages dans le rapport précité :

« Notre question nationale en Turquie, disait-il, a été  
« une spéculation, un gagne-pain, au début comme à pré-  
« sent. L'intérêt seul pousse les gens à continuer... Ne  
« croyez pas non plus qu'ils aient été terrorisés ou influen-  
« cés par l'élément grec ou les agents de l'hellénisme,  
« comme on le croyait autrefois. Non ; rien de tout cela.

« Car c'est ce qu'on disait aussi et surtout pour l'éle-  
« ment bulgare, et cependant, quoique ceux-ci aient été  
« soumis aux mêmes influences, ils se sont émancipés de  
« l'influence grecque et se sont développés à un degré  
« remarquable... Nous n'avons pas les Grecs contre nous,  
« mais nous avons entièrement éloigné de nous toute la  
« masse de la population valaque...

« Ce n'est pas des étrangers, que nous ne connaissons  
« même pas, qui nous ont combattus dès le début, mais  
« les Roumains, nos propres compatriotes, avec qui nous  
« sommes entrés en relations directes; de quelque façon  
« que nous nous présentions à eux, non seulement ils ne  
« nous recevaient pas, mais ils nous évitaient comme des  
« pestiférés...

« Souvent les nôtres ont été reçus et soignés dans des  
« villages valaques, tant que les paysans ignoraient leur  
« mission. Mais sitôt que nous déclarions que nous étions  
« des maîtres d'école roumains, ils nous chassaient et  
« nous reniaient... »

Récemment encore l'organe roumain *Evenimentul* de Jassy se disait obligé de reconnaître que la politique macédonienne de la Roumanie est pure utopie et ne sert que les intérêts d'un ramassis d'aventuriers exploitant le peuple roumain :

« La question, dit-il, a été exploitée comme tant d'autres  
« questions par les *patriotes professionnels*.

« Des Roumains, habitant l'étranger, soulèvent des  
« questions imaginaires, se posent en victimes de la patrie  
« et prétendant être persécutés pour avoir voulu protéger  
« les Roumains contre la tyrannie étrangère, arrivent  
« maintenant chez nous, exiger qu'on leur *viennne en aide*  
« afin de pouvoir continuer leur lutte pour le roumanisme  
« en danger. La Macédoine, depuis quelques mois, nous  
« fournit tous les jours de ces patriotes. La chose nous  
« est révélée par l'organe macédo-roumain lui-même, le  
« *Roumain du Pinde*, qui se plaint des Aroumans, réfugiés  
« en Roumanie, les accusant de *jouer aux patriotes et aux*  
« *martyrs*, non point pour servir le roumanisme en Ma-  
« cédoine, mais pour se faire donner des places recher-  
« chées pour leurs traitements.

« Heureusement que la partie la plus sage de l'opinion  
« publique a commencé, depuis quelque temps, à percer à  
« jour ces *patriotes de métier*. La preuve en est le dernier  
« vote de la Chambre, qui a refusé la naturalisation à un  
« soi-disant patriote macédonien. »

« Ce « patriote » n'est autre que le nommé Poutsaréa, un  
« Bulgare, dit l'*Evenimentul*, qui se dit Roumain et qui se  
« donne comme victime des bandes grecques en Macé-  
« doine! »

## REVIREMENT DE LA POLITIQUE ROUMAINE LES EXIGENCES DE LA DIPLOMATIE ROUMAINE

C'est surtout au lendemain de l'accord de Muerszteg qu'en dépit d'avis autorisés, et de cruelles expériences, la diplomatie roumaine songea sérieusement à reprendre sa politique en Macédoine et en Epire, région où elle n'avait que faiblement manifesté son activité. Du coup elle procéda à l'ouverture d'écoles et à la création de consulats : la Turquie n'y opposait nulle difficulté ; tout au contraire elle accueillit avec empressement ce nouveau facteur. La Macédoine et l'Epire virent alors apparaître des agents chargés de recruter des adhérents à la nationalité qu'on voulait y créer. Cette propagande de luxe exigeant des sacrifices pécuniaires, du coup fut alors rétabli le crédit de 600.000 francs, affecté à « l'entretien des écoles roumaine de Macédoine, » et qu'en 1901, — nous l'avons dit — le cabinet Stourdja avait supprimé, convaincu qu'il ne servait qu'à enrichir quelques parasites et ces « patriotes » d'un genre spécial qui tour à tour Bulgares, Serbes, Grecs ou Roumains, sont toujours à la solde du plus offrant, faméliques professionnels du patriotisme macédonien.

D'autre part, le gouvernement du roi Carol travaillait activement à Constantinople pour obtenir les moyens de créer des communautés roumanisantes. Il s'adressa au patriarchat œcuménique et à la Sublime Porte, revendiquant au début la reconnaissance d'une église autonome roumaine en Turquie d'Europe, avec tous les droits et privilèges constitutifs d'une communauté roumaine ; le patriarche refusa formellement ; la Roumanie se rappelant l'insuccès de sa tentative précédente, dont le fameux exarque roumain avait été le héros, alla modérant peu à peu ses demandes pour solliciter finalement l'introduction de la langue roumaine dans les églises et les écoles qu'elle mettait à la disposition des Koutzo-Valaques ; le droit pour ces rares clients de constituer une communauté distincte et d'être représentés par des Roumains au sein des conseils administratifs des vilayets ; la création d'évêchés

roumains, enfin la reconnaissance d'un *vékil* ou Kapou-Kehayia, représentant laïque des roumanisants auprès de la Porte et intermédiaire entre le Patriarche et ses ouailles « roumaines » : demandes modestes, disait M. Lahovary, mais qui déguisaient mal l'arrière-pensée de parvenir un jour par là à ériger l'autonomie roumaine, dont elles contenaient les germes.

Tels étaient les desiderata roumains consignés dans la note en date des 11/24 avril 1904 que le ministre de Roumanie à Constantinople faisait parvenir à Joachim III.

Le patriarche refusa derechef. Ce fut l'origine du conflit.

La thèse roumaine se résume en ces termes : il existe en Macédoine des Koutzo-Valaques, qui n'ont qu'un désir, celui de constituer une communauté roumaine, d'apprendre et d'adopter la langue roumaine, sa langue nationale (1).

A la réalisation de ce vœu si légitime, le clergé grec oppose, par des moyens qui n'ont rien de religieux, une résistance désespérée. Mais la Roumanie est là qui veille sur le sort de ces « frères » ; elle est riche, elle est forte, elle soutiendra les Koutzo-Valaques, victimes de l'intolérance hellénique. Quel est l'esprit sensé qui hésiterait à lui donner tort ?

Cette thèse est simple et commode. Elle n'a qu'un seul défaut, c'est de pécher par sa base : les Koutzo-Valaques, loin de vouloir être roumanisés, repoussent, nous l'avons vu, les offres de Bucarest et se proclament Grecs. C'est à les dénationaliser qu'on travaille ; ce que les Roumains viennent demander au patriarche, c'est de démembrer l'Eglise, c'est-à-dire la nationalité grecque, c'est d'en retrancher la population gréco-valaque, c'est de lui dire, écrivait l'*Ecclissiastiki Alitheia* :

« Les protestations de dévouement que vous faites par  
« venir à l'Eglise grecque, les preuves éclatantes que vous  
« donnez tous les jours de votre attachement à vos frères  
« de langue grecque, l'indignation que vous manifestez  
« lorsque des étrangers viennent prêcher chez vous la dis-  
« cordé et la haine, sont choses qui ne me touchent pas.  
« Je me détourne de vous, je vous désavoue, je vous  
« répudie, je vous sépare à jamais de l'ensemble du  
« peuple grec. Je vous interdis l'usage du grec et celui  
« du koutzo-valaque, je vous impose le roumain que  
« vous ignoriez jusqu'à ce jour. Bien plus : pour vous,

---

(1) A la rigueur, on aurait compris que les Roumains exigeassent pour les Koutzo Valaques l'usage, dans la liturgie et dans l'enseignement, de la langue maternelle de ces derniers. Mais ce n'est pas là ce qu'ils cherchent. Leur but est d'arriver à proscrire, du même coup, et le grec et le koutzo-valaque ; cela pour la plus grande gloire du roumain que les Koutzo-Valaques ignorent, mais que l'on veut bien se charger charitablement de leur apprendre.

« je foulerai aux pieds les canons les plus formels de  
« l'Eglise et je ferai sacrer un évêque roumain qui  
« n'aura de juridiction que sur les Koutzo-Valaques.  
« Sous peu vous en aurez un second, puis un troisième;  
« ils formeront un exarchat valaque qui se séparera, à la  
« première occasion, de l'Eglise de Constantinople. Car  
« c'est alors seulement que je serai sûr de voir naître ce  
« schisme que ni la défection de l'ex-évêque grec de Me-  
« sembria en 1895, ni l'établissement de la chapelle rou-  
« maine de Galata, ce noyau du futur exarchat valaque,  
« ni les tentatives récentes en vue de suborner un autre  
« de mes évêques n'ont pu réussir à fonder. Je déclare  
« briser tous les liens qui nous unissaient; vous obéirez  
« désormais aux ordres qui vous viendront de Roumanie.  
« *Nescio vos.* »

Les demandes roumaines étaient en opposition avec les sentiments et les aspirations des Koutzo-Valaques. C'est là une raison d'ordre moral, absolument capitale sur laquelle le patriarcat base son *non possumus*.

Les prétentions de Bucarest étaient d'ailleurs contraires au principe fondamental de l'Eglise œcuménique et visaient à rompre son unité.

En effet, l'Eglise orthodoxe de l'Empire ottoman ne reconnaît d'églises autonomes qu'aux pays étrangers à la Turquie : à la Russie, la Grèce libre, la Roumanie, la Serbie, etc. Mais elle n'admet pas, — le schisme bulgare le prouve — elle ne peut admettre la création dans l'Empire ottoman, dont elle détient depuis la conquête la juridiction ecclésiastique pour les orthodoxes, ce qu'on appelle en grec les distinctions *ethnophylétiques*, les distinctions de races dans le domaine ecclésiastique. Or, c'eût été renoncer à cette règle fondamentale que d'autoriser l'érection d'une église roumaine en Macédoine, où seul le patriarcat œcuménique demeure la suprême et l'unique autorité orthodoxe.

Pourtant, objectaient les Roumains, au moins en ce qui concerne la création d'évêchés, le patriarcat a créé un précédent en accordant aux Serbes d'Uskub deux évêques serbes, celui de Kossovo et de Prizrend et en reconnaissant une communauté serbe.

Parfaitement, répliquait le patriarcat, deux évêques serbes ont été nommés en ces villes, parce que tel était le vœu de la population chrétienne de ce vilayet, qui est serbe dans sa presque totalité. Mais le Patriarcat n'a pas à créer des évêchés roumains, parce qu'il n'y a pas de Roumains en Macédoine, qu'il n'y a que des Koutzo-Valaques et que les Koutzo-Valaques se disent et veulent être Grecs.

Si le cabinet de Bucarest réussit à convertir les Koutzo-Valaques, s'il parvient à les roumaniser et à leur inspirer l'amour du roumain, s'il arrive à recueillir en leur

faveur autant de signatures koutzo-valaques qu'il y en a contre eux sur les nombreuses adresses de protestation transmises au patriarche, alors, oui, on pourra certes envisager la question d'introduire le roumain dans certaines églises. Mais tant que cette innovation n'est réclamée que par une poignée de pauvres hères dont on a payé le *roumanisme* sur le crédit de 600.000 francs voté par le Parlement roumain, on peut être sûr à Bucarest que le patriarcat œcuménique ne saura accéder à semblable prétention.

Le patriarcat fut circonvenu par tous les moyens : pression d'ambassadeurs de grandes puissances, démarches d'officieux turcs, on mit en jeu toutes les influences, on harcela le patriarche tour à tour de menaces et de prières. On alla jusqu'à parler de schisme... Le schisme ! Mais c'est alors qu'on aurait vu ce qui fût resté des... 900.000 Roumains de Macédoine que l'inspiration du poète Valenianu y fit surgir ! C'est grâce au schisme que l'on verrait combien, parmi les 130 à 150.000 Koutzo-Valaques, il y en a de Grecs et combien de roumanisants.

Il semble aussi que, les menaces demeurant inefficaces, on ait poussé l'audace jusqu'à s'imaginer pouvoir corrompre le patriarcat : on lui fit discrètement espérer des subventions aux institutions grecques, des dons, de l'argent ! C'était renouveler, sous une autre forme, un essai qui avait déjà échoué une première fois en 1880, lorsque le ministre de Roumanie à Constantinople avait averti officiellement le patriarcat qu'un crédit de 60.000 francs venait d'être voté par les Chambres roumaines en faveur des églises et des écoles du siège œcuménique, à la condition que l'emploi de cette somme fût réglé par une commission de quatre membres avec le ministre de Roumanie pour président, et que le patriarche se bornât à exercer une surveillance indirecte.

---

## VI

### L'IRADÉ DE MAI 1905

Désespérant de persuader le Phanar, la Roumanie s'adressa alors à la Porte qui, si désireuse qu'elle fût d'affaiblir l'hellénisme et d'envenimer le conflit par l'introduction d'un nouvel élément de discorde dans la question macédonienne, résista à ces sollicitations uniquement parce qu'elle redoutait de s'attirer des embarras en portant atteinte aux droits de l'Eglise œcuménique.

Personnellement, le grand-vizir Ferid-pacha, ami avéré des Roumains, appuyait les demandes de M. Lahovary ; c'est le sultan qui se montrait hésitant et engageait la Porte à agir prudemment. Durant quelque temps, il y eut, entre Constantinople et Bucarest, des tiraillements sérieux — qui contrastaient avec la cordialité qui avait marqué les rapports des deux pays, — et un échange de notes diplomatiques d'un ton assez vif.

Enfin, le 22 mai 1905, la Turquie céda ; elle essaya de persuader le patriarche, mais sur son refus de faire des concessions, la Porte accordait d'office à la Roumanie le droit d'introduire la langue roumaine dans les églises fondées en Macédoine et en Epire par la Roumanie ; d'ouvrir de nouvelles écoles et de nommer dans ces écoles et dans celles déjà existant des inspecteurs et des professeurs spéciaux ; de constituer des communautés roumaines ayant leur propre bourgmestre ; enfin ces communautés roumaines étaient autorisées à se faire représenter par des délégués dans les conseils administratifs des vilayets.

Ce n'est pas sans de puissants concours que la Roumanie extorqua ce firman du sultan : elle fut appuyée à la fois par l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie ; par l'Italie parce qu'à Rome on a cru avoir intérêt à faire dans les Balkans une politique latine ; par l'Autriche parce que cette puissance a tout intérêt à détourner l'attention des Roumains de leurs vrais congénères de Transylvanie et d'autre part à augmenter la confusion des nationalités en

Macédoine. Quant à l'Allemagne (1), on sait qu'elle est la protectrice attirée de la Roumanie, sa cliente économique. Son appui était donc tout naturel ; et il a d'autant moins fait défaut à la Roumanie, que le conflit gréco-roumain, survenu depuis, a fourni l'occasion au commerce et à l'industrie germaniques de combler les vides créés en Roumanie par la ruine du commerce grec, due aux mesures d'expulsion et aux procédés vexatoires appliqués aux colonies hellènes, naguère si florissantes, du royaume danubien. Telles sont les circonstances dans lesquelles le cabinet de Bucarest est parvenu à obtenir le firman instituant en Macédoine, sinon l'autonomie ecclésiastique et nationale complète, du moins la reconnaissance d'une nationalité roumaine.

Le 25 mai 1905, le général Lahovary faisait officiellement part de la bonne nouvelle au Parlement roumain, ajoutant que la Roumanie devait des remerciements à Abdul-Hamid pour sa bonne volonté à son égard. Bientôt après, à l'occasion de l'inauguration du câble de Kustendjè, le roi Carol, dans son discours, prodiguait des éloges au sultan en qui il s'honorait de voir un ami, et c'est sans doute pour mieux marquer leur gratitude envers le Commandeur des croyants qu'à Bucarest on affectait un crédit considérable à l'érection d'une mosquée à Kustendjè. Le sultan, reconnaissant, fit pleuvoir les décorations et les rapports les plus amicaux continuèrent à régner entre les deux pays.

---

(1) En novembre 1905, l'ambassadeur d'Allemagne à Constantinople, baron Marshall de Bieberstein, se rendit personnellement auprès du roi Carol à Sinaïa pour négocier le prix de l'intervention germanique et reçut à cette occasion les membres du comité central de la propagande roumaine en Macédoine, qui le remercièrent de ses efforts en faveur de la "cause".

## VII

### INTRIGUES ROUMAINES.

Les privilèges réclamés obtenus, la propagande roumaine redoubla de zèle. Déjà, depuis la fin de 1903, elle s'était montrée active, en prévision des concessions qu'elle espérait arracher. Jouissant de l'appui des autorités ottomanes, ses agents parcouraient les villes et les villages, prêchant la bonne parole, s'attachant à dénigrer la Grèce et l'hellénisme, intrigant, complotant contre les institutions helléniques, ne marchandant pas les récompenses à ceux qui adhéraient au roumanisme. « Les agents roumains, écrivait-on au *Matin* (10 nov. 1904), parcourent les villages pour obtenir des pétitions signées d'une vingtaine de personnes, comme l'exige l'autorité turque afin d'accorder cette autorisation (*de fonder une communauté*). Ces signatures se payent couramment de 60 à 80 francs. Mais les Koutzo-Valaques se montrent réfractaires et, de ce côté du moins, la propagande roumaine n'a pas grande chance d'aboutir. »

S'ils se fussent contentés de moyens d'action honorables, circonscrivant la lutte sur le terrain ecclésiastique et scolaire, s'abstenant de procédés inavouables, les émissaires de Bucarest ne se fussent guère attiré l'hostilité des Grecs et notamment des Gréco-Valaques qu'ils visaient à conquérir, et l'on se fût contenté de souligner l'inanité de leurs efforts et l'inutilité de leur zèle. Malheureusement, il n'en est pas ainsi : intrigues, délation, calomnie, ils mettent en œuvre tout ce qui peut desservir les Grecs auprès des Turcs ; tantôt c'est un professeur de l'école hellénique qui répand des doctrines subversives, tantôt un prêtre qui est en rapport avec le consul de Grèce — et l'on sait que les consuls de Grèce en Macédoine sont capables de tout ! — tantôt tel notable qui comploté contre le régime turc, ou telle famille qui entretient des intelligences avec les révolutionnaires (1).

---

(1) « Ainsi, à Ellassona, les instituteurs roumains, multipliant les intrigues, recouraient constamment à des dénonciations calomnieuses auprès

Ce sont les évêques grecs qui eurent le plus à souffrir de ces pratiques. Les primats gréco-valaques aussi. Voici un exemple, pris entre mille autres. A Grévéna, une des localités que la propagande roumaine « travaille » le plus activement, on demande à l'évêque grec de reconnaître comme « Valaques roumanisants » les habitants de trois villages grecs, Perivoli, Samarina, Avdella qui, eux, refusent de se déclarer tels. Le sous-gouverneur, un Turc à la solde du roumanisme, tâche à son tour de persuader l'évêque et même de le corrompre. Le prélat tient bon. Mais un jour, comme il se met en route pour une tournée pastorale dans son diocèse, les agents roumains persuadent au fonctionnaire ottoman de le faire arrêter. Cent soldats sont lancés à sa poursuite et l'évêque, arrêté comme un malfaiteur, est reconduit de force à Grévéna. Cette mesure arbitraire soulève l'indignation de la population qui donne des signes d'impatience et il faut que l'évêque l'exhorte au calme pour que l'incident n'ait pas de suites graves. Quelques jours plus tard, on procède à l'arrestation de notables de la communauté grecque et on les jette en prison sans autres formes de procès.

Des iniquités semblables se commettent un peu partout. A Samarina, 22 primats koutzo-valaques sont emprisonnés pour avoir, en réponse à une communication du gouverneur rédigée en turc et en roumain et les sommant à s'inscrire Roumains, répondu respectueusement qu'ils n'entendent pas le roumain, mais le grec (1). A Fourka, à Avdella, à Ellassona, à Cozani et diverses autres localités, des incidents analogues se produisirent.

En somme, cette recrudescence de la propagande roumaine, par les méthodes qu'elle emploie, ramène les Grecs valachophones aux temps les plus sombres d'Apostol Margariti, de sinistre mémoire, qui, se faisant le suppôt de la police ottomane, ne voyait le salut du roumanisme macédonien que dans la dénonciation de prétendues machinations grecques et la vénalité des fonctionnaires turcs, magistrats, militaires ou policiers, qui se feraient un cas de conscience de refuser un bon bakchich.

Parfois, les mécomptes roumains revêtent une forme presque divertissante. C'est ainsi qu'en juin 1904, comme un nouveau consul, M. Padeano, arrivait à Jannina pour évangéliser les Epirotes, qui sont tous des Roumains dévoyés d'après les gens de Bucarest, il fut en quelque

« de Hilmi-pacha. Un jour, ils accusaient une bande grecque d'avoir incendié l'école de Vlahoyanni, qui n'existait que dans leur imagination ; une autre fois, ils dénonçaient l'évêque d'Ellassona d'exciter ses ouailles contre l'autorité turque et ainsi de suite. Hilmi-pacha, se prêtant à ce jeu, ordonnait enquête sur enquête ; celles-ci aboutissaient, d'ailleurs, invariablement à démontrer qu'il n'existait dans la région ni écoles roumaines ni roumanisants. » (L'Hellénisme, 1<sup>er</sup> avril 1905.)

(1) L'Hellénisme, 1<sup>er</sup> déc. 1905.

sorte boycotté par ceux-là mêmes qu'il cherchait à attirer. Une lettre qui nous était alors envoyée de Jannina disait :

« C'est en vain que le consul demanda à louer une maison grecque, même en offrant un loyer exorbitant. L'inanité et le mensonge des menées roumaines en Epire sont démontrés par la haine et l'aversion soulevée contre celui qui incarnait cette politique; cette haine en arriva à ce point que ni un coiffeur, ni un boucher, ni aucun de ceux qui vendent les denrées nécessaires à l'existence, ne consentait à s'approcher de celui qui venait avec la mission de troubler les consciences de nos nationaux et de chercher par des moyens illicites à entraîner vers l'apostasie ceux qui se trouveraient sans force devant la tentation. »

D'autres incidents témoignent du succès médiocre obtenu par la propagande. A Monastir, le grand centre kouzovo-valaque, une des citadelles de l'hellénisme, les émissaires de Bucarest offrent à M. Lalas, notable de Monastir, la présidence de la prétendue communauté roumaine. M. Lalas répond par une lettre écrite en grec que semblable communauté n'existe pas et ne saurait, faute d'éléments, exister davantage à l'avenir. A Metsovon, importante agglomération koutzo-valaque revendiquée par les Roumains de Bucarest, lors des opérations de recensement, il ne se trouve que trois habitants pour s'inscrire roumanisants; encore l'un d'eux n'est autre que le professeur de l'école roumaine! Il y a un an, la légation de Roumanie à Constantinople obtient de la Porte l'envoi d'une commission en Epire chargée d'enquêter sur « les méfaits des Grecs ». On les accuse principalement d'avoir détruit les écoles roumaines de Palaiolission et de Vovoussi. L'enquête établit que la première avait été démolie par les soins des agents roumains eux-mêmes, parce qu'elle menaçait ruine; quant à la seconde, qui ne comptait plus un seul élève, elle avait été incendiée à dessein afin que l'on pût « sauver la situation et faire un scandale dont on rejetterait la responsabilité sur les Grecs »!

A Avdella, à Périvoli, un grand nombre de familles, inscrites d'office roumaines, protestent et refusent les *noufoi* (certificats d'identité) roumains qu'on veut leur imposer. Dans beaucoup de localités, à Ellassona, par exemple, les maîtres d'écoles roumains arrivent, ouvrent une école, puis s'en vont faute d'élèves. Celui qui avait été envoyé à Baritsani n'ose aller jusqu'au bout et, en route pour rejoindre son poste, juge plus prudent de rebrousser chemin, si peu engageant fut l'accueil que la population koutzo-valaque avait fait à son prédécesseur. Les instituteurs de Damassi, Vlahoyanni, Prétériorion, villages qu'on veut représenter comme roumains, n'arrivent pas à recruter un seul élève.

Pourtant, il faut dissimuler cette défaite. Mais on s'y

prend si mal ! C'est ainsi que la Roumanie, organe officiel du ministère roumain, publiait dans son numéro du 9 décembre 1906 l'information suivante :

« Cinq cents fils de Roumains et plus de 400 fils d'Albanais et de Turcs se sont fait inscrire, jusqu'à présent, dans les écoles roumaines de Macédoine. Cinquante élèves, dont 45 Macédoniens, suivent actuellement les cours de l'école commerciale de Salonique. Ces chiffres sont assez éloquents pour montrer le progrès qu'ont accompli les écoles roumaines en Macédoine. »

Que peuvent les 500 élèves des écoles roumaines de la Macédoine, à supposer que ce chiffre soit exact ? Si l'on prend en considération que, dans ce pays, la moyenne du nombre des élèves est à celui de la population dans la proportion de un à douze, qu'il y a, par conséquent, huit élèves sur cent habitants, il en résulte que ces 500 élèves représentent une population de 6.000 Koutzovalaques. Et cela sur une population de Koutzovalaques macédoniens, qui, d'après les évaluations de la Roumanie elle-même, atteint le chiffre de 600.000 âmes.

Si ces malheureux, qui appartiennent aux classes des plus pauvres, se sont décidés à envoyer leurs enfants aux écoles roumaines, c'est que non seulement celles-ci reçoivent gratuitement les élèves, mais qu'elles fournissent, par surcroît, les livres, les vêtements et la nourriture, sans compter les subsides accordés aux parents des élèves, à l'encontre des écoles grecques, qui, loin de fournir quoi que ce soit aux élèves, astreignent les parents au paiement des frais d'istruzione de leurs enfants.

C'est par des moyens analogues que ces écoles ont attiré les 400 élèves turcs et albanais, dont il est parlé plus haut et c'est toujours par ce procédé que l'on a pu réunir 45 élèves roumains à l'école commerciale de Salonique. Le budget de l'Etat roumain pourvoit grassement à leurs frais d'entretien et d'éducation.

Les résultats de tous ces efforts furent résumés dans cet aveu, dépouillé d'artifice, émanant d'un avocat de Bucarest, M. Eugène Jonescu, ancien directeur du bureau des écoles roumaines « à l'étranger », qui, dans un ouvrage paru en septembre 1906 à Bucarest et intitulé : *La Question roumaine en Turquie d'Europe et le différend avec la Grèce*, dit textuellement :

« Nous avons, en Macédoine, des écoles, des prêtres sans églises, mais nous n'avons pas une organisation saine, capable d'apporter des résultats, ni une population susceptible de se laisser organiser. Il est navrant de constater qu'après quarante et un ans de sacrifices, sur 200.000

« ou 250.000 Koutzo-Valaques qui se répartissent dans les  
« cinq vilayets de la Turquie d'Europe, une dizaine de  
« mille seulement ont embrassé notre cause nationale; le  
« reste est dans le camp adverse, élevé et évangélisé  
« dans les écoles et les églises grecques. »

Le patriarche œcuménique ne disait pas autre chose quand, répondant au ministre ottoman de la justice et des cultes, qui appuyait les demandes de la Roumanie, il écrivait dans son mémorandum de mai 1905 :

« A cette lutte ingrate la propagande d'au-delà le Danube  
« a consacré de grands efforts et des sommes importantes.  
« Les moyens mis en œuvre lui ont permis de circonvenir  
« au bout de ce long temps quelque dix mille individus  
« dispersés dans la Turquie d'Europe. Ses adeptes ne for-  
« ment pas un groupement compact; ils ne se trouvent  
« pas rassemblés sur un espace limité. Dans les bourgs et  
« les villages de toute cette région où se rencontrent des  
« Gréco-Valaques, la propagande en a capté quelques-  
« uns, les plus faciles à entraîner; l'or de la propagande  
« a pu corrompre quelques prêtres; il a pu faire pousser  
« quelques instituteurs et quelques écoles; il a pu servir à  
« l'entretien de *moukhtars* et autres agents communaux... »

Mais il n'a pas atteint la masse de la population gréco-valaque (1); il n'a pas touché au sentiment, à la conscience nationale de cette population, si hellène qu'à Bucarest on la qualifie de « grécomane »; on ne crée pas une nationalité, même roumaine, à coups de millions, et le seul résultat auquel on ait abouti, c'est de faire de ces Valaques, qui, selon l'expression du professeur Weigand, sont « plus fanatiques Hellènes que les plus purs Hellènes », les adversaires les plus acharnés du roumanisme; on se rend bien compte de ces sentiments en parcourant les innombrables adresses de protestation de fidélité à l'hellénisme qui

---

(1) « A Monastir, sur 3.600 Grecs orthodoxes, 25 à 30 familles relèvent  
« de la propagande roumaine. Même situation dans les trois grands vil-  
« lages koutzo-valaques voisins de Monastir: à Mégarovon, on compte  
« 449 familles grecques et 13 roumanisantes; à Tynovon, 486 familles  
« grecques et 10 roumanisantes; à Nizopolis, 270 familles grecques et  
« 10 roumanisantes.

« Dans le Pinde, la propagande n'a pas eu plus de succès. A Métsovon,  
« capitale du district, elle ne compte pas un seul adhérent. Il en est de  
« même dans les autres centres; on ne trouve des embryons de commu-  
« nautés que dans les six villages suivants: Vovoussa, Ardella, Fourka,  
« Périvoli, Samarina et Crania. Encore ces foyers artificiels sont-ils com-  
« posés de salariés et ne subsistent-ils que grâce à l'or répandu à foison.  
« Dans toute la Macédoine, de leur propre aveu, les Roumains ne comptent  
« pas plus de dix mille adhérents. C'est pourquoi justement les journaux  
« gagnés à la cause roumaine parlent tout le temps des Koutzo-Valaques  
« en général dont ils grossissent d'ailleurs démesurément le nombre, mais  
« ils ne mentionnent jamais le chiffre exact de ceux d'entre eux qu'ils  
« sont parvenus à détacher de l'hellénisme. »

(L'Indépendance Belge, 17 oct. 1905, corresp. de Salonique.)

depuis deux ans parviennent des centres koutzo-valaques au patriarcat œcuménique.

Les Grecs koutzo-valaques de Monastir ont été les premiers à transmettre au patriarche une adresse de protestation, revêtue des sceaux de toutes les paroisses, de toutes les corporations, de toutes les associations de la ville et de milliers de signatures. Toutes les communes koutzo-valaques ont imité cet exemple et fait parvenir à Sa Sainteté des protestations analogues que publie régulièrement l'organe du patriarcat, l'*Écclesiastiki Alitheia*. Voici, à titre de document, celle des Monastiriotes (1) :

« *Très Saint Père,*

« Nous soussignés, chrétiens orthodoxes, habitants de la ville de Monastir, avons l'honneur d'exposer respectueusement à Votre Sainteté ce qui suit :

« Bien que dans nos familles nous fassions usage du koutzo-valaque — qui n'a rien de commun avec le roumain — nous sommes de toute antiquité Grecs.

« Fils dévoués du patriarcat de Constantinople, nous déclarons avoir toujours vécu sous la protection tutélaire de la Grande Eglise, dans la plus parfaite et dans la plus indissoluble union avec nos frères de langue grecque.

« Nous n'avons jamais séparé notre cause de celle des Grecs; nous ne formons avec eux qu'un seul peuple.

« Nous proclamons ici solennellement cette communauté qui nous unit dans une même et inébranlable fidélité à notre Sainte Mère l'Eglise.

« Les intrigues et les machinations par lesquelles l'étranger s'efforce de rompre cette union et de semer la discorde entre frères, nous remplissent d'indignation et d'horreur.

« Nous supplions la Grande Eglise de bien vouloir accorder son attention à nos déclarations et à nos protestations. Nous nous flattons que sa haute intervention nous mettra à l'abri des attaques que l'on dirige contre nous et des embûches que l'on nous tend; tranquilles de ce côté à l'avenir nous continuerons, etc.

« En appelant sur nous les bénédictions de Votre Sainteté nous restons, Très-Saint-Père,

« Vos fils dévoués,

« LES HABITANTS DE LA VILLE DE MONASTIR.

« Monastir, le 10 mars 1904. »

---

(1) Copie de ce document a été remise, il y a quelques mois, aux représentants des grandes puissances à Constantinople. Des pièces analogues arrivent de tous les centres koutzo-valaques au patriarcat, où elles sont à la disposition de tous ceux qui voudraient en prendre connaissance.

## LA COOPÉRATION BULGARO-ROUMAINE ET L'APPUI TURC

L'impuissance où le roumanisme s'est trouvé dans ses tentatives de conquête, l'a engagé à lier partie avec l'action bulgare qui accepta avec empressement l'appoint, si faible qu'il fût, qui lui venait par là. Bulgares et Roumains, sentant l'hellénisme trop bien fortifié dans ses positions, se ligèrent contre lui.

Cet accord se traduisit par une étroite coopération des consuls des deux pays en Macédoine, de leurs agents et par voie de conséquence, des comitadjis chargés de réaliser le programme respectif des deux propagandes. « Le gouvernement du roi Carol, écrivait M. G. Mandel dans *l'Aurore* (6 oct. 1905), a promis de favoriser la propagande bulgare contre l'acquisition éventuelle de certains territoires présentement soumis à la suzeraineté du prince Ferdinand..... De là l'étroite alliance des brigands roumains et bulgares qui, unis dans une touchante complicité, s'ingénient à l'heure présente à redoubler d'escrèleratesse dans leurs attentats aux biens et à la vie des malheureux Grecs. » Les organes de la presse européenne ont enregistré de nombreux symptômes de cette collaboration (1), qui faisait dire à l'officier *Adeverul* de Bucarest (octobre 1906) : « La collaboration bulgaro-roumaine, *Tempora mutantur!* Qui aurait cru, il y a quelques années, qu'on parlerait d'un accord bulgaro-

---

(1) Citons entre autres l'avis d'un publiciste très averti M. Paillarès, dans la *Lanterne* (18 oct. 1905) :

« Les Roumains, désespérant de gagner les Koutzo-Valaques de Macédoine par le miel de leurs promesses ou par l'éclat de leur or, ont résolu de les conquérir par la force et par la terreur. Mais, comme ils ne disposent ici d'aucune puissance, comme il leur est impossible de former des bandes autochtones avec leurs rares adeptes, ils ont tout simplement sollicité le concours des comitadjis bulgares. Un pacte fut conclu entre l'« Organisation intérieure » et la propagande roumaine.  
« Yovan Carassouli, Arghyris, Louca, Mitro Vlacho, ont été les principaux instruments de cette entente cordiale. Les deux premiers ont opéré spécialement dans le каза de Ghewgheli, le troisième dans

« roumain ! Et pourtant il en est question, et l'on discute « là-dessus dans les cercles les mieux qualifiés. »

L'entente bulgaro-roumaine ne fut pas un symptôme éphémère et passager du gâchis macédonien : ébauchée en 1903, consolidée en 1904, elle est à l'heure qu'il est plus solide que jamais. Elle se manifeste sous les formes les plus diverses, principalement dans le vilayet de Monastir. Elle eut pour résultat un nombre considérable de meurtres, commis sur des Hellènes valachophones ; à l'heure qu'il est, malgré l'activité des bandes défensives grecques, beaucoup de Grecs désignés aux bandes bulgares par les agents du roumanisme, tombent sous le poignard des assassins, au moindre refus de se déclarer « roumanisants ». A cette alliance les partisans bulgares trouvent d'autant mieux leur compte qu'ils profitent des sommes considérables dont la propagande roumaine dispose et que, d'autre part, ils espèrent accaparer un jour, — le jour du règlement final — les adeptes du roumanisme. Parmi les rares prosélytes acquis à cette idée, il en est même qui se déclarent d'ores et déjà exarchistes, relevant par conséquent de la « communauté roumaine » au point de vue ethnique et de l'Exarchat bulgare au point de vue ecclésiastique, le seul qui importe réellement en Macédoine où Eglise et nationalité sont synonymes. Et même parmi les roumanisants demeurés « orthodoxes », il en est qui fréquentent les prêtres et les évêques bulgares ; dans certaines villes, comme à Vodéna, c'est à l'église bulgare qu'ils s'adressent pour la célébration de leurs cérémonies nuptiales et funéraires ; à Monastir, les six ou sept boutiquiers roumanisants ferment leurs établissements le jour de la fête nationale bulgare, etc., etc. : protestations innocentes et inoffensives assurément. Il en va autrement des meurtres et des massacres commis par suite de cette entente aussi bien sur des notables, des prêtres, des maîtres d'école de villages gréco-valaques que sur les nombreux pâtres des campagnes, les « Vlachs », obscurs mais précieux défenseurs de la population grecque.

Entre les comités de Bucarest et de Sofia on concerta plus d'un plan de campagne contre les Hellènes de Macédoine. On se passe des ordres, des instructions, on arrête des listes de proscrits : ceux-ci sont plus tard exécutés sur des ordres transmis aux bandes opérant en Macédoine.

- 
- « les cazas de Veria et de Vodéna, et le quatrième dans ceux de Castoria et de Florina. Ils ont travaillé, par la torche, par le poignard, par le fusil, « eux, agents bulgares, à roumaniser les bourgs et villages de Berislav, « Koupa, Lioubnitza, Lougountza, Livada, Ochani, Ouma, Selia, Gramatikovo, Neveska Pissodéri, Bel-Kamen, Hrouiptchta, Klissoura, etc... « Partout les Bulgares et les Roumains ont coopéré à l'affaiblissement « de l'hellénisme. Tous les Koutzo-Valaques qui vont travailler en Bulgarie reçoivent l'ordre des comités de Sofia de se déclarer roumanisants, « faute de quoi ils seront chassés de la principauté. »

L'on a même vu des agents roumains, tel ce M. Doumba, « inspecteur des écoles », parcourir des districts de Macédoine et distribuer des armes et des munitions aux comitadjis bulgares ; dans le district de Karadjova principalement, une grande quantité d'armes furent par lui introduites ; les autorités turques en découvrirent à Loumnitsa parmi des paysans bulgares ; cet « inspecteur des écoles roumaines » n'en fut pas d'ailleurs inquiété.

Non contents de faire agir les bandes bulgares, les propagandistes roumains en Macédoine recrutent aussi des auxiliaires parmi les Turcs et les Albanais musulmans ; de farouches Arnauts, redoutables bandits, stipendiés par la propagande et pilotés par des roumanisants, sont chargés de missions difficiles, de meurtres importants. Une bande commandée par un certain Ali a acquis une sinistre célébrité dans Grevena. Une autre, commandée par l'Albanais musulman, originaire d'Argyrocastron, Bairam Fehmi, a commis des forfaits sans nombre.

C'est cette bande qui a assassiné le 22 septembre 1906 l'évêque grec de Korytsa, Mgr Photius, à l'instigation des membres de la famille roumanisante Castouris et avec la complicité du gouverneur turc de Korytsa Feiz bey, congénère et coreligionnaire du bandit (1).

La Turquie protège et favorise ouvertement la propagande roumaine. Aussi l'éminent auteur de *la Turquie et le Tanzimat*, M. Ed. Engelhardt, ministre plénipotentiaire, membre de l'Institut de droit international, commentant l'iradé turc du 22 mai 1906 (2) dit :

« Comment interpréter l'octroi en quelque sorte impro-  
« visé d'un tel privilège, alors que les Bulgares ne l'avaient  
« obtenu qu'après de longues années de sollicitation et  
« d'attente et que les Serbes, sujets ottomans, incompara-  
« blement plus nombreux et plus compacts que les Kout-  
« zo-Valaques, en sont encore privés ?

.....

« Le fait en lui-même est assez suggestif et nous révèle  
« un de ces à-coups dont la chancellerie germanique est  
« coutumière. Il nous explique le prompt et facile succès  
« d'une instance que les intéressés eux-mêmes n'avaient  
« pas spontanément provoquée, qui n'avait pas pour mobile  
« de véritables et profondes aspirations comme celles des

---

(1) Tous les détails de ce meurtre retentissant ont été publiés dans le *Bulletin d'Orient*, 20 octobre 1906, confirmés d'ailleurs par les correspondances de divers journaux européens notamment par la *Politische Correspondenz* (n° 272, année 1906).

(2) La *Question macédonienne*, par M. ED. ENGELHARDT, ministre plénipotentiaire, membre de l'Institut de droit international, Paris, 1906, 20, rue Soufflot : Librairie générale de droit et de jurisprudence.

« Bulgares résolus à se séparer de l'orthodoxie hellé-  
« nique.

« Quelles raisons ont pu déterminer la Porte à reconnaî-  
« tre à une population sans doute intéressante, mais si  
« morcelée et de si faible importance numérique, une exis-  
« tence légale particulière en lui assurant la parité reli-  
« gieuse, administrative et juridique avec deux des prin-  
« cipales races du territoire macédonien? (1).

Les raisons de cette politique, nous les avons exposées plus haut : elles résident dans l'appui prêté à la Roumanie par certaines grandes puissances, mais aussi dans l'intérêt que la Turquie a cru avoir à introduire dans le débat macédonien un nouvel élément. *Divide ut imperes!* A ce jeu la Turquie ne risquait d'ailleurs rien, puisque la Macédoine, séparée d'avec la Roumanie par la Serbie et la Bulgarie, ne peut être l'objet de revendications irrédentistes du genre de celles que peuvent faire valoir la Grèce, la Bulgarie et la Serbie tant en raison des congénères que ces États comptent en Macédoine et Vieille-Serbie qu'à cause de la contiguïté de leur frontières. Cette circonstance a dès le début placé la Roumanie dans une situation exceptionnellement avantageuse vis-à-vis de la Turquie. Et c'est cette conception qui jadis inspira la politique roumaine de Halil Rifaat pacha, ancien grand vizir, le premier qui soit entré résolument dans les vues d'Apostol Margariti et qui ait encouragé les premiers pas de la propagande de Bucarest; dans cette voie il fut suivi quinze ans plus tard par l'Albanais Ferid pacha, le grand vizir actuel, qui, depuis l'iradé de mai, a pris une attitude nettement, parfois scandaleusement roumano-phile.

Les ordres que Ferid pacha transmet aux autorités provinciales visent manifestement à favoriser la propagande. L'inspecteur général Hilmi pacha, de son côté, fait preuve à l'égard des partisans du mouvement roumanisant d'une partialité évidente. Les Mutessarifs, les Caïmakams rece-

---

(1) C'est encore M. Engelhardt qui dit dans cette même étude :  
« Aux deux nationalités chrétiennes du centre balkanique reconnues par  
« la Porte s'est ajoutée, dans ces derniers temps, celle des Koutzo-Va-  
« laques qui, disséminés pour la plupart dans les vilayets de Salonique et  
« de Monastir, n'y figurent que dans la minime proportion de 6 à 7 0/0.  
« Ces colons, dont l'origine reste obscure, ont toujours été considérés  
« comme appartenant moralement à la Grèce qui les a civilisés et dont ils  
« parlent la langue tout en gardant leur dialecte, mélange de latin, de grec  
« et de slave.

« Cette pénétration du génie, des mœurs et des traditions du peuple supé-  
« rieur au milieu duquel ils vivent pour la plupart en groupes dispersés  
« comme les îlots d'un archipel, est à ce point manifeste que dans un rap-  
« port au ministre de l'instruction publique de Roumanie, le propre direc-  
« teur roumain de l'école commerciale roumaine de Janina a pu dire en  
« propres termes : la grande majorité des Koutzo-Valaques est philhellène. »

vant de leurs deux chefs hiérarchiques suprêmes des instructions en ce sens, n'ont garde d'en négliger l'exécution.

Mal leur prendrait de s'y soustraire. Osman pacha, ci-devant vali de Jannina, en a fait la cruelle expérience. En avril 1905, comme il osa tenir tête au consul roumain, M. Padeano, à propos d'intrigues scolaires, un ordre de Constantinople l'obligea non seulement à céder, mais encore à présenter des excuses à cet agent consulaire. Osman pacha était d'ailleurs mal vu, parce que, contrairement aux vues de Ferid pacha, il avait maintes fois déclaré qu'en Epire, il n'y a pas un Roumain. En 1905, à l'occasion des fêtes de Bairam, recevant les consuls de France et de Russie, il leur dit :

— Nous venons de faire le recensement de la population. Pas un habitant de Jannina ne s'est déclaré roumanisant, et, chose caractéristique, dans les treize villages vlachophones de l'Epire, seuls deux habitants de Vovoussa et deux autres de Metzovo, le centre koutzo-valaque par excellence, se sont fait inscrire « roumains ». Du reste, ces quatre roumanisants sont les instituteurs qu'entretient dans ces localités la propagande de Bucarest. S'occuper à faire des Valaques des Roumains est une besogne inutile. Je le déclare franchement, dussé-je pour cela déplaire à mon gouvernement. Si c'est le cas on n'a qu'à me déplacer. »

Peu après, il était en effet déplacé, par mesure de disgrâce, et remplacé par le général Seifoullah qui, lui, a adopté une ligne de conduite exactement opposée et s'est fait l'allié du consul roumain contre la population grecque.

On conçoit que dans ces conditions les fonctionnaires subalternes turcs s'acquittent de leur mission, avec un zèle parfois excessif. Chaque jour on signale des cas absolument révoltants de partialité en faveur de la propagande.

Déjà au lendemain de l'iradé de mai, le correspondant de la *Gazette de Francfort* (17 juin 1905) à Salonique mandait à son journal :

« Les commissions de recensement ont adopté comme critérium de nationalité la langue des intéressés et il arrive que des communes entières protestent contre ce système et refusent de faire de plus amples déclarations devant les commissions; il en fut ainsi dans les communes de Katarina et Langaza, du vilayet de Salonique. Dans le premier il y a de nombreux Hellènes parlant valaque. Cette partie de la population s'est de tout temps et jusqu'ici fait inscrire hellène tandis que par le recensement actuel on « la classe valaque ».

Les populations protestent, mais les protestataires ne restent pas impunis. Le gouvernement turc fait arrêter des notables et les jette en prison. A Samarina, par exemple, on les condamna à une forte amende (450 piastres) et à plusieurs jours d'emprisonnement, pour avoir refusé de

*s'inscrire roumains.* A Perivoli, à Avdella, on s'avisa d'un autre moyen de correction : l'autorité leur refusait de leur délivrer des passeports. Comme un grand nombre de Koutzo-Valaques, pasteurs de profession, hivernent en territoire grec, en Thessalie, le refus de passeport équivaut au refus de les laisser gagner leurs quartiers d'hiver. C'est l'impossibilité pour ces malheureux de gagner leur vie ! Tout récemment encore, en janvier dernier, le métropolitain de Grévéna, Mgr Agathangelos, écrivait au Patriarche que les notables du village de Varessi, habité par 40 familles toutes grecques, ont été conduits à Grévéna pour être jetés en prison, sous prétexte que des armes est des cartouches auraient été trouvées chez eux, alors que la cause réelle de leur arrestation était due à ce qu'ils avaient refusé, il y a deux ans, d'accepter un maître d'école roumain dans le village !

On peut aisément imaginer les conflits auxquels cette politique donne lieu dans les centres où la propagande a réussi à constituer un noyau de roumanisants. L'incident suivant qui eut Verroia pour théâtre en donnera une idée :

Hilmi-pacha donne l'ordre que l'Église grecque de la Sainte-Vierge soit livrée aux roumanisants. Un dimanche pendant l'office, la police fait irruption dans l'église et somme les Grecs d'en sortir; elle engage aussi les *ephores* de remettre les clefs de l'édifice à la propagande roumaine. Malgré le refus des Grecs et l'attitude menaçante de toute la population, les autorités procèdent à la fermeture de l'église. L'archevêque grec, conduit par plus de deux mille manifestants, se rend alors au *konak* afin de convaincre le *caïmacam*. Mais celui-ci demeure inébranlable, et, comme la foule exige que l'évêque ne quitte pas le *konak* avant de s'être fait rendre justice, le prélat doit s'enfuir par une porte dérobée. Le lendemain la ville entière est en effervescence; tous les magasins restent fermés en guise de protestation.

Ajoutons enfin qu'une forte pression a été exercée en vue de grossir, sur des documents officiels, les maigres effectifs du roumanisme, non seulement afin de lui procurer des clients, mais aussi pour lui faire atteindre le minimum de contingent requis pour la constitution dans une localité d'une communauté indépendante — minimum qui est de 20 familles.

---

## LE CONFLIT GRÉCO-ROUMAIN ET LE MOUVEMENT ANTIHELLENIQUE

Les efforts de la propagande étant demeurés stériles, à Bucarest on attribua ce résultat au « mauvais vouloir » du Patriarcat à reconnaître l'iradé du sultan ; on s'oubliait ainsi à avouer implicitement que la Roumanie ne peut rien contre l'attachement des Koutzo-Valaques à l'Eglise, à la nationalité grecques. En effet, du moment que des « communautés roumaines » avaient le droit de se former par autorisation du Sultan, les Koutzo-Valaques désireux d'en faire partie pouvaient parfaitement y adhérer sans consulter le patriarcat.

Néanmoins on n'avait pas encore désespéré d'arriver au but et puisque le Phanar se montrait inébranlable, peut-être, se disait-on, le gouvernement hellénique pouvait en faciliter la réalisation. Contre le patriarcat, la Roumanie ne pouvait rien ; mais à l'égard de la Grèce, en supposant qu'elle se montrerait réfractaire, on userait au besoin de moyens de coercition ; on s'attaquerait à ses nombreux nationaux établis en Roumanie, on lui déclarerait une guerre économique à outrance.

Demander à la Grèce d'intervenir auprès du Patriarcat de Constantinople afin que la Roumanie fût par lui secondée dans une entreprise qui, si vaine qu'elle fût, visait à dénationaliser les Koutzo-Valaques, c'était une démarche délicate autant qu'étrange. Il fallait ne la risquer que subsidiairement, la préparer en s'efforçant de créer une question gréco-roumaine. On ne fut point embarrassé pour trouver un prétexte : c'étaient les prétendus agissements des bandes grecques opérant en Macédoine contre les roumanisants.

Le 28 juin (v. s.) 1905, le ministre de Roumanie à Athènes, M. Papiniu, se présentait à M. Rhallys, président du Conseil, ministre des affaires étrangères, et lui faisait part du « mécontentement » de son gouvernement au sujet des « persécutions » dont « les Roumains de Macédoine » étaient l'objet « de la part des Grecs ».

« Cet état de choses, bien pénible pour le gouvernement

« roumain, ajoutait-il, ne pouvait avoir qu'une répercus-  
« sion dans la Roumanie elle-même. où il était fort à  
« craindre qu'on n'usât de représailles sur les Grecs,  
« comme cela s'était produit en Bulgarie. Le Ministre de  
« Roumanie a fini par me dire que son gouvernement  
« espérait que le gouvernement hellénique arrêterait la  
« persécution des Roumains en Macédoine, en donnant  
« en même temps des conseils au Patriarcat de ne pas s'op-  
« poser aux concessions accordées par le dernier iradé  
« impérial... » (1).

Toute la question était là : exercer une pression sur le Patriarcat afin de l'amener à reconnaître des communautés roumaines.

Répondant aux griefs énoncés par M. Papiniu, M. Rhallys repoussa l'accusation portée à la fois contre le gouvernement grec — que le représentant du roi Carol semblait vouloir solidariser avec les bandes grecques en Macédoine — et contre celles-ci qui n'agissaient que contre les bandits bulgares, coupables des crimes que l'on sait à l'égard de la population hellène, sans molester des roumanisants; c'était au contraire la propagande roumaine qui, désespérant de rien obtenir par ses propres moyens, avait eu recours aux bandes bulgares pour forcer les villages grecs à substituer à l'hellénisme le roumanisme! Pour ce qui était du désir de la Roumanie de faire intervenir la Grèce auprès du patriarche, le ministre hellène déclara que l'iradé du sultan, par lequel étaient accordés des privilèges aux roumanisants, portait atteinte aux droits du Patriarcat; que, par conséquent, il ne pourrait conseiller à celui-ci de ne pas s'opposer aux exigences de la Roumanie; que cette dernière ayant obtenu de la Porte le droit pour les Roumains de se former en communautés en Macédoine, il ne voyait pas la raison pour laquelle la Roumanie s'adressait à la Grèce pour cette affaire, car il ne pensait pas que le gouvernement roumain pût avoir la prétention que la Grèce le soutint dans l'œuvre de sa propagande en Macédoine.

S'il existait réellement, en Macédoine, dans les localités où la Roumanie eût désiré constituer des communautés roumaines, le nombre de familles requis à cet effet par la législation ottomane, son désir eût pu facilement se réaliser et, dans ce cas, le gouvernement roumain n'eût pas eu besoin de s'adresser à la Grèce, puissance étrangère, n'ayant rien à faire pour la reconnaissance de communautés établies en Turquie; qu'enfin, si la Roumanie persistait dans la voie dans laquelle elle s'était engagée, en adoptant

---

(1) Dépêche en date du 23 juin (v. s.) 1905, de M. Rhallys, ministre des Affaires étrangères, aux légations du roi accréditées près les gouvernements des grandes puissances. *Livre Blanc hellénique* (juin 1906).

d'ailleurs une politique désavouée peu de temps auparavant par un ministre de l'instruction publique de Roumanie en personne, M. Haret, dans un rapport officiel qu'il avait soumis au roi de Roumanie sur la Macédoine, on arriverait fatalement à la rupture des relations diplomatiques.

En effet, bientôt le différend amenait le conflit et le conflit la rupture, les mesures dont le gouvernement du roi Carol avait menacé la Grèce n'ayant pas tardé à être mises à exécution.

Le 31 juillet 1905 éclatait en Roumanie le mouvement antihellénique. A Giurgevo, le drapeau grec fut, sous l'œil bienveillant de la police, livré aux flammes par un groupe de manifestants qui, parcourant les rues, insultaient grossièrement et menaçaient de mort les Grecs ; les magasins et établissements grecs des diverses villes de Roumanie furent successivement attaqués, envahis, saccagés par la populace ; dans les rues, les Grecs étaient assaillis, blessés impunément ; à Bucarest, à Braïla, à Calafat, à Foxani, dans d'autres villes encore, les chefs du mouvement organisaient d'orageux meetings où les orateurs poussaient le foule à attaquer les Grecs. « Hors d'ici les Grecs ! Mort aux Grecs ! » Parmi les orateurs, figuraient des personnalités de marque. Dans ces palabres, M. Dissescou, sénateur, professeur à l'Université, se distinguait par la virulence de ses discours. Dans une réunion tenue le 2 août 1905, à la salle *Dacia* de Bucarest, et où l'éloquence des orateurs, MM. Léonti, président de la *Ligue macédo-roumaine*, Graditseau, président de l'*Union nationale*, etc., etc., se répandait surtout enclameurs et en vociférations, M. Dissescou, après avoir déversé les pires injures contre les Grecs, déclarait franchement que si le Patriarcat ne reconnaissait pas les communautés (imaginaires) créées par le gouvernement de Bucarest en Macédoine, il faudrait que les Hellènes de Roumanie fussent mis hors la loi. Et pour démontrer le bien-fondé de sa thèse, l'orateur affirmait que Justinien et Constantin étaient de très authentiques Roumains, que la Macédoine n'avait jamais été « depuis des temps immémoriaux, qu'une province roumaine ».

Un autre orateur s'écriait : « Nous ne pouvons tolérer plus longtemps que les Grecs jouissent de tous les bienfaits que leur procure leur séjour parmi nous, qu'ils s'enrichissent et bâtissent des écoles, des églises et des palais, quand leurs congénères de Macédoine massacrent nos frères ».

Les Grecs de Macédoine massacrant des Koutzo-Valaques ! Voilà qui est décidément trop fort (1).

---

(1) Par contre, « suivant les rapports officiels émanant « des rares localités

Le meeting prenait fin par un ordre du jour protestant contre l'attitude du patriarcat et de la Grèce et invitant le public à boycotter les Hellènes établis en Roumanie.

Ces manifestations produisirent une si fâcheuse impression que la presse éprouva le besoin de l'atténuer quelque peu. C'est ainsi qu'au lendemain de ces manifestations, l'*Indépendance Roumaine*, après avoir signalé les dangers de semblables procédés, concluait en ces termes :

« Nous devons regretter l'incident qui s'est produit devant la boutique portant l'enseigne « A la ville d'Athènes ». Pas de violence d'aucune sorte : telle est notre devise. De l'énergie, de la virilité dans nos sentiments et nos actions, oui, mais ni criaileries, ni fanfaronnades, ni démonstrations tumultueuses. De pareilles diversions nous détourneraient du but poursuivi au lieu de nous en rapprocher. Rappelons-nous que le bien ne fait pas de bruit et que le bruit ne fait pas de bien. »

Pourtant les énergumènes de l'*Union macédo-roumaine* n'étaient pas les seuls à avoir conseillé et commis des violences contre nos compatriotes. Le gouvernement en donnait lui-même l'exemple, puisque loin de chercher à apaiser les esprits et à réprimer le mouvement, il se mettait lui aussi de la partie, le cabinet Cantacuzène prêtant aux suggestions de la clique dite macédo-roumaine une attention d'autant plus grande que se sentant assez ébranlé pour craindre une chute prochaine, il cherchait dans une diversion un regain de popularité.



C'est par là que commencèrent ces mesures vexatoires ou draconiennes dont on frappa les écoles, les églises, le commerce, la navigation hellènes, et que fut inauguré ce plan de persécution dont les 80.000 Grecs de Roumanie furent victimes depuis deux ans.

Et pour justifier ces attentats, dont doit rougir un pays

---

de Pinde où la propagande roumaine a pu s'établir, annoncent une série d'attentats contre les écoles et les instituteurs grecs. Ainsi à Samarina (bourgade où sur 500 familles environ on ne compte que trente familles roumanisantes) la propagande, avec quatre instituteurs et seize élèves, a prétendu occuper l'école centrale grecque qui abrite sept professeurs et 175 élèves. Elle s'est tournée ensuite contre la seconde école communale ; une petite bande y ayant pénétré avant le commencement des cours, assaillit l'instituteur grec N. Papaïoannou et le blessa au visage et au bras ; elle s'empressa d'ailleurs de fuir son coup accompli.

« Le même jour, un des instituteurs grecs d'Avdella était attaqué dans un lieu écarté et blessé à la tête. Quelques jours auparavant, dans la même bourgade, un autre instituteur grec, Z. Verros, avait été attaqué à coups de revolver ; enfin à Périvoli le notable grec Tsoukantanas fut tué à coups de poignard, tandis que son jeune fils Georges, qui était accouru à son secours, avait les quatre doigts de la main droite coupés. » (*Le Bulletin d'Orient*, 29 juillet 1905).

civilisé, de quoi n'accusa-t-on pas les Grecs? Ils recueillirent des sommes destinées à faire massacrer les Valaques roumanisants de Macédoine! Ils complotaient contre l'État même qui leur offrait l'hospitalité! Ils étaient des traîtres, des ingrats!

Or, ce sont précisément les Grecs qui sont autorisés à adresser semblable reproche aux Roumains. Pour quiconque connaît leur pays, c'est sous l'administration humaine et éclairée des hospodars qui dès le xvii<sup>e</sup> siècle furent choisis par la Porte parmi les grandes familles grecques du Phanar, que les Roumains connurent pour la première fois les bienfaits de la civilisation. Dès cette époque, le nombre des Grecs allant s'établir en Roumanie s'accrut considérablement; servis par leur esprit d'entreprise, leurs aptitudes commerciales et leur activité, ils fondèrent des colonies florissantes qui s'enrichirent, il est vrai, mais enrichirent aussi le pays et ne contribuèrent pas peu au développement de ses ressources naturelles.

Ce sont eux qui ont donné l'essor au commerce d'exportation, eux qui ont fait entrer l'argent étranger dans les caisses publiques et privées. C'est grâce aux marins et aux petits voiliers grecs qui remontaient le Danube jusqu'aux limites les plus extrêmes du pays que les céréales et autres produits du sol arrivaient dans tous les ports de la Méditerranée, dans tous les ports de l'Occident. Et à l'heure même où l'on sévissait avec tant de rigueurs contre les Grecs de Roumanie, le service fluvial était presque entièrement assuré par des mariniers, des débardeurs et des armateurs grecs, les Roumains ayant été, étant toujours un peuple d'agriculteurs.

Ainsi, ce sont les Hellènes qui, les premiers, donnèrent l'impulsion au développement du bien-être matériel du pays, qu'ils ont par la suite accentué, et qui, dès son origine, fut suivi par le relèvement intellectuel qui ne tarda pas à amener le réveil de la conscience nationale chez les Roumains, vérité que ceux-ci ne cachent d'ailleurs point.

Tout cela fut oublié il y a deux ans, et l'agitation hellénique n'avait pas plutôt éclaté que le gouvernement, enchevêtrant sur les violences organisées par la *Ligue macédo-roumaine*, prenait la tête du mouvement. Il débuta par la suppression du quotidien grec de Bucarest, la *Patris*, suivie de l'expulsion de son directeur, M. Simos, et du personnel de la rédaction: mesures qu'on voulut justifier en accusant les expulsés d'avoir, au lendemain du meeting antigrec de Bucarest, provoqué des désordres par la distribution d'une carte de la Macédoine grecque, alors que cette carte avait été éditée et distribuée deux ans auparavant, le 1<sup>er</sup> janvier 1903, aux abonnés de la *Patris*!

D'autres expulsions suivirent. En février 1906, le Conseil des ministres arrêtait une liste de proscrits sur laquelle

figuraient des notables de la colonie grecque : MM. N. Chryssoveloni, A. Valsamachi, Ch. Zappa, R. Chaïta, P. Spandonidi, G. Migliaressi. Un délai de vingt-quatre heures leur fut accordé pour gagner la frontière. Certains d'entre eux ayant demandé une prolongation de ce délai, afin de mettre en règle des affaires en suspens, se le sont vu catégoriquement refuser. Le ministre d'Autriche qui était intervenu en faveur de M. Spandonidi, gravement malade, ne put obtenir un sursis.

On motiva cette mesure en déclarant que ces personnages faisaient partie de l'Association l' « Hellénismos » que j'ai l'honneur de présider, alors que certains d'entre eux ne comptaient pas parmi les membres de cette association, alors que, d'autre part, des sections de « l'Hellénismos » existaient depuis 1903 en Roumanie, franchement, ouvertement, ne poursuivant nul but occulte ni antiroumain, à preuve ce fait que des Roumains eux-mêmes, tels le professeur Tocilescu, en faisaient partie à titre de membres étrangers.

Le cabinet roumain ne s'en tint pas à ces seules expulsions. Depuis deux ans, il prit successivement des mesures analogues à l'égard d'autres personnalités des colonies hellènes, et tout récemment encore, le 22 février 1907, le ministère Cantacuzène obligeait quarante-sept autres Grecs de quitter, dans les vingt-quatre heures, le territoire roumain, abandonnant leurs affaires, leurs biens, leurs intérêts commerciaux.

Loin d'abattre leur patriotisme, ces mesures de persécution, sans précédent dans les annales du droit des gens, ne firent qu'en aviver l'ardeur. C'est l'honneur de ces proscrits que la dignité avec laquelle ils répondirent à la sentence d'ostracisme dont ils étaient frappés. L'inqualifiable attitude du gouvernement de Bucharest, si désastreuse qu'elle puisse être pour nos colonies grecques de Roumanie, hier si florissantes, nous aura du moins réservé la satisfaction de constater que les Hellènes savent endurer avec patience et longanimité l'infortune privée que leur patriotisme peut leur attirer.

Notre compatriote, M. Antoine Valsamachi (1), en re-

---

(1) A propos de son expulsion, voici quelques fragments d'une lettre privée adressée par Mme Valsamachi à un ami à Athènes et que celui-ci a cru devoir faire connaître au public, bien que cette lettre ne fût pas destinée à la publicité :

« Mon mari a été également expulsé et nos pertes sont énormes. Mais tout cela ne compte point, quand on sait que c'est le prix du patriotisme. Il est hors de doute que nous sommes victimes d'une injustice de la loi roumaine, car nul d'entre nous n'a trahi le pays où il a vécu. Le Grec est trop loyal. Il a trop de cœur pour être traître. Mais si d'adorer sa patrie, de se sacrifier pour elle constitue une trahison, alors oui ! nous nous glorifions d'être taxés de trahison. La presse roumaine nous accuse d'avoir subventionné un comité chargé d'envoyer des subsides en Macédoine pour

cevant communication de l'arrêté d'expulsion, répondit qu'il quittait volontiers le territoire roumain pour n'y plus revenir, quelque funeste que cette résolution pût être pour ses intérêts.

Un autre Hellène, M. Alcibiade Embiricos, qui, tout en restant bon Hellène, a toujours été un véritable bienfaiteur pour les établissements scolaires et de bienfaisance roumains, fut pourtant compris dans la première liste de proscription. Six agents de police s'étant présentés chez lui pour opérer une perquisition domiciliaire tendant à établir que M. Embiricos était réellement coupable, parce que membre de l'Association l'« Hellenimos », il leur répondit que toute enquête était inutile puisqu'il ne faisait pas un secret de sa participation à l'œuvre de cette Société patriotique et de telle autre association qui travaille dans l'intérêt de l'hellénisme. M. Embiricos déclara qu'il quittait sans regret, mais sans esprit de retour, la Roumanie dont le gouvernement, prétendu civilisé, avait violé si impudemment les droits les plus élémentaires des étrangers (1).

Il est juste d'ajouter que si les expulsés furent ainsi traités par le gouvernement roumain au mépris de toute justice, en revanche, ils furent de la part de la société,

faire assassiner les Roumains ! Quelle absurdité, quel mensonge odieux, quelle atroce calomnie !

« A Paris, nous apprimes que le nom de mon mari avait été mêlé à toutes ces histoires de brigands, et là-dessus il se rendit à Bucharest. Là, on a voulu faire exception en faveur de mon mari, mais M. Valsamachi a décliné cette faveur, préférant partager le sort de ses sept compatriotes exilés.

« Les sept ou personnes, a-t-il dit, car nous sommes tous innocents et ce serait une honte que moi je fusse seul excepté. »

« C'est avec empressement qu'il accueillit la sentence d'expulsion. Aux journalistes qui vinrent l'interviewer, il déclara qu'il ne remettrait plus le pied en Roumanie, même si le décret dont il était frappé était révoqué.

« A son fils, il envoya l'arrêté d'expulsion, en lui recommandant d'imiter l'exemple paternel et de ne pas reculer devant le sacrifice quand il s'agit de la patrie. »

(1) Au lendemain de ces expulsions, l'organe bucharestois, l'*Adeverul*, disait :

« Attaquons énergiquement les Grecs, mais en même temps, admirons-les et tâchons de les imiter.

« Les derniers faits découverts par la police et nos propres révélations démontrent que nous avions raison lorsque nous doutions de notre patriotisme qui consiste à faire beaucoup de bruit et peu de besogne. Entre autres circonstances, citons celle-ci : au lendemain de la destruction de Krushero par les troupes turques et les bandes bulgares, deux souscriptions ont été ouvertes en faveur des sinistrés, l'une par les Grecs, ayant à leur tête M. Chryssoveloni, l'autre par les Roumains représentés par le docteur Leoni. Il est honteux d'avouer le résultat de ces souscriptions. Les Roumains ont donné 3.000 francs, les Grecs en ont recueilli 80.000.

« Ce que les Grecs ont fait là s'appelle du patriotisme... Nous aurons beau persécuter les Grecs, il nous faudra reconnaître que leur patriotisme, qui combat nos intérêts nationaux (?), est admirable ; c'est là une preuve que ce peuple a plus de vitalité que le nôtre. »

où ils ne comptent que des amis, l'objet des marques de sympathies les plus vives.

Ici, laissons la parole à un de ces Roumains qui, au milieu de la tempête antigrecque qui soufflait dans la presse de Bucarest, osait prendre parti pour les victimes, Voici en effet ce qu'écrivait, au lendemain de ces expulsions, un journal roumain, le *Destapterea* :

« Et pourquoi ces Grecs furent-ils expulsés? Unique-  
« ment parce que leurs noms étaient grecs, et sous pré-  
« texte qu'ils étaient membres de l'association l' « Hellé-  
« nismos », mais de vrais Roumains font aussi partie de  
« cette association, tel le professeur G. Tocileseu, membre  
« de l'Académie roumaine, et qui était à la tête de la délégation des étudiants roumains qui avait visité Athènes  
« il y a quelques années. Ces procédés d'expulsion sont  
« d'une criante injustice et sans précédent dans les annales  
« du monde civilisé. Sur l'accusation parfois de simples  
« aventuriers, on a chassé du territoire roumain sans même  
« les juger, des commerçants, des banquiers, les obligeant  
« ainsi d'abandonner leurs intérêts et une fortune honnêtement acquise. Si on avait soumis les Hellènes à une  
« enquête judiciaire avant de les expulser, il est plus que  
« certain que l'inanité des accusations formulées contre  
« eux auraient été prouvée. Les listes composées à ce  
« sujet comportaient un millier de noms et si on n'expulsa  
« que la mineure partie des personnes inscrites, cela n'est  
« dû qu'à la sagesse et à la modération de certains per-  
« sonnages et surtout à l'intervention des classes supé-  
« rieures.

« La Roumanie ne peut trouver que des frères et des  
« amis dans les rangs de ceux qui ont donné à notre nation  
« des patriotes et des hommes d'Etat illustres, comme  
« Dionysios Fotino, historien, comme Grégoire Voda  
« Ghica, qui a préféré être décapité plutôt que de con-  
« sentir, étant prince de Moldavie, à ce que la Bouco-  
« vine fût prise par les Autrichiens; comme Costache  
« Aristia, l'ami et le compagnon de Héliade pour la fonda-  
« tion du théâtre national, comme Asaki, Iatropoulo,  
« Barbu, Catarzi, Lascar Catargi, Aristache Polychroniade,  
« Eugène Stalesco, Alexandre Lahovari, Michel Pascali,  
« Constantin, Dimitriade, Vangheli et Constantin Zappa,  
« Teka Anastasio, les docteurs Kyriazi et Serfioti.

« Des hommes d'Etat comme Georges Cantacuzène,  
« premier ministre de Roumanie, qui descend de l'illustre  
« famille des empereurs byzantins, comme le général  
« Georges Mano, ce caractère de bronze, l'orgueil de  
« l'armée roumaine, comme M. Nicolas Fleva, orateur  
« populaire distingué, ancien ministre des domaines et  
« actuellement ministre à Rome, comme M. Constantin

« Disesco, professeur à l'Université, ancien ministre,  
« actuellement sénateur et futur ministre, neveu du grand  
« grammairien grec et supérieur du monastère Arnota  
« Disesco, bien qu'étant aujourd'hui le plus acharné per-  
« sécuteur des Grecs en Roumanie, ne peut cependant pas  
« nier son illustre origine grecque.

« Toujours d'origine grecque sont les ministres actuels  
« MM. le général Jacques Lahovari et Jean Lahovari ; le  
« prince Démètre Mourouzi, le préfet de police actuel de  
« la capitale. Un des plus fidèles et dévoués serviteurs du  
« trône est M. Jean Calender, président de l'Académie  
« roumaine et administrateur des domaines de la Cou-  
« ronne, qui est d'origine grecque depuis deux générations  
« seulement. Dans le corps législatif, au sein du corps  
« professoral, dans le barreau, dans la magistrature, dans  
« les plus hautes fonctions civiles et militaires, nous trou-  
« vons un grand nombre de Roumains qui sont d'origine  
« grecque.

« Parmi les grands industriels, nous trouvons des noms  
« comme Negroponte, Topali, Violato, Valeriano, Sapa-  
« tino, etc., etc. ! des hommes qui ont donné à la nation  
« les meilleurs défenseurs, qui ont généreusement versé  
« leur sang sur le champ de bataille pour l'indépendance  
« roumaine ; leurs ossements, ainsi que ceux de leurs  
« aïeux, étaient mêlés dans le même tombeau aux osse-  
« ments des Roumains, avec lesquels ils ont vécu ensemble  
« sur la terre roumaine. »

Vainement la diplomatie grecque dans ses notes à feu le général Lahovary, démontrait que, les griefs formulés par la Roumanie à l'égard des bandes gréco-macédoniennes fussent-ils fondés, le cabinet de Bucharest ne pouvait rendre le gouvernement grec responsable des faits incriminés, attendu qu'ils se passaient en Macédoine, que, dès lors, aucune corrélation ne saurait être établie entre des actes qui avaient lieu en territoire étranger, échappant à toute action du gouvernement hellénique, et les violences dont les Grecs avaient à souffrir en Roumanie et dont le gouvernement du roi Carol devait seul assumer l'entière responsabilité. Le général Lahovary répondait invariablement en déplaçant la question, en répondant aux arguments par des fins de non-recevoir non motivées. Ici, invoquons encore un autre témoignage roumain, celui de M. Panu, homme politique et publiciste.

« Les faits, disait-il dans une revue bucharestoise, la  
« *Semaine*, que nous reprochons au gouvernement grec se  
« passent en Macédoine et non sur son propre territoire.  
« De plus les Koutzo-Valaques sont sujets ottomans et non  
« sujets roumains. Le lien qui nous unit à eux est un lien  
« de sang et non de droit. En diplomatie, de pareils liens  
« peuvent autoriser des démarches amicales, non une inter-

« vention officielle. Rappelons-nous ce qui s'est passé  
« pour les Roumains de Hongrie. Nous avons mené en  
« leur faveur une lutte violente. Mais cette lutte a été  
« menée uniquement par l'opinion publique. Jamais le  
« gouvernement roumain n'a songé à intervenir auprès  
« du gouvernement austro-hongrois. Pourtant, nous le  
« répétons, il s'agissait ici de populations roumaines, unis à  
« nous depuis des siècles par une communauté de senti-  
« ments nationaux et de culture intellectuelle; les actes  
« contre lesquels nous protestions étaient commis par des  
« Hongrois, qui en prenaient officiellement la responsabilité.  
« Dans la question macédonienne, au contraire, nous  
« nous sommes directement adressés au gouvernement  
« hellénique et nous l'avons menacé de représailles.  
» Pourquoi deux manières dans deux questions qui exi-  
« geaient le même traitement ? »

\*  
\* \*

Pourtant, le mouvement anti-grec continuait, de plus en plus violent. Après les mesures décrétées contre les sujets grecs, c'était le tour de nos institutions scolaires et ecclésiastiques. On ferma successivement les écoles grecques de Braïla, Toultsa, Constantza, Calafat, Sulina, etc.

Ce fut d'abord le gymnase grec de Braïla, *Proodos*, une des institutions grecques les plus florissantes en ce pays. On reprocha à cet établissement : 1° Le fait que son directeur ne jouissait que d'une autorisation provisoire; 2° que le sous-directeur ne connaissait pas suffisamment la langue roumaine; 3° que le local était trop petit et malsain, 4° que le roumain y était insuffisamment enseigné. La direction n'eut pas de peine à prouver que toutes ces accusations étaient sans fondement, que notamment le ministère de l'instruction publique avait accordé au directeur une autorisation en bonne et due forme, que le sous-directeur connaissait si bien le roumain qu'il avait pu plaider en personne la cause de l'établissement, que les inspecteurs scolaires avaient à plusieurs reprises reconnu le caractère hygiénique des locaux, que le roumain y était enseigné quatre heures par jour, etc. Rien n'y fit, chacun savait d'ailleurs par avance que ces accusations n'étaient que des prétextes. Il est toujours facile de trouver dans l'arsenal des lois et décrets quelque disposition oubliée qui excuse en apparence l'intervention gouvernementale. A Galatz, par exemple, on reprocha à la direction du lycée d'avoir fait travailler les élèves d'une classe dans la salle d'une autre! d'avoir, à la fin des classes, laissé un élève quitter le lycée avant le professeur! etc. A Sulina, le directeur des écoles, M. Economopoulos et la directrice, J. Porphyratos, furent privés du droit d'enseigner pour avoir permis une

quête en faveur de la flotte grecque. Cinq élèves: Kyriakidis, Contogouris, Avgérimos, Gérasimos et Canalis, furent exclus du lycée pour avoir pris l'initiative de cette quête, A Calafat. L'école grecque fut fermée sans aucune explication et le prêtre grec jeté en prison pour avoir négligé une formalité touchant son passeport.

Les églises grecques ne furent pas davantage épargnées. C'est le clergé lui-même qui, à la tête d'une populace fanatisée, menait la campagne. A Bucharest et à Braïla des meetings furent organisés par des prêtres. L'archevêque de Bucharest, Sophronios, assista à une réunion populaire dans laquelle les pires injures furent lancées contre le patriarche œcuménique et tout le clergé grec.

On attaqua même la chapelle de la légation de Grèce à Bucharest. Le 12 février 1906, durant l'office du soir, une trentaine d'individus y pénétraient. Un des intrus s'approcha du chantre et lui demanda en grec l'autorisation de lire le texte sacré. Se conformant aux usages, le chantre consentit à cette demande; mais l'inconnu, au lieu de lire en grec, se mit à réciter un texte roumain qu'il entremêlait d'injures contre les Grecs. Malgré cet incident qui pouvait passer pour l'acte d'un dément, le prêtre continua l'office; mais, arrivé à la lecture de l'évangile, il fut arrêté par les manifestants, qui exigèrent bruyamment que l'évangile fût lu en roumain. Comme l'officiant répliqua que l'église était grecque et qu'il ne connaissait, pas d'ailleurs, la langue roumaine, les manifestants se précipitèrent sur lui et le forcèrent à se réfugier à l'hôtel de la légation. Alors seulement le commissaire de police, présent dès le début, intervint et, après avoir adressé quelques mots aux manifestants, invita l'ecclésiastique grec à revenir. Mais, à peine le prêtre rentré, le tumulte reprit de plus belle. Il fallut de nouveau suspendre l'office. Comme le vacarme continuait, le sous-directeur de la préfecture de police arriva et réussit à faire évacuer l'église. Pendant toutes ces scènes qui durèrent une heure et demie, la police refusa d'employer la force et ne fit pas appel à l'escouade d'agents qui se trouvaient devant la légation de Grèce.

Dans la soirée, les auteurs de ces troubles, suivis d'une foule de manifestants à la tête desquels le fameux Poutsaréas, un des agents de la propagande roumaine en Macédoine, se mirent à parcourir les rues de Bucharest aux cris de « Mort aux Grecs ! » Les manifestants promenaient une enseigne injurieuse pour les Grecs. Un orchestre scandait les cris et les vociférations. Des discours tumultueux furent prononcés, les cafés grecs assaillis. Et la fête se terminait par un banquet en l'honneur du préfet de police en personne, M. Mourouzi. Durant toute la soirée, les joyeux banqueteurs ne cessèrent de pousser le cri de « Mort aux Grecs ! »

Cependant les persécutions contre les Hellènes continuaient toujours. Expulsions, dénis de justice, insécurité de vie, d'honneur et de biens. perquisitions domiciliaires ; ils étaient victimes d'une situation intolérable. Mille mesures vexatoires et tracassières furent prises contre eux. En voici quelques exemples. A Bucharest un Grec, qui avait oublié de faire balayer sa cour, fut invité à se présenter au commissariat de police, où on lui infligea une amende de 100 francs. Un autre Hellène, surpris à Kalafat en train de lire un journal grec, fut pour cela convoqué devant les autorités de police et contraint de payer une forte amende.

Un autre jour, à Costantsa, une bande de mauvais plaisants pénétraient dans le café grec de la ville et invitaient le patron à enlever les cadres ornant les murs de sa boutique et contenant les portraits du roi et de la reine de Grèce et ceux de plusieurs capitaines de la guerre de l'indépendance hellénique. Comme le propriétaire du café leur opposait un refus, les perturbateurs se mirent en devoir de briser ces portraits à coups de canne, après quoi ils mirent à sac l'établissement.

Dans la plupart des villes habitées par des Hellènes, l'insécurité pour nos compatriotes était telle qu'ils n'osaient plus s'aventurer facilement dans les rues. On se rappelle du reste que les propagandistes roumains ne reculèrent même pas devant le meurtre. Le 8 décembre 1905, en pleine rue de Calafat, une personnalité grecque, d'origine valaque-macédonienne (1) était assassinée. Voici le télégramme que le *Temps* (11 décembre 1905), publiait sur cette affaire :

« Un assassinat politique sensationnel, qui ne laissera  
« pas que d'influencer le conflit gréco-roumain, a été  
« commis à Kalafat en pleine rue sur la personne du direc-  
« teur de la Banque agricole, M. Michel Papadimitriou,  
« Koutzo-Valaque de naissance. L'assassin, venu de Bucu-  
« rest, se nommant Tomăi-Jon, âgé de vingt-deux ans,  
« également Koutzo-Valaque, s'est constitué prisonnier. Il  
« a déclaré avoir tué M. Papadimitriou parce que celui-ci,  
« bien que Koutzo-Valaque, professait des sentiments  
« grecs et aidait matériellement à la formation des bandes  
« grecques en Macédoine. »

Bien que depuis quarante-cinq ans fixé en Roumanie, où d'ailleurs il occupait une fonction publique, Papadimitriou, en bon Koutzo-Valaque, demeurait Hellène sans pour cela se départir de son loyalisme pour le pays où il vivait. Son unique tort avait été de rester Grec. Quant à l'accusation qu'il contribuait matériellement à l'entretien

---

(1) Il était originaire de Kroussovon, où il se rendait périodiquement pour voir ses parents.

des bandes grecques en Macédoine, on sait ce qu'il faut en penser; c'est sous ce prétexte que furent persécutés, ruinés et expulsés tous les notables Hellènes de Roumanie.

Sauf quelques rares exceptions, la presse roumaine fut pleine d'indulgence pour l'auteur du crime. Le gouvernement *Adevcrul*, il est vrai, déclara que le meurtrier « avait eu tort d'assassiner Papadimitriou » mais que d'autre part celui-ci n'avait pas eu moins tort « en n'étant pas un bon patriote roumain, mais un philhellène. »

Le meurtrier fut naturellement acquitté. Ce simulacre de procès donna même lieu à des manifestations patriotiques dont l'assassin fut le héros.

D'autres Grecs tombèrent également sous le poignard d'agents stipendiés de la *Ligue Macédo-roumaine* qui cherchait par là soit à terroriser la population hellène de Roumanie, soit à se venger des insuccès de la propagande en Macédoine : c'est ainsi que furent tués Paraschidès, à Bucharest, dont le meurtrier, un certain Madjaros, fut acquitté par le jury, pas plus tard qu'en décembre dernier ; Komis, assommé à coups de massue (1), enfin un des Hellènes les plus en vue de la colonie grecque de Giurgevo, Charalambos Constantatos, assassiné le 10 mars dernier en cette ville, par un individu qui avoua n'avoir jamais connu la victime et avoir été chargé d'un crime (2), au sujet duquel

---

(1) Le *Diminetsea* et autres journaux roumains donnèrent sur ce crime, au mois de mars dernier, les horribles détails que voici :

« Komis, originaire de Céphalonie, habitait chez son ami et compatriote St. Razis. C'est là que les émeutiers vinrent le chercher. La maison fut mise au pillage. Komis fut d'abord blessé d'un coup de revolver puis on l'assomma à coups de *tchoumaks* (espèce de massue). Le cadavre mis dans un sac, fut alors transporté dans la salle principale de la maison, où se trouvait un piano. Là il fut soigneusement dépecé et les différentes parties du corps furent accrochées aux tableaux qui ornaient les murs. Cette macabre décoration terminée, les émeutiers, aux sons du piano, se mirent à danser une sarabande infernale, insultant la dépouille du défunt et détruisant les meubles.

« St. Razis, sa femme et ses trois enfants, dont l'aîné est âgé de sept ans, n'échappèrent que par miracle au sort de Komis. »

(2) Constantatos avait été, un an auparavant, l'objet d'une tentative d'assassinat. Le meurtrier Tsiaras, arrêté alors, bien qu'ayant formellement avoué qu'il était allé à Giurgevo avec l'intention de faire disparaître notre compatriote, bénéficia d'une ordonnance de non-lieu.

Le parquet n'avait pas davantage poursuivi le fameux évergumène Poutsarés et ses acolytes qui avaient assailli Constantatos à la gare de Philaret. En dépit des représentations du ministre du Russie, chargé, depuis le conflit gréco-roumain, des intérêts helléniques, on n'avait même pas ouvert une enquête.

Les suites de cette indulgence voulue de la magistrature roumaine ne se firent pas attendre. Enhardie par cette impunité, encouragée aussi par l'acquiescement des meurtriers de Papadimitriou de Paraschidès, la bande, qui mène à Bucharest la campagne contre les Grecs, essaya tout d'abord d'extorquer de l'argent à Constantatos, en le menaçant de mort.

Ne sachant que trop à quoi s'en tenir sur les mœurs politiques roumaines, et convaincu qu'en pareilles circonstances un Grec a toujours tort en

l'officieuse Roumanie, prise d'une pudeur tardive, disait :  
« La responsabilité de ce crime incombe en première  
« ligne, aux juges qui, par les acquittements scandaleux  
« qu'ils ont prononcés à plusieurs reprises, ont fait naître  
« dans la mentalité des criminels l'espoir de l'impunité. »

\*  
\* \*

Ce ne fut pas tout.

Dès le début du conflit, la Roumanie frappait la navigation grecque de taxes triples et quadruples ; de même le commerce grec fut imposé de surtaxes si onéreuses qu'elles équivalaient à la prohibition de l'exercice du commerce.

Enfin, la Roumanie dénonçait, en septembre 1905 la convention de commerce du 19 décembre 1900 ainsi que le Protocole y annexé.

Pour ce qui était du traité de commerce, convention d'une durée limitée, le gouvernement roumain usa d'un droit incontestable. Il n'en est plus ainsi de la dénonciation du Protocole, acte diplomatique contractuel sans échéance et dont les effets ne peuvent cesser que du consentement des deux parties ayant contribué à sa conclusion ; elle était manifestement arbitraire et illégale. Mais feu le général Lahovary, alors ministre des Affaires étrangères, ne s'embarrassait pas de points de droit international. Il tenait d'autant plus à l'abrogation du Protocole que cet acte diplomatique reconnaissait *définitivement* la personnalité morale aux institutions scolaires et ecclésiastiques des communautés grecques de Roumanie, qu'il s'agissait de frapper (1).

Dénonciation du Protocole non susceptible de dénonciation (2) ; imposition de surtaxes arbitraires, contraires au principe de l'égalité de droits en faveur des nationaux de toutes les puissances (3) ; expulsions en masse de sujets hellènes — mesure à laquelle les peuples modernes n'ont recours qu'en cas de guerre — ; refus de réparer l'offense faite au drapeau grec ; impunité des agresseurs et des

---

Roumanie, même quand on le fait chanter, il avait une première fois versé 3.000 francs entre les mains de la bande. Sommé une seconde fois de s'exécuter, il refusa ; il fut aussitôt assassiné.

(1) « Pour que cette existence, écrivait M. Rhallys au général Lahovary, « en date du 9 novembre 1905, puisse leur être retirée, il faudrait, en la circonstance, également le concours de la volonté de l'autre Etat contractant, qui a contribué à ce que cette existence, dont les institutions helléniques étaient déjà les bénéficiaires, leur soit définitivement reconnue.

« Du reste, le but final que s'est proposé le Protocole de 1900 par la reconnaissance de la personnalité civile des institutions ecclésiastiques et scolaires en question, était d'assurer à ces institutions d'une manière incontestable et pour toujours la jouissance des biens immeubles qui leur appartenaient déjà, la légitimité de leur libre fonctionnement n'ayant « jamais été mise en doute. » *Livre blanc hellénique*, 1906.

(2) Conférence de Londres de 1871 (1<sup>er</sup> Protocole).

(3) Traité de Berlin, art. XLIV.

assassins de sujets hellènes, violation du principe de l'exterritorialité par l'envahissement et le sac de la chapelle de la légation de Grèce à Bucharest, tels sont les principaux points sur lesquels la Roumanie a violé, à l'égard de la Grèce, les règles de droit international.

La Grèce, forte de son droit, proposa de résoudre le différend par voix d'arbitrage :

« En présence de la divergence d'opinions qui s'est  
« manifestée au sujet de la reconnaissance définitive consi-  
« gnée dans le Protocole du 19 décembre 1906 — écrivait  
« M. Skouzès au général Lahovary (1), le Gouvernement  
« Hellénique ne pouvant plus espérer, ainsi qu'il le  
« souhaitait, voir résoudre la question par une entente  
« directe, considère qu'il y a lieu de soumettre le différend  
« surgi à l'appréciation de la Cour permanente d'arbitrage  
« établie à la Haye. »

Le ministre roumain répondait, le 21 janvier/3 février, en déclinant cet offre.

Dans une circulaire aux représentants de la Roumanie à l'étranger, le même ministre disait :

« Nous ne pouvons admettre qu'un tribunal puisse se  
« prononcer sur le bien fondé de notre droit souverain de  
« supprimer quelques institutions étrangères établies sur  
« notre territoire, suppression dont pourrait se plaindre  
« la Grèce, lorsque le même tribunal ne pourrait entendre  
« nos plaintes sur les assassinats et les dévastations com-  
« mis par les Grecs contre des prêtres, des co-nationaux  
« et des églises roumaines, ni sur la persécution odieuse  
« exercée par le patriarche œcuménique contre les prêtres  
« roumains de la Macédoine. »

Et plus loin :

« *Tout gouvernement qui interviendrait pour nous con-*  
« *sciller l'arbitrage* PRENDRAIT PARTI POUR LA GRÈCE CONTRE  
« NOUS. » (2).

Il est certain que, si la Roumanie avait estimé que le bon droit était de son côté, elle n'eût pas rejeté d'avance le prononcé d'un tribunal impartial. Pourquoi, un tribunal international ne pourrait-il pas connaître des griefs des Roumains, et en contrôler le bien fondé par une enquête dont il n'eût pas été malaisé de charger les consuls des puissances en Macédoine?

Il convient de remarquer que c'est plutôt parce qu'il avait conscience de ses torts que le cabinet Cantacuzène n'osa pas porter le débat devant une juridiction internationale. C'était la condamnation même de sa propre politique.

La Roumanie ne mit pas moins d'obstination à repousser les offres de médiation du gouvernement russe.

(1) Noté en date du 31 déc. 1905. *Livre blanc hellénique*, 1906.

(2) *Livre vert roumain*, 1906.

Sur quoi, survint la rupture des relations diplomatiques, au mois de juin de l'année dernière.

Les deux gouvernements rappelèrent leurs représentants respectifs, le ministre de Russie à Bucharest ayant assumé la protection des intérêts grecs en Roumanie, tandis que le représentant de l'Italie était chargé des intérêts roumains en Grèce.

Peu après, le 22 juillet, le gouvernement roumain accentuait la gravité de la situation en interdisant toutes les importations de Grèce et en frappant les sujets grecs d'un impôt foncier double et de patentes triples.

De son côté, la Grèce usait de représailles en frappant de droits de douane supplémentaires les marchandises de provenance roumaine et les navires battant pavillon roumain. Représailles assez anodines, et qui étaient loin de contrebalancer les coups portés aux intérêts des Grecs en Roumanie, dont le nombre atteint 80-000, alors que les nationaux de ce pays établis en Grèce se comptent au bout du doigt. Est-il besoin d'ajouter que c'est cette disposition précisément qui avait encouragé la Roumanie à la guerre économique et nationale qu'elle déclara aux nôtres?

Le préjudice causé à nos colonies de Roumanie est sans doute immense. Des intérêts incalculables, de grosses fortunes ont sombré dans la tourmente. Pourtant à y regarder de plus près, et en se plaçant sur le terrain strictement économique, on s'aperçoit que ce conflit atteint en définitive la Roumanie bien plus que la Grèce. C'est celle-là qui a eu à regretter surtout les dommages subis par les Hellènes établis dans le pays. En effet, les richesses acquises par ces derniers, qu'elles soient consommées ou accumulées par l'épargne, restent en Roumanie. En frappant ces Grecs, en frappant leurs fortunes, c'est ses propres intérêts que la Roumanie a frappés, alors qu'en Grèce, on s'est guère ressenti de l'obstructionnisme commercial organisé à Bucharest.

Mais ce n'est pas tout. A cette question d'ordre économique, s'en ajoute une autre d'ordre national. Nos colonies de Roumanie diffèrent, au point de vue national, de nos autres colonies, notamment de celles d'Egypte; malgré leur patriotisme et leurs sentiments purement helléniques, les Grecs des provinces danubiennes surtout ceux qui s'y trouvent depuis longtemps, sont infailliblement exposés à devenir Roumains et en fait, tous ceux qui, comme les Céphaloniens et les autres Ioniens, ne retournent pas dans leur pays, le deviennent nécessairement à la seconde ou à la troisième génération au plus tard. La Roumanie est un gouffre qui a englouti de nombreuses populations grecques; plus de Grecs y ont été perdus pour l'hellénisme qu'il n'en a péri dans nos guerres et nos insurrections. Nul pays où l'assimilation soit plus rapide et dangereuse

pour les Grecs que la Roumanie, où ceux-ci vivant au milieu d'un peuple coreligionnaire, se fondent facilement dans la masse. Si le dépit et la légèreté n'avaient pas faussé le jugement des hommes d'Etat de Bucarest, ils eussent vu que leur intérêt leur dictait de ménager ces Grecs qu'ils persécutèrent avec tant d'acharnement. Ces Grecs étaient destinés à devenir demain leurs concitoyens et plus tard à se montrer, sinon tous, du moins beaucoup d'entre eux, plus fanatiques que les vrais Roumains eux-mêmes. Et ce sont ces Grecs roumanisés qui prédominent parmi les classes dirigeantes du pays ; ministres, députés, sénateurs préfets, généraux, magistrats, ce sont eux, ces Grecs roumanisés, qui gouvernent le pays. C'est ainsi que des Cantardji, des Soutzo, des Manos, des Lahovari, des Cantacuzène, des Morouzi, des Ferekidi sont à la tête des affaires. Dans le ministère Cantacuzène, il y avait quatre noms grecs!.. Constatation affligeante de la faiblesse humaine, ce sont ces transfuges qui sont les persécuteurs les plus acharnés de l'hellénisme ! Il en est ainsi de tous les renégats, de toute race, de toute confession : ils mettent dans leurs sentiments le zèle et le fanatisme des néophytes.

Eh bien ! quelque énorme que soit le préjudice moral causé à nos compatriotes d'aujourd'hui, si le mouvement antihellénique de Roumanie a eu pour résultat de mettre obstacle à l'émigration grecque vers les régions danubiennes, ne nous en plaignons pas. A quelque chose malheur est bon. Il existe d'autres contrées où les colons hellènes pourront exercer leur activité sans risquer de perdre le souvenir de leur origine et d'abandonner leur nationalité.

\*  
\* \*

Ces circonstances n'atténuent point la responsabilité qu'a endossée le cabinet Cantacuzène-Lahovary, des violences et des attentats systématiques perpétrés contre nos congénères. Et bien qu'il ne se soit fait aucun scrupule de sévir avec une iniquité inouïe contre les Grecs de Roumanie, il a éprouvé la nécessité de se disculper, devant l'opinion du monde civilisé, de la responsabilité qui lui incombe des attentats commis contre nos compatriotes, les expulsions et autres mesures vexatoires dont ils furent l'objet, essaya d'en atténuer l'impression en faisant publier par l'organe officieux la *Correspondance politique roumaine* du 1<sup>er</sup> mars 1906, le communiqué suivant :

« Le gouvernement roumain s'est vu dans la nécessité  
« d'expulser un certain nombre d'Hellènes qui, à la tête  
« de la section de l'association panhellène l' « Hellénis-  
« mos », se livraient à une ardente propagande antirou-  
« maine et recueillaient des fonds en vue d'armer et de  
« soutenir les bandes grecques ayant pour mission d'atta-

« quer les Koutzo-Valaques (!) de Macédoine par les  
« moyens les plus violents.

« Le gouvernement a longtemps hésité avant de prendre  
« cette mesure radicale contre les adversaires du pays,  
« mais il n'a pu finalement tolérer l'existence sur terri-  
« toire roumain d'une section de l'association « l'Hellénis-  
« mos » dont le but, suivant l'opinion émise par  
« M. N. Kasasis, son président, consiste à répandre la  
« haine contre les Roumains, les Serbes et les Bulgares,  
« et à former des héros du mouvement national panhel-  
« lénique en Macédoine.

« Le gouvernement roumain détient entre autres preuves  
« accablantes celle suivant laquelle les fonds recueillis ici  
« par les représentants de l'« Hellénismos » ont servi à la  
« destruction de la ville de Krussovon en Macédoine, au  
« cours de laquelle plusieurs familles roumaines ont  
« trouvé la mort (1).

« L'assertion de journaux étrangers suivant laquelle le  
« gouvernement roumain aurait été influencé par les pas-  
« sions de la foule et fait de la politique démagogique,  
« est entièrement faussé. Il a simplement exercé son droit,  
« en prenant en considération la légitime indignation  
« du peuple contre ceux des Hellènes qui ont abusé de  
« l'hospitalité du pays dans lequel ils se sont distingués et  
« enrichis, afin de combattre sur son propre territoire les  
« intérêts du peuple roumain... »

Il est impossible de retenir un cri d'indignation devant  
semblables calomnies et tant de mauvaise foi.

L'Association l'« Hellénismos », qui existe et fonc-  
tionne depuis quatorze ans, ouvertement, publiquement,  
compte parmi ses membres des personnalités grecques  
et étrangères. Elle a constitué des sections dans tous les  
pays, même dans les pays de monarchie absolue. Elle n'a  
jamais été accusée d'avoir enfreint les lois des pays où  
elle compte des adhérents. Tout au contraire, elle s'est  
toujours distinguée par le respect qu'elle professe pour  
les lois des pays qui lui offrent l'hospitalité. Il a toujours  
répugné au conseil d'administration et au président de  
cette association d'user de moyens occultes pour servir  
le but qu'elle se propose.

---

(1) Cette odieuse calomnie aurait peut-être à la rigueur eu des chances  
de trouver créance sans l'existence du *Blue-Book*, mars-septembre 1893. On  
y trouve, en effet, un rapport officiel anglais donnant la destruction de  
Krusheva par les comitadjis bulgares d'abord, par les troupes turques  
ensuite. Au reste — et c'est là qu'éclate dans toute son impudence le men-  
songe roumain — Krussovon est une des citadelles de l'Hellénisme. Il compte  
à côté des Grecs, des Valaques plus fanatiques Hellènes que les Hellènes  
mêmes, et si quelqu'un a eu à souffrir de la destruction de la noble cité, ce  
ne sont certes pas les Roumains, ce sont les Grecs.

Papadimitriou, assassiné à Calafat par un agent stipendié de la propa-  
gande roumaine, était originaire de Krussovon.

Notre association ne nie pas que, parmi ses membres, il en est qui sont établis en Roumanie. Mais de quoi ceux-ci se sont-ils rendus coupables ?

Notre association, aux termes mêmes de ses statuts, n'a d'autre but que de rechercher les besoins de l'hellénisme et de fortifier le sentiment national des Grecs épars à l'étranger. Son président a été accusé de « prêcher la haine des Roumains, des Serbes et des Bulgares et la formation de héros du mouvement national en Macédoine ».

J'accepte volontiers la seconde partie de cette accusation.

En effet, la Société que j'ai l'honneur de présider cherche à fortifier le patriotisme des Hellènes, non seulement en Macédoine, mais partout, même en Roumanie. Mais quant à dire que je m'emploie à répandre la haine des races balkaniques, tout mon passé est là pour attester le contraire. J'ai combattu les odieux comitadjis bulgares, mais je n'ai jamais engagé mes compatriotes à détester les peuples des Balkans. Loin de là, j'ai maintes et maintes fois, par la parole comme par la plume, soutenu l'idée que tous ces peuples doivent se grouper contre l'adversaire commun, le panslavisme.

Naguère, à mon retour d'un voyage en Europe, M. Nicolajévitch, ancien premier ministre de Serbie qui représentait alors son pays à Athènes, me faisait dire par l'entremise d'un ami commun : « M. Kasasis est toujours l'infatigable défenseur de la cause de sa noble nation. C'est là une tâche utile et très louable. Mais je désirerais qu'il fût aussi l'ami des Serbes. Les intérêts des deux peuples ne se contrecarrent pas. »

Lorsqu'il y a quatre ans je visitai la Roumanie, où j'ai eu l'occasion de prendre la parole devant un auditoire composé de Grecs, d'Albanais et de Roumains, la presse roumaine avait suivi avec sympathie cette réunion et la presse bucharestoise y avait consacré des articles dont les appréciations étaient des plus flatteuses pour ma personne.

Il est absolument faux que des fonds aient été recueillis à Bucharest par la Société l'« Hellénismos » pour contribuer à la destruction de la ville macédonienne de Krussovon où plusieurs familles roumaines (?) auraient trouvé la mort. Or, à l'époque de la destruction de Krussovon — en août 1903 — le président de l'« Hellénismos », qui se trouvait précisément à Bucharest, se rappelle que la presse roumaine, relatant le désastre, s'indignait contre l'iniquité de Bachtiar Pacha qui, de connivence avec les Bulgares et largement payé par eux, mit à feu et à sac cette ville presque exclusivement grecque. Mais les Roumains semblent avoir la mémoire courte. Tous les autres gouvernements étaient non seulement au courant de l'affaire, mais ils demandèrent même énergiquement auprès

de la Porte que Bachtiar Pacha fût révoqué et sévèrement puni. Ce n'est qu'après la destruction de Krussovon que le gouvernement grec faisant appel à la générosité de tous les Hellènes, réunit des secours afin de soulager les malheureux sinistrés. L'accusation formulée par les Roumains que ces fonds auraient servi aux bandes grecques qui auraient détruit Krussovon est d'autant plus ridicule, qu'à cette époque là il n'existait pas encore de corps grecs. Ce n'est qu'en novembre 1904 qu'ils firent leur apparition.

On peut, d'ailleurs, rappeler ici au gouvernement roumain que, lorsqu'au lendemain de la destruction de Krussovon, un comité de secours grec se fut constitué à Bucharest, ayant à sa tête le ministre de Grèce, les journaux publièrent les noms des souscripteurs et profitèrent de l'occasion pour reprocher au gouvernement roumain l'indifférence qu'il montrait vis-à-vis de ses ressortissants de Macédoine, tout en louant le zèle dont faisait preuve le gouvernement hellène (1). C'est immédiatement après ces événements qu'une section de l'« Hellénismos » fut fondée à Bucharest.

Pour justifier ses actes d'iniquité envers des hommes qui n'ont fait que contribuer aux progrès économiques du pays, le gouvernement roumain allégua que ces Hellènes n'étaient que des ingrats qui, ayant usé de l'hospitalité roumaine pour s'enrichir, travaillaient avec acharnement, sur le sol même de la Roumanie, contre tout intérêt roumain ; calomnies auxquelles les premiers Hellènes expulsés répondaient par la protestation suivante :

« Le gouvernement roumain, dans l'espoir de s'assurer des avantages politiques dans la péninsule des Balkans, en exerçant une pression sur le cabinet d'Athènes, n'hésite pas à recourir à des mesures de coercition, foulant aux pieds les droits les plus élémentaires des peuples chrétiens et civilisés :

« Il exerça une pression morale sur les Grecs de Roumanie pour les forcer à soutenir la propagande roumaine en Macédoine et en Epire, mais ne pouvant y réussir les autorités n'épargnèrent aux Hellènes ni vexations ni injures. Leurs droits civiques furent ignorés et violés, enfin, à l'aide de fausses accusations le gouvernement roumain chercha à justifier l'injustifiable, expulsion de paisibles citoyens hellènes et la ruine complète de leurs intérêts commerciaux.

« Pour prouver que le gouvernement roumain n'a agi que dans le dessein déterminé de nuire aux Grecs, nous déclarons : 1° que nous sommes tous prêts, nous Hellènes

(1) Le gouvernement roumain, harcelé par la presse organisa une représentation théâtrale au profit des sinistrés de Krussovon. Mais les 3.000 francs des Roumains ne furent pas acceptés par les habitants de cette ville grecque.

expulsés, à rentrer provisoirement en Roumanie et à nous constituer prisonniers préventifs ;

« 2° Que nous demandons à être jugés devant les tribunaux roumains pour tous les méfaits qu'on nous reproche, *mais à la condition que les représentants des grandes puissances à Bucarest assistent au procès ;*

« 3° Nous acceptons en outre d'être condamnés aux travaux forcés à perpétuité si l'on parvient à prouver notre culpabilité et le bien fondé des accusations formulées contre nous dans le seul but de donner une apparence de justice à notre expulsion et de justifier la ruine matérielle à laquelle nous sommes réduits.

« Nous faisons appel aux grandes puissances et aux sentiments de justice de l'Europe civilisée ; car si le gouvernement roumain se croyait dans son droit en nous expulsant il n'était aucunement autorisé à nous accabler de calomnies et à répandre dans la presse européenne des articles injurieux à notre égard qui malheureusement restent sans réponse. »

Si réellement les Hellènes s'étaient rendus coupables des crimes qu'à Bucarest on leur attribuait, pourquoi leur proposition d'être déférés devant les tribunaux n'a-t-elle pas été prise en considération ?

Non ! C'est pour avoir été impuissante à arracher à l'hellénisme les Koutzo-Valaques de Macédoine, pour avoir pitoyablement échoué dans une entreprise sans issue que la diplomatie roumaine s'est tournée contre les Grecs établis en Roumanie.

C'est précisément ce déplacement de la question et l'usage des moyens violents que je viens de retracer qui démontrent péremptoirement l'inexistence du roumanisme macédonien. Du moment que, comme certains politiciens de Bucarest le prétendent, les Roumains sont forts de leurs droits en Macédoine, du moment qu'ils ont obtenu de la Turquie les avantages ecclésiastiques et scolaires réclamés pour faire triompher ces droits, pourquoi ces sévices, ces persécutions honteuses contre les Hellènes fixés dans leur pays ? Pourquoi ne pas organiser la lutte là même où le conflit a eu son origine, en Macédoine, se mesurer avec les Grecs et les battre en brèche, puisqu'ils prétendent être les plus nombreux et les plus forts, alliés d'ailleurs aux comitadjis bulgares ? Mais non, si à une guerre franche, à une lutte ouverte, on a préféré, à Bucarest, s'attaquer aux Grecs de Roumanie, entreprise plus facile qu'héroïque c'est qu'on visait à la fois à venger le lamentable échec de la politique macédo-roumaine et à forcer la Grèce et le Patriarcat de Constantinople à faire le jeu de la propagande.

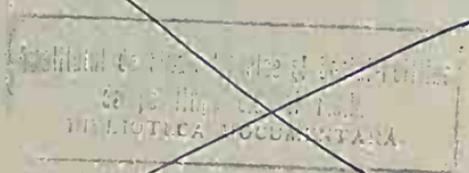
## CONCLUSION

La lutte que l'élément grec de Macédoine soutient en ce moment est une question de vie ou de mort pour l'hellénisme dont l'avenir tout entier dépend de l'issue du débat ouvert actuellement dans les Balkans. Ni la guerre sans merci déclarée aux Grecs de Bulgarie depuis plus d'un an, en violation flagrante des clauses du traité de Berlin, non moins que des lois humaines les plus élémentaires ; ni l'hostilité systématique et les douloureuses persécutions que subissent en Turquie les sujets grecs de la Porte, pas plus que la guerre économique et nationale où la Roumanie s'est laissé entraîner, au mépris de toute justice et de toute dignité, ne pourront peser sur la volonté de l'hellénisme — qui est à la fois un droit et un devoir — de continuer jusqu'au bout la lutte contre des adversaires souvent coalisés. Et pour ne parler que de notre différend avec la Roumanie, on doit savoir à Bucarest que devant notre devoir de conserver au patrimoine grec la population koutzo-valaque, il n'est nulle violence que nous ne soyons prêts à supporter, nul sacrifice que nous refusions de consentir. Pour l'hellénisme, quelque douloureux qu'ait pu ou que puisse être encore le sort de nos colonies des pays moldo-valaques, il n'en est pas une dont la ruine puisse compenser la perte du plus petit village koutzo-valaque de Macédoine.

La Roumanie n'a rien à gagner à poursuivre une politique dont elle a pu apprécier les résultats, dont elle peut, aujourd'hui mieux que jamais, mesurer toute l'inefficacité et qui, eût-elle été meilleure, n'eût guère assuré au royaume danubien des avantages effectifs. Le rôle que l'on a cherché à lui faire jouer en Turquie d'Europe dépasse les limites que la nature, comme l'histoire, a fixées à ses ambitions les plus audacieuses.

Il semble qu'on commence à se pénétrer de cette idée à Bucarest, ou du moins à revenir à une plus saine appréciation de la réalité. Toujours est-il que depuis l'arrivée au pouvoir du cabinet libéral Stourdza, une détente s'est produite visiblement. « Puisse, écrivait Max Nordau, il y

a deux ans, puisse l'appel à la conscience des Roumains leur ouvrir les yeux et leur faire mesurer l'abîme où les pousse leur politique insincère, à courte vue, contraire à leur intérêt et à la civilisation européenne. » Ce vœu est le nôtre. Les intérêts identiques et parallèles des deux peuples leur commandent de demeurer unis contre les empiétements du slavisme et la barbarie turque. Et il est peut-être permis d'espérer, malgré tout, que le jour viendra où l'énorme malentendu qui a divisé les deux peuples au profit de leurs adversaires communs, se dissipera entièrement pour faire place à une amitié sincère, à une alliance définitive.



1911 86  
100 200000  
10 2 10 10

~~~~~  
Société Anonyme

des Imprimeries WELLHOFF et ROCHE, 124, boul. de la Chapelle, Paris.  
Tél. 411-86, Anceau, directeur.

~~~~~

